

Table des matières

Avant-propos	p.3
Quelques remarques	p.4
Liste des abréviations	p.4
 Chapitre I: Présentation générale	
Orsières au milieu du XIX ^e siècle	
A) Généralités	p.5
B) Organisation politique de la commune	p.6
C) Idées libérales et radicales	p.7
D) Paroisse et vie religieuse	p.10
La congrégation du Grand-St-Bernard	p.12
Situation valaisanne en 1847-1848	p.15
 Chapitre II: Le chanoine Biselx jusqu'à l'époque du Sonderbund	
Vie religieuse et intellectuelle	p.19
Vie politique	p.24
 Chapitre III: 1848	
Changement de régime à Orsières	p.28
Elections communales sous contrôle	p.30
Premiers affrontements entre la commune et le curé Biselx	p.32
Problèmes d'administration paroissiale	p.35
 Chapitre IV: 1849, entre exil et procès	
Un lointain voyage	p.39
Quelques nouvelles du pays	p.43
Une étape sur le chemin du retour	p.44
Situation à Orsières	p.47
Une longue procédure judiciaire	p.48

12276761460

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010367215

Chapitre V: 1850, entre condamnation et retour	
Situation à Orsières	p.52
Les doutes de Biselx à Rome	p.55
Retour auprès des siens	p.57
Une dernière manœuvre	p.58
Conclusion	
Conséquences de cette affaire	p.65
Limites et perspectives du travail	p.66
Remerciements	p.67
Etat des sources et bibliographie	
A) Sources manuscrites	p.68
B) Sources imprimées	p.69
C) Bibliographie	p.70
Tableau des annexes	p.73
Annexes	p.74
Illustrations	p.117

Avant-propos

La capitulation du Valais lors de la guerre du Sonderbund ouvre un chapitre nouveau de l'histoire du canton. De même que la constitution fédérale de 1848 amène à la naissance de ce qu'il est convenu d'appeler la Suisse moderne, le Valais se retrouve lui aussi engagé dans un processus de changements. Différentes études ont déjà présenté de manière précise les enjeux de la mise en place du nouveau régime sur la situation valaisanne¹. Le but de ce mémoire n'est donc pas de refaire l'histoire du Sonderbund et de ses conséquences dans l'ensemble du canton, mais de s'intéresser à une vision plus locale des événements et d'étudier les implications réelles, pour une région donnée, des décisions prises par les nouvelles autorités. Car il ne suffit pas de prendre une décision à Sion pour que l'ensemble du canton réagisse immédiatement. Une série de questions se posent alors. Y a-t-il concordance entre les grands principes défendus au niveau cantonal et les réalités locales? Comment exercer un contrôle suffisant sur des communes éloignées de la capitale? Les querelles familiales ou villageoises influencent-elles les choix politiques? Voilà quelques pistes de réflexion.

Au thème de la politique, il est vite paru indispensable de rajouter l'examen de la situation de l'Eglise et du clergé dans l'époque entourant le Sonderbund, les choix politiques semblant ne faire qu'un avec les convictions religieuses². Il convient toutefois de se demander si la séparation était aussi claire entre d'un côté les radicaux anti-cléricaux et de l'autre les conservateurs favorables au clergé. Pour cela, il est nécessaire de se pencher sur la manière dont la religion est vécue au jour le jour par la population. Le manque de sources se fait à ce propos très vite sentir. La fréquentation des sacrements, la piété individuelle, ou d'autres phénomènes touchant la vie privée, restent malheureusement presque insaisissables. Seules des circonstances particulières peuvent mettre en lumière un aspect de la vie au sein d'une paroisse et la façon avec laquelle les gens envisageaient leur sentiment religieux.

En fonction des sources disponibles, il est vite paru nécessaire de limiter la recherche à une seule situation au cours de laquelle pouvaient ressortir à la fois les intérêts politiques locaux et les conceptions religieuses de la population. L'affaire du curé Biselx à Orsières apparaît justement comme l'un de ces événements qui montrent

¹ Sur la situation valaisanne à l'époque du Sonderbund, ROTEN, *Les débuts du radicalisme*, 1971, et REY, *Le régime radical*, 1971.

² Sur le contexte religieux en Valais, BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in *Vallesia*, 1964.

les liens étroits qu'entretiennent dans un village les conflits personnels, la religion, la politique et la justice, et cela dans la période agitée qui suit la guerre du Sonderbund.

Quelques remarques

- Ce travail se fonde sur environ deux cent documents qui datent de décembre 1847 à janvier 1851. La majorité de ces sources consiste en lettres échangées par les différents acteurs de cette affaire, notamment le curé Biselx lui-même, le prévôt et d'autres chanoines du Grand-St-Bernard, ainsi que par les autorités cantonales et communales. Il est à noter que la recherche dans différentes archives a permis de retrouver souvent l'entier des échanges, les lettres envoyées se trouvant en un lieu, les lettres reçues dans un autre. En plus de cette correspondance ont aussi été utilisés des sources officielles ou juridiques, des inventaires de biens et les protocoles du Conseil d'Etat, du Grand Conseil ou de l'exécutif communal d'Orsières.

- L'orthographe et la ponctuation des documents cités sont conformes aux textes originaux. Seules certaines abréviations ont été modifiées et uniformisées. En ce qui concerne les noms propres, la graphie la plus courante a été employée.

- Les notices biographiques mentionnées dans le texte ou en notes ont été tirées, sauf indications contraires, de BINER, "Autorités valaisannes" in Vallesia, 1982, et de TAMINI/DELEZE, Nouvel essai de Vallesia Christiana, 1940.

Liste des abréviations

AEV	Archives de l'Etat du Valais
DI	Département de l'Intérieur
DJP	Département de Justice et Police
Prot.CE	Protocoles des séances du Conseil d'Etat
Prot.GC	Protocoles des séances du Grand Conseil
RL	Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais
AGSB	Archives du Grand-St-Bernard
ATE	Archives du tribunal d'Entremont
APO	Archives paroissiales d'Orsières
ACO	Archives communales d'Orsières

Orsières au milieu du XIX^e siècle

A) Généralités

Un rapide coup d'œil à une carte permet de connaître les principales caractéristiques de la commune d'Orsières¹. Sur un vaste territoire de 165 km², correspondant en gros au Val Ferret, se regroupent une vingtaine de villages et de hameaux. Le village principal d'Orsières se trouve sur le chemin du col du Grand-St-Bernard, à mi-chemin entre le Val d'Aoste voisin et la plaine du Rhône. Cet emplacement n'empêche pas, sur le plan économique, une relative autarcie qui s'explique par la taille, la diversité des lieux d'habitations et la nombreuse population de la commune.

Le recensement cantonal de 1846 et celui fédéral de 1850 donnent respectivement les chiffres de 2402 et de 2305 habitants pour l'ensemble de la commune. Il faut signaler ici que le district d'Entremont, auquel ^{appartient} Orsières, compte environ 10'000 habitants, dont approximativement la moitié pour Bagnes et le quart pour Orsières². Ce chiffre fera de l'Entremont le district le plus peuplé du Valais jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Mais ce poids démographique est contrebalancé par une position géographique éloignée de la plaine du Rhône et donc de Sion, la capitale. L'importance politique de l'Entremont et des communes qui composent ce district s'en ressent.

Au milieu du XIX^e siècle, l'économie à Orsières est toujours essentiellement agricole. Le transit par la route du St-Bernard est une activité marginale qui ne concerne presque pas les habitants du lieu. Les travaux de la terre rythment les jours et les saisons. Dans cette région de montagne, on cultive surtout du seigle et des pommes de terre, un peu d'élevage complétant les besoins familiaux. Pour la majorité de la population une dose importante de nomadisme subsiste tout au long de l'année: le Carême voit les gens se déplacer à Fully pour le soin des vignes, l'été se passe dans les pâturages d'altitude, l'automne est le temps des récoltes et des vendanges. Deux foires régionales assez importantes ont lieu chaque année à Orsières, l'une au mois de juin, l'autre en octobre. Et si la plupart des échanges se déroulent à un niveau très local, les habitants d'Orsières n'hésitent pas non plus à fréquenter en certaines occasions les foires de Sembrancher ou celles de Martigny, ou même à se rendre dans

¹ Annexe 28, carte de la commune d'Orsières.

² MEYER, Les recensements, 1907, p.68.

la Vallée d'Aoste voisine. Comme depuis le début des années 1840, la route du St-Bernard est carrossable d'Orsières à Martigny, les déplacements entre tous ces endroits deviennent un peu plus aisés et plus rapides³. Mais cette amélioration et cette ouverture sur la plaine inciteront également les paysans à quitter rapidement les montagnes pour participer au démarrage de l'industrialisation de la plaine du Rhône. Orsières et les autres communes de l'Entremont se trouvent dans les années 1850 au début d'une période de transition. Au cours des décennies suivantes, cette région verra son mode de vie évoluer toujours plus vite, malgré de nombreuses difficultés économiques et un déclin démographique⁴.

B) Organisation politique de la commune

L'organisation interne de la commune répond au souci de répartition équitable entre les différents villages qui la composent. Pour éviter un pouvoir trop fort de la part des familles du village principal, la commune est découpée en tiers, chacun correspondant à une région définie géographiquement. Les habitants du village principal d'Orsières forment le tiers de Ville. Le tiers d'Issert regroupe les villages du Val Ferret. Enfin, la rive de La Rosière et celle de Soulaire forment ensemble le tiers des Côtes. Cette répartition en trois parties (ou en quatre si les deux côtes sont considérées séparément) est valable pour l'organisation des corvées, l'encaissement des taxes ou encore l'élection de l'exécutif de la commune⁵. Dans ce dernier cas, l'ensemble des citoyens, soit environ 560 hommes, a l'obligation d'élire cinq conseillers communaux par tiers. Cela évite un vote purement sectoriel qui pourrait entraîner une scission entre les tiers. Si le nombre de quinze conseillers peut paraître élevé, il n'empêche toutefois pas la prédominance de certaines personnalités, et notamment celle des notaires. La présidence ainsi que le poste de juge sont très souvent occupés par l'un d'entre eux. Orsières ne diffère pas en cela de sa voisine Bagnes, où depuis le début du XIX^e siècle les notaires apparaissent comme la nouvelle élite économique et politique⁶. Trois notaires jouent à Orsières un rôle particulier

³ Au sujet des foires et de l'économie en général, JORIS, Etude politique et sociale, 1973, pp.31-35.

⁴ ROSSIER, "La démographie..." in Idéologies et populations, 1985, pp.117-138.

⁵ La question des tiers est développée dans BERTHOD, Orsières, 1983, pp.28-32.

⁶ Sur le pouvoir des notaires à Bagnes, RAYNAULD, Formation et évolution d'une élite, 1976, pp.248-250 et pp.267-287.

dans les années qui précèdent la guerre du Sonderbund⁷: Le premier est Nicolas Vernay (mort en 1854), notaire dès 1816, capitaine, président de la commune 1829-1835, député, propriétaire de l'Hôtel du Grand-St-Bernard à l'entrée d'Orsières dans le quartier du Bourgeal et de l'alpage du Barfay au-dessus de La Fouly. Le deuxième est Maurice Gaillard (1801-1861), notaire en 1821, capitaine, président 1835-1841, député, grand châtelain d'Entremont avant 1847, et également propriétaire de l'Hôtel des Alpes sur la place du village. Le troisième est Jean Joseph Rausis (1796-1876), notaire en 1825, député, membre du tribunal central 1844-47 et sur le plan familial, neveu du curé Biselx.

C) Idées libérales et radicales

Dans les années 1830, Orsières, comme le reste du district, a joué un rôle important dans les revendications du Bas-Valais pour une représentation au Grand Conseil proportionnelle à la population⁸. Jusqu'alors, tous les dizains ainsi que l'évêque de Sion avaient droit à quatre suffrages chacun, ce qui avantageait nettement le Haut-Valais. Au vu de son importance numérique, l'Entremont avait tout intérêt à changer ce système pour augmenter son pouvoir politique. Mais cela n'est pas allé sans difficultés. Depuis 1830, le Bas-Valais se bat à de nombreuses reprises en pure perte, mais sans pour autant se décourager. Au contraire, le mouvement se radicalise au fil des années. Des menaces de révolution ou de scission du canton sont même brandies. La population d'Orsières ne craint d'ailleurs pas d'épouser ces idées. Pour preuve, un vote consultatif réalisé en 1838 réclame la représentation proportionnelle à l'unanimité des votants (194 voix)⁹. L'année suivante, les Orsériens plébiscitent la nouvelle constitution qui consacre ce droit. Le taux de participation atteint 80%, et le résultat est sans appel, 452 oui, 1 non¹⁰. Cette nouvelle constitution libérale une fois mise en œuvre, la population d'Orsières se sépare, comme du reste celle du Bas-Valais, entre ceux qui se contentent de la nouvelle situation, et ceux qui réclament

⁷ Informations tirées des Annuaires officiels, de BERTHOD, Orsières, 1983, et de BINER, "Autorités valaisannes" in Vallesia, 1982.

⁸ Sur les luttes politiques des années 1830, ARLETTAZ, Les tendances libérales, 1971, et SEILER, "Histoire politique..." in Annales valaisannes, 1951.

⁹ ACO P668/13, résultat des votations, 18 novembre 1838.

¹⁰ ACO P668/14, résultat de la votation sur la constitution du 3 août, 25 août 1839.

davantage. Deux sociétés vont alors occuper la scène politique valaisanne et symboliser les différentes aspirations de la population¹¹.

La première de ces sociétés, la Jeune Suisse, est apparue en Valais au milieu des années 1830 comme une ramification de la Jeune Europe imaginée par le révolutionnaire italien Mazzini. Elle connaîtra un fort développement au début de la décennie suivante, ses effectifs atteignant environ mille membres. Son programme, d'inspiration libérale, réclame au départ la suppression de tous les privilèges, la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse et de l'enseignement. Le mouvement se radicalise au fil des années, laissant transparaître son désir de changement dans un anticléricalisme de plus en plus virulent. En réaction, la Vieille Suisse s'engage à défendre la religion catholique dans l'ordre et la légalité. Même si ces deux sociétés ne concernent directement que la petite partie des Valaisans qui en sont membres, elles influencent l'ensemble de la population. Car les débats entre les tendances radicales, libérales et conservatrices ne laissent personne indifférent. Les tensions augmenteront ainsi graduellement jusqu'à la fratricide bataille du Trient en mai 1844.

Orsières n'échappe pas aux difficultés et aux affrontements idéologiques que traverse le canton. Mais dans cette commune, la séparation politique se fait surtout sur des critères géographiques. Le tiers de Ville et la côte de Souallex forment le gros des troupes radicales, alors que le tiers d'Issert et la côte de La Rosière apparaissent comme des fiefs conservateurs. Il est difficile de trouver une raison à cette division. On peut toutefois estimer que le village d'Orsières par son emplacement sur la route du St-Bernard est plus ouvert à l'influence extérieure. Une autre explication plus étonnante à cette séparation semble être le problème de la répartition des alpages. A cette époque, le règlement de ceux-ci favorisait la minorité de ceux qui possédaient les chalets en bordure des terres communes¹². Ces propriétaires, venus en général des villages les plus proches des pâturages, n'avaient pas d'intérêt à vouloir changer un état de fait qui les avantagait. Et précisément, les régions où les tendances conservatrices sont les plus grandes sont également celles où se trouvent les alpages.

Si les tensions sont perceptibles entre les différents villages de la commune, elles se remarquent aussi dans les affrontements entre certaines personnalités. Les notaires Rausis et Vernay soutiennent la Vieille Suisse alors que leur collègue Gaillard

¹¹ A propos de ces sociétés, ARLETTAZ, *Les tendances libérales*, 1971; ROTEN, *Les débuts du radicalisme*, 1971; BERTRAND, "La Jeune Suisse" et "La fondation..." in *Annales valaisannes*, 1936, pp.134-153 et 1943, pp.78-90.

¹² BERTHOD, Orsières, 1983, p.316.

s'engage dans la Jeune Suisse. Dans cette dernière organisation se remarquent aussi deux hommes influents dans la commune, le maréchal-ferrant Delarze et le major Crettex. Pour Etienne Joseph Delarze, participer à la Jeune Suisse est une réaction contre la méfiance affichée par ses concitoyens à son égard. Originaire de Vollèges, il lui avait fallu en effet sept ans de patience et de démarches avant d'être accepté comme bourgeois d'Orsières¹³. Sa lutte contre l'ordre établi prend certainement naissance dans cette frustration. La situation de Joseph Marie Crettex est différente¹⁴. Enfant naturel, il s'était engagé avec d'autres jeunes de la commune dans les troupes françaises. Ses compétences militaires et sa persévérance lui ont valu d'obtenir le grade de lieutenant. Revenu au pays en 1830, son brevet d'officier lui permet de bien intégrer l'élite locale. Capitaine, puis major dans les troupes cantonales, il accède à la présidence de la commune d'Orsières de 1841 à 1844. S'il ne fait pas mystère de ses sympathies radicales, il reste partisan de l'ordre et de la légalité. Le docteur Joris, son beau-fils, dira d'ailleurs à son sujet:

“M. Crettex est un homme très tranquille, d'un beau caractère et qu'il faut estimer; il ne connaît pas les intrigues, car il est rond et franc dans sa manière d'être; ses opinions sont libérales, mais modérées, il a voyagé et reconnaît que le Valais est extrêmement arriéré sous plusieurs rapports, il veut donc le progrès, mais basé sur l'ordre.”¹⁵

Lorsqu'en mai 1844, l'ensemble du Valais se prépare à la guerre civile, Crettex s'arme à titre individuel comme la majorité de ses concitoyens. Toutefois à Orsières, ni lui ni personne d'autres ne veulent prendre le risque de mettre le feu au poudre. Crettex empêche même que ses amis politiques enfonce les portes du bâtiment communal pour y prendre les fusils entreposés. Ensuite, entre les deux camps, le temps se passe en palabres et en négociations¹⁶. L'affrontement direct est donc évité, contrairement à Bagnes où la bataille de Corberaye fait plusieurs victimes dans les rangs conservateurs¹⁷. Si l'Entremont se déchire, le reste du Valais n'est pas en reste. Les troupes conservatrices descendent la Vallée du Rhône à la rencontre de leurs

¹³ ACO P668/15, séance du 26 janvier 1841. (la demande de Delarze date de novembre 1834).

¹⁴ Sur Crettex (1799-1850), voir BERTHOD, Orsières, 1983, pp.419-420, et BINER, “Autorités valaisannes” in Vallesia, 1982.

¹⁵ AEV DJP III 1540, Tribunal central, 3.33 n°1, lettre du docteur Joris, 1 juillet 1844.

¹⁶ Les tensions à Orsières et dans l'Entremont sont narrées par HUBERT, “Précis historique...” in Vallesia, 1969, pp.1-94.

¹⁷ GABBUD, Bagnes, 1997.

adversaires. La bataille décisive a lieu sur un pont franchissant le Trient et se solde par une centaine de morts et la déroute totale des Jeunes Suisses et des radicaux¹⁸.

Un régime très conservateur se met en place après cette guerre civile. Un tribunal central est notamment créé dans le but de poursuivre avec sévérité les meneurs radicaux. Ceux qui ont participé aux luttes armées dans l'Entremont ne sont pas épargnés. Pour éviter une lourde condamnation, Maurice-Eugène Filliez¹⁹, chef des troupes radicales à Bagnes, doit ainsi s'exiler dans le canton de Vaud en compagnie d'autres leaders valaisans vaincus. Certains y demeureront jusqu'en 1847. Crettex ne restera quant à lui que deux mois loin de sa commune. Il tente ensuite de plaider sa cause et de justifier sa conduite devant le tribunal central, mais il sera tout de même condamné à deux ans de privation des droits civiques et à 400 fr. d'amende. Contre Gaillard est requis huit ans de privations des droits civiques et 500 fr. d'amende²⁰. Delarze est également menacé, mais il relève la tête en 1847 déjà, devenant vice-président de la commune. Pour ces personnes traînées devant la justice, la chute du Sonderbund sera l'occasion d'une revanche.

La sévérité du pouvoir conservateur envers les vaincus va de pair avec une grande reconnaissance envers son plus fidèle allié, le clergé. Celui-ci voit ses droits et ses privilèges renforcés par la constitution de 1844 et apparaît ainsi comme le grand gagnant des événements sanglants du mois de mai. Mais cette augmentation de l'influence et du pouvoir de l'Eglise lie étroitement le destin de cette dernière à la politique gouvernementale. L'adhésion du canton du Valais au Sonderbund et ses conséquences funestes en seront les preuves les plus parlantes.

D) Paroisse et vie religieuse

La paroisse d'Orsières recoupe exactement le territoire de la commune. Comme les paroisses voisines de Bourg-St-Pierre, Liddes et Sembrancher, elle dépend de la congrégation du Grand-St-Bernard. A l'époque étudiée, un curé et un vicaire desservent l'église paroissiale d'Orsières ainsi que les chapelles qui existent dans certains villages de la commune²¹. Si l'on juge la piété des habitants d'après l'état des bâtiments religieux, la situation n'est guère brillante au milieu du XIX^e siècle. A

¹⁸ Sur la campagne militaire de mai 1844, SALAMIN, Le Valais, 1978, pp.152-156.

¹⁹ M.-E. Filliez (1811-1856), avocat et notaire. Sur sa vie et ses prises de position, voir Drame au pays des Dranses, 1997.

²⁰ AEV DJP III 1540, Tribunal central, 3.33 Major Crettex, 3.34 Delarze, 3.35 Gaillard.

²¹ Sur les différentes chapelles de la paroisse, BERTHOD, Orsières, 1983, pp.126-139.

Orsières même, l'église construite au XV^e siècle est délabrée, le cimetière est beaucoup trop petit, la chapelle de St-Eusèbe, dans les prés au sud du village, est en ruine depuis plus de vingt ans, alors que celle du Milieu de Ville est sur le point d'être détruite. Le constat est un peu moins négatif en ce qui concerne les autres chapelles de la paroisse, sans être réjouissant pour autant. Il serait bien sûr très incertain d'estimer les convictions profondes de la population à partir de ces exemples. Pour la majorité, la pratique religieuse semble tout de même très routinière. En échange de leur obéissance aux règles de l'Eglise, les gens attendent du prêtre qu'il distribue les sacrements aux différentes étapes de la vie et qu'il bénisse les activités villageoises. Dans ce contexte, la messe dominicale à l'église d'Orsières joue un rôle important, en permettant aux habitants de tous les villages de se rassembler. Lors d'autres manifestations d'Eglise, la fonction sociale de la religion se remarque encore plus. C'est parfois le conseil communal lui-même qui décide de l'organisation de processions destinées à implorer un changement climatique. La participation est alors obligatoire et une amende est infligée aux familles non représentées. Cette intrusion de l'autorité politique dans la sphère religieuse n'est pas toujours bien vue et il arrive même que le curé s'oppose à ces processions qui tiennent plus de la superstition que de la piété²².

La Maison du Grand-St-Bernard exerce une très grande influence sur la vie religieuse et paroissiale d'Orsières, et cela pas seulement par la nomination du clergé local. En effet, entre Orsières et l'hospice, les relations sont également étroites grâce aux nombreux prêtres que la paroisse a donnés à la congrégation au fil des siècles. De 1800 à 1850, 23 jeunes gens d'Orsières sont reçus dans les ordres, et la majorité d'entre eux au St-Bernard²³. Si la piété des candidats au sacerdoce n'est pas en cause, il ne faut pas oublier qu'à cette époque deux portes seulement s'ouvraient en Valais pour les jeunes gens intelligents et ambitieux, la carrière ecclésiastique et le droit. Pour les individus de familles modestes, l'entrée en religion est un bon moyen d'accéder à une formation supérieure et à un statut social. Cela explique en partie l'estime de la population envers la congrégation du St-Bernard et ses chanoines. Aux relations personnelles se rajoutent des contraintes économiques. Et si les premières sont en général agréables, les secondes ne vont pas sans créer des tensions. La communauté religieuse possède en effet beaucoup de redevances sur le territoire communal, la plus importante étant la dîme. A partir du début du XIX^e siècle se pose

²² Sur la procession à Orny et son contexte, *L'église au milieu du village*, 1996, pp.89-95.

²³ JORIS, *Etude politique et sociale*, 1973, p.86.

la question du rachat par les habitants d'Orsières de ces anciens droits d'origine féodale. En deux opérations, l'une en 1817 et l'autre en 1843, la commune se libère de la plupart de ces redevances dues à la cure d'Orsières et au St-Bernard²⁴. Deux servitudes subsistent toutefois sur le territoire communal. La Maison du St-Bernard garde le droit de couper le bois nécessaire à l'hospice dans les forêts de Ferret, ainsi que le droit de laisser pâturer librement sur les alpages les chevaux utilisés pour le transport de ce bois. Car si les chanoines acceptent de négocier sur les questions financières, ils refusent de se priver du moyen de chauffer l'hospice.

Ces négociations menées au sujet des redevances féodales ne modifient guère les rapports que les gens d'Orsières entretiennent avec la religion en général et la Maison du St-Bernard en particulier. La volonté d'autonomie communale et le souci de se libérer d'anciennes taxes dépassent largement les querelles politiques et religieuses. Toutes tendances confondues, les Orsériens se prononcent en faveur des rachats successifs sans que cela modifie leur attitude et leur fidélité à l'égard de la pratique religieuse traditionnelle. La situation se compliquera après la guerre du Sonderbund, lorsque le cadre juridique changera et que l'Eglise perdra de son pouvoir et de son influence.

La congrégation du Grand-St-Bernard

Le conflit du Sonderbund éclate alors que la maison du Grand-St-Bernard traverse une phase d'expansion²⁵. Le passage de l'armée de Bonaparte en 1800 a beaucoup fait pour la renommée de l'hospice et de sa communauté dans toute l'Europe. Sous l'Empire, Napoléon montrera à plusieurs reprises sa reconnaissance envers la congrégation. Ainsi par exemple, lorsqu'il décide de construire la route du Simplon, il imagine au sommet du col un hospice semblable à celui du St-Bernard et administré par les mêmes chanoines. Ce bâtiment ne sera toutefois achevé qu'en 1836. Entre temps, la chute de l'empereur et l'entrée du Valais dans la Confédération en 1815 n'avaient rien changé à la destinée de la congrégation et à son rayonnement.

La communauté du Grand-St-Bernard comprend 36 chanoines en 1850²⁶. Certains, dont les novices et les séminaristes, logent à l'hospice, d'autres occupent des postes en paroisses, notamment en Entremont, à Martigny, à Vouvry et à Lens. Ces

²⁴ ACO P467 et ACO P486; cf. BERTHOD, Orsières, 1983, p.211-213.

²⁵ Sur l'histoire de la congrégation du Grand-St-Bernard, voir QUAGLIA, La Maison, 1972, et Helvetia Sacra IV/1.

²⁶ AGSB 670, Catalogue.

paroisses sont d'un précieux secours pour la congrégation. D'une part, les religieux peuvent s'y refaire une santé lorsque les fatigues ou les infirmités de l'âge viennent interrompre leur séjour prolongé en altitude. D'autre part, la communauté possède dans ces différents lieux des droits ou des revenus qui permettent de financer ce qui fait la fierté et la gloire de l'hospice du St-Bernard, l'accueil gratuit pour tous les passants. D'autres ressources financières nécessaires au maintien de cette généreuse hospitalité sur le col proviennent de biens et de propriétés situés dans le Piémont, en Valais et dans le canton de Vaud (importante ferme à Roche).

A la tête de la congrégation se trouve le prévôt qui demeure en général à Martigny. Il est élu par ses confrères réunis en chapitre. Cette assemblée générale des chanoines nomme également les principaux officiers de la Maison. Parmi ceux-ci, le prieur claustral et le procureur général sont les plus importants. Second dignitaire après le prévôt, le prieur est le responsable de tous les chanoines qui résident à l'hospice. En cas d'absence de son supérieur, il lui incombe la charge d'administrer l'ensemble de la communauté. Le procureur a quant à lui la responsabilité et la surveillance de toutes les affaires économiques.

La congrégation a joué un rôle actif dans les luttes politiques du Valais des années 1830. Elle le doit en grande partie à son prévôt François Benjamin Filliez (1790-1865)²⁷. Né à Bagnes dans une famille influente, il entre dans la communauté en 1810 et est ordonné prêtre en 1813. Elu prévôt en 1830, il se fait remarquer dans les luttes politiques comme un partisan acharné des droits du Bas-Valais. En 1839, son attitude est même révolutionnaire lorsqu'il accepte de siéger comme représentant du clergé à la diète valaisanne, alors que la constitution réservait ce droit à l'évêque de Sion. Une fois la représentation proportionnelle acceptée, le prévôt, comme beaucoup d'autres libéraux, évolue vers le conservatisme. Il n'hésite pas à aider le régime très conservateur né à la suite de la guerre civile de mai 1844 ainsi qu'à soutenir l'alliance du Sonderbund par tous les moyens possibles. Ainsi, au moment de la prise d'arme en 1847, l'appui financier du St-Bernard est vital pour le régime valaisan. La congrégation accepte d'hypothéquer une partie de ses biens situés au Piémont pour garantir un emprunt cantonal destiné à l'achat d'armes et de denrées. A la capitulation, il sera pour elle difficile d'échapper à l'accusation d'avoir favorisé la guerre.

La communauté du St-Bernard a compris dès le début décembre 1847 qu'elle serait une des premières victimes de la mise en place du nouveau régime né de la

²⁷ Biographies de Filliez, QUAGLIA, La Maison, 1972, p.399; Helvetia Sacra IV/1, pp.210-212.

chute du Sonderbund. Peu désireux d'affronter tout de suite la vindicte de ses adversaires, le prévôt quitte Martigny pour la Vallée d'Aoste. La crainte de voir les radicaux s'emparer des objets et des papiers de valeur de l'hospice conduit aussi les chanoines à des mesures énergiques. Le commissaire du gouvernement Joseph Torrent²⁸ s'en plaint d'ailleurs amèrement:

"Nous avons appris que les chanoines à l'hospice du St-Bernard ont occupé environ 130 hommes de la Vallée d'Aoste pendant une huitaine de jour à emporter dans cette vallée tout ce qu'il y avait dans cet hospice."²⁹

La crainte des religieux était d'ailleurs fondée, puisque Torrent écrit cela alors qu'il est en route pour l'hospice avec un contingent fédéral. L'occupation du bâtiment est réalisée le 15 décembre. Il faut toutefois attendre le 18, et l'arrivée de deux commissaires fédéraux, le Bâlois Emile Frey (1803-1889) et le Vaudois Louis-Henri Delarageaz (1807-1891), pour que la perquisition soit achevée³⁰. Cette intrusion militaire provoque bien évidemment la colère et l'indignation de tous les membres de la communauté du St-Bernard:

"Les soussignés Chanoines réguliers de la Maison hospitalière du Gd-St-Bernard, (en l'absence du prévôt) protestent solennellement à la face de l'Europe contre l'occupation de leur Monastère par des commissaires du Gouvernement provisoire du Canton du Valais, accompagnés d'une trentaine de militaires, baïonnette au fusil."³¹

Depuis la Vallée d'Aoste, le prévôt se joint à ces protestations en rappelant les mérites séculaires de l'hospice et sa dimension internationale³². Pour lui, le St-Bernard fait partie du patrimoine européen et ne doit en conséquence pas être menacé ou ruiné par des décisions hâtives prises au niveau cantonal. Mais ces premières réclamations resteront vaines, et le prévôt et sa communauté devront très vite se lancer dans la lutte contre les conséquences des décisions prises par les nouvelles autorités.

²⁸ Joseph Torrent (1795-1885), président de Monthey, préfet du district 1853-59, député, conseiller national 1860-63.

²⁹ AEV DI, Ecclesiastica 2.15 n°4, lettre de Torrent au département, 14 décembre 1847.

³⁰ ROHRER, "La mission Delarageaz" in Annales valaisannes, 1976, pp.45-47.

³¹ AEV DI, Ecclesiastica 2.12, protestation des chanoines contre l'occupation de l'hospice, 17 décembre 1847.

³² AEV DI, Ecclesiastica 2.12, lettre du prévôt au président du gouvernement provisoire, 21 décembre 1847.

Situation valaisanne en 1847-1848

Lors de la guerre de Sonderbund, le Valais capitule sans combattre le 29 novembre 1847, après la chute de Lucerne et de Fribourg. Il n'est pas question de retracer ici l'histoire des débuts du régime radical, mais plutôt de mentionner les décisions ayant par la suite une certaine incidence dans le domaine religieux, et par contre-coup, dans l'affaire du curé Biselx. Dès la capitulation, les chefs radicaux exilés en 1844 tentent de prendre le contrôle de leur canton. Ils devançant les troupes fédérales, se rendent à Sion, où ils convoquent pour le 2 décembre une assemblée populaire³³. Cette dernière réunit, selon les estimations plus ou moins enthousiastes des contemporains, de 300 à 3000 personnes. La foule présente prend une série de décisions qui fixent les bases idéologiques et pratiques du nouveau pouvoir valaisan. Un gouvernement provisoire de sept membres est élu. La présidence est offerte à Maurice Barman³⁴. Ce radical modéré avait déjà été membre du gouvernement entre 1840 et 1844 avant de se réfugier dans le canton du Vaud suite à la défaite des troupes radicales dont il avait le commandement. Son compagnon d'exil Maurice-Eugène Filliez fait également partie de ce pouvoir provisoire. Le programme que l'assemblée élabore et qu'elle confie à ce nouveau gouvernement est surtout marqué par l'idée de vengeance contre tous ceux qui ont entraîné le Valais dans l'épisode si désastreux du Sonderbund. Les radicaux victorieux voient là une occasion unique de mettre fin à l'influence politique du clergé qu'ils considèrent comme la cause principale de la guerre. Trois types de mesures sont prises dans cette optique³⁵. Tout d'abord les immunités ecclésiastiques sont supprimées; ensuite l'instruction publique passe sous la direction de l'Etat; enfin l'Etat se réserve la surveillance des biens des ordres religieux. Par ce biais, le clergé perd la plus grande partie de ses leviers politiques et économiques, et par contre-coup de son influence.

Le gouvernement provisoire applique sans tarder les résolutions de l'assemblée du 2 décembre. Le 9 décembre, comme les caisses de l'Etat sont vides, un décret impose d'une contribution de 200.000 fr. les responsables désignés de la guerre, le

³³ Pour une présentation de l'assemblée du 2 décembre et de l'installation du nouveau pouvoir, REY, *Le régime radical*, 1971, pp.10-14.

³⁴ Maurice Barman (1808-1878), notaire, conseiller d'Etat 1840-44, exilé en 1844, président du gouvernement provisoire en 1847, conseiller d'Etat 1848-50 et 1852-57, conseiller national 1848-57.

³⁵ Présentation des articles adoptés par l'assemblée du 2 décembre et concernant le clergé: BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in *Vallesia*, 1964, pp.341-345.

clergé et l'ancien pouvoir³⁶. La Maison du Grand-St-Bernard est imposée le plus lourdement, à hauteur de 80.000 francs. Les sommes avancées pour aider à la préparation militaire du canton avaient montré ses moyens financiers. Mais l'ensemble du clergé refusant de verser l'argent malgré les pressions, l'Etat devra élaborer un autre projet pour s'approprier ces biens dont il a un urgent besoin pour appliquer sa politique.

Si les problèmes financiers usent une grande partie de l'énergie du gouvernement provisoire, ce n'est pas sa seule mission. Il doit aussi mettre en place une nouvelle administration, et préparer sa succession. Le Grand Conseil est élu le 16 décembre, et une nouvelle constitution est très vite mise en chantier³⁷. Reprenant dans ses grandes lignes les décisions de l'assemblée populaire du 2 décembre, elle est acceptée par le peuple le 16 janvier, en même temps qu'un décret sur la réunion à l'Etat des biens du clergé. Ce dernier texte de loi est la réponse imaginée par le gouvernement suite au refus du clergé de payer les sommes réclamées au début décembre. Conséquence de cette votation, le Conseil d'Etat publie le 29 janvier un décret qui officialise et règlemente le transfert à l'Etat des possessions du diocèse, des couvents et des corporations religieuses. En échange, l'Etat s'engage à rétribuer correctement le clergé et à assurer l'hospitalité au Simplon et au St-Bernard³⁸. L'importance de ce décret est bien visible, puisqu'il est promulgué le jour-même de l'entrée en fonction du Conseil d'Etat élu le 11 janvier³⁹. Ce nouvel exécutif, présidé toujours par Barman, paraît plus modéré que le gouvernement provisoire. Maurice-Eugène Filliez dont les opinions semblaient assez intransigeantes laisse par exemple sa place au docteur Claivaz⁴⁰.

Le décret du 29 janvier est central dans les développements de l'affaire du curé Biselx. Il est donc nécessaire de citer les principaux points de ce texte législatif, en particulier ceux qui concernent directement la paroisse d'Orsières. L'article premier vise à n'avoir qu'un seul système de nomination en vigueur dans l'ensemble du diocèse:

³⁶ RL VIII, pp.10-12, décret du 9 décembre 1847.

³⁷ Sur l'élection du Grand Conseil, sa composition et le début de ses travaux, REY, *Le régime radical*, 1971, pp.19-21.

³⁸ RL VIII, pp.51-62, décret du 29 janvier 1848.

³⁹ REY, *Le régime radical*, 1971, pp.17-19.

⁴⁰ Maurice Claivaz (1798-1883) originaire de Sembrancher, médecin, conseiller d'Etat 1848-1853, conseiller aux Etats 1855-56, conseiller national 1856-57.

“Art.1^{er}. Le R^{me} Evêque de Sion pourvoit aux bénéfices dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice. [...] Si l'Evêque n'accepte pas le droit de collature ou de repourvue ci-dessus mentionné, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, ce droit est dévolu à l'Etat.”

Cet article est une conséquence logique de la réunion à l'Etat des avoirs des couvents du St-Bernard et de St-Maurice. Les paroisses que ces deux maisons possèdent faisant partie de leurs biens, l'Etat s'estime le nouveau propriétaire de ces bénéfices. Comme il ne souhaite toutefois pas en garder la gestion en main propre, il transmet ses droits aux communes:

“Art.28. La fortune mobilière et immobilière formant les bénéfices paroissiaux, dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour, à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice, est déclarée et reconnue propriété des communes dans lesquelles ces paroisses sont comprises.”

“Art.29. Ces communes devront remplacer le système actuel de traitement de leurs ecclésiastiques par une rente pécuniaire annuelle et de manière à faire cesser totalement les redevances féodales et à diminuer autant que possible le casuel obligatoire⁴¹. Le tout sous la responsabilité et la garantie des communes et la surveillance de l'Etat.”

Ces trois articles constitueront le fondement juridique des accusations portées contre Biselx, le curé d'Orsières refusant que les biens de son bénéfice reviennent à la commune. Deux passages de la nouvelle constitution de 10 janvier seront également invoqués au cours de la polémique qui va naître.

“Art.3. Tous les Valaisans sont égaux devant la loi. Il n'y a en Valais aucun privilège.

Art.9. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.”⁴²

Ce dernier article sera cause d'interprétations divergentes, les défenseurs du clergé et ceux du régime radical ne s'accordant pas sur l'acception des termes “juges naturels”. Pour les premiers, les religieux dépendent naturellement et uniquement des juges ecclésiastiques. Pour les seconds en revanche, les tribunaux naturels sont simplement ceux qui se trouvent dans la région où habitent les personnes concernées. Entre les deux opinions, il ne sera pas facile de trancher.

⁴¹ Le casuel est la somme qu'il faut verser au prêtre officiant à l'occasion de certaines cérémonies, par exemple les mariages, enterrements ou baptêmes.

⁴² RL VIII, pp.25-42, constitution du canton du Valais du 10 janvier 1848.

A la fin du mois de janvier, le Conseil d'Etat peut s'estimer satisfait d'avoir montré l'étendue de son pouvoir. Si la religion catholique demeure la seule à avoir un culte public, son Eglise est désormais légalement une institution rattachée à l'Etat et soumise à son contrôle. Bien sûr, cette situation provoque une onde de choc parmi le clergé. Il n'y a pas lieu de présenter en détail dans ce travail toutes les réactions ecclésiastiques à ces nouvelles lois⁴³. Il suffit de mentionner quelques étapes importantes qui se déroulent au cours de l'année 1848. Le 8 février, Mgr Luquet⁴⁴, délégué extraordinaire du Saint-Siège arrive en Valais pour essayer de sauver une partie des biens de l'Eglise. Son but est d'obtenir qu'en échange d'une certaine somme d'argent versée à l'Etat, le clergé puisse garder en sa possession le reste de ses biens. Ses diverses propositions échoueront toutes, les montants articulés par les deux parties se révélant vite inconciliables. Ils varient entre 500'000 et 1'500'000 francs. Mgr Luquet sera par la suite rappelé à Rome à cause de ses prises de position jugées trop libérales. La première tentative de conciliation des intérêts politiques et religieux en Valais a échoué.

L'intervention de l'envoyé pontifical n'ayant rien donné, le clergé diocésain décide de prendre à son compte les négociations. Finalement, une convention est signée le 19 novembre 1848 entre Mgr de Preux et l'Etat. Le canton accepte de prendre sur les biens de l'Eglise et de remettre à l'évêque une somme de 680'000 fr. en capitaux et en biens-fonds. Les intérêts de ce capital serviront au traitement de l'évêque et des chanoines de la cathédrale ou encore à l'entretien des églises sédunoises. Le traitement annuel de l'évêque est fixé par exemple à 7000 fr. et celui d'un chanoine de la cathédrale à mille francs. Plusieurs bâtiments, et en premier lieu le palais épiscopal, sont également laissés au clergé. En échange, le reste des biens du diocèse est abandonné définitivement à l'Etat pour le paiement de sa dette. Un arrangement du même type est signé le 16 décembre entre l'abbaye de St-Maurice et l'Etat⁴⁵. Seule la Maison du St-Bernard refuse de négocier et tente par tous les moyens de retrouver la pleine possession de ses biens. Cette obstination ne sera pas sans conséquence pour l'un des membres de cette communauté, le chanoine Biselx, curé d'Orsières.

⁴³ Voir à ce sujet BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, pp.376-409, et REY, Le régime radical, 1971, pp.73-81.

⁴⁴ Jean-François-Onésime Luquet (1812-1858), évêque de Hésébon, délégué apostolique extraordinaire en Suisse de janvier à juin 1848.

⁴⁵ Pour ces deux conventions, BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, pp.385-396.

Vie religieuse et intellectuelle

Un homme assez âgé, qui semble jouir d'une bonne santé et d'un caractère agréable, voilà ce qui se dégage de deux photographies du chanoine Biselx prises à l'automne de sa vie¹. La présence de livres sur les images indique que son esprit le portera plus à l'étude intellectuelle qu'à la gestion financière attentive des paroisses dont il aura la charge. Une présentation de sa vie le confirmera.

François Joseph Biselx est né à Orsières le 30 juillet 1791². Il entre en 1808 dans la congrégation des chanoines du Grand-St-Bernard, malgré son jeune âge. A l'hospice du St-Bernard, Biselx effectue son année de noviciat avant de suivre sa formation en théologie et en philosophie. En 1814, il fréquente le collège de St-Maurice, afin de se perfectionner en physique et en mathématiques. Ordonné prêtre cette même année à son retour à l'hospice, il se voit confier la charge de bibliothécaire, l'enseignement de la philosophie pour les séminaristes, et le poste d'infirmier. En 1817, il est élu par ses confrères à la charge de prieur claustral. Il devient donc responsable de tous les chanoines qui logent sur le col du St-Bernard. Il occupera ce poste, le deuxième en importance de sa congrégation après celui de prévôt, jusqu'en 1820. Cette année-là, le prévôt Genoud³ lui confie la cure de Vouvry. Le fait que Biselx obtienne tout de suite une charge de curé, avant sa trentième année et dans une paroisse importante, montre l'estime dans laquelle il était tenu. L'habitude dans la communauté voulait plutôt qu'un chanoine commence ses séjours en paroisse soit comme vicaire, soit comme assistant d'un de ses confrères plus expérimentés. Comme pour mieux attester de la confiance mise en Biselx, le chapitre le nomme à la fonction de visiteur (ou visitateur) de 1826 à 1850. Ce rôle consiste à être l'oreille attentive de tous les chanoines, le médiateur à qui peuvent être exposés tous les problèmes qui surviennent entre religieux ou avec les supérieurs. En 1835, l'air de la plaine ne lui convenant plus, Biselx quitte Vouvry pour retrouver son village d'origine et devenir curé d'Orsières.

A côté de ce cursus religieux, Biselx suit avec intérêt la vie intellectuelle de son temps, et surtout le développement des sciences naturelles. Il ne fait d'ailleurs en cela que poursuivre une tradition établie depuis quelques dizaines d'années dans sa

¹ Illustrations n°1 (page de titre) et n°2.

² Les renseignements sur Biselx sont tirés, sauf indication contraire, de AGSB 670, Catalogue.

³ Jean-Pierre Genoud (1773-1830), prévôt du Grand-St-Bernard de 1814 à 1830.

congrégation⁴. Il suffit ici de citer le chanoine Murith⁵, qui accompagna à plusieurs reprises de Saussure dans ses expéditions alpines, escalada en premier le Vêlan (3731 mètres) dans le but d'y faire des expériences scientifiques, tout en nouant des relations à travers l'Europe entière. Le décor inhospitalier entourant l'hospice a certainement favorisé cet intérêt des chanoines pour la découverte et la compréhension de la nature.

L'emplacement privilégié du col du St-Bernard n'avait également pas échappé à certains savants de l'époque. En 1817, Biselx, alors prieur, accueille avec bienveillance la proposition du professeur genevois Marc-Auguste Pictet d'installer un observatoire météorologique au sommet du col, dans ce qui est l'un des endroits les plus élevés d'Europe habité toute l'année⁶. Dès lors, le résultat des observations quotidiennes réalisées à l'hospice du Grand-St-Bernard sera inséré tous les mois dans la Bibliothèque universelle des Sciences, Belles-Lettres et Arts. Cette revue, dirigée par Pictet, est alors l'un des véhicules essentiels de la pensée en Suisse romande, surtout dans les milieux protestants⁷. Il est dès lors encore plus intéressant d'y voir apparaître la signature d'un religieux catholique. En effet, en 1819, Biselx y publie une série de trois articles sur le climat, les roches et la flore des environs du St-Bernard⁸.

Cette publication aura des incidences insoupçonnées pour Biselx et pour l'hospice du St-Bernard. Tout d'abord, Pictet lira une partie de ces articles, avant même leur parution, à la séance de la Société helvétique des sciences naturelles réunie à St-Gall en 1819. L'intérêt engendré par cette lecture ainsi que la recommandation du professeur genevois vaudront à Biselx son admission dans cette société, en section météorologie⁹. Ensuite, Biselx s'étant plaint des effets désastreux sur la santé des chanoines de leurs longs séjours en altitude, le professeur Parrot fait, depuis sa ville de Dornat en Livonie, quelques propositions pour améliorer les conditions d'existence

⁴ Sur la vie intellectuelle des chanoines à cette époque, QUAGLIA, La Maison, 1972, pp.432-433, et DUBUIS, Une région, un passage, 1989, pp.165-175.

⁵ Laurent Joseph Murith (1760-1816) Sur sa vie et son œuvre, voir DUBUIS, Une région, un passage, 1989, pp.168-171. Murith a donné son nom à la société valaisanne de sciences naturelles, la Murithienne.

⁶ PICTET, "Note et proposition..." in Bibliothèque universelle, VI, 1817, pp.106-115.

⁷ Sur cette revue et le contexte intellectuel de la Suisse romande à l'époque, BRIDEL et FRANCILLON, La Bibliothèque universelle, 1998, pp.

⁸ BISELX, "Notice..." in Bibliothèque universelle, XI, 1819, pp.265-272; XII, 1819, pp.43-52 et pp.144-150.

⁹ AGSB 5310, diplôme de membre de la société helvétique des sciences naturelles, décerné à Biselx, 28 juillet 1819.

à l'hospice¹⁰. Avec le soutien de la rédaction de la Bibliothèque universelle, il lance aussi une souscription, qui rencontrera un grand écho dans toute l'Europe cultivée. La somme récoltée à cette occasion permet de rénover et d'agrandir l'hospice, et même d'installer le chauffage au charbon dans quelques pièces du vénérable bâtiment¹¹. Lorsque après la guerre du Sonderbund les difficultés s'accumuleront sur la Maison du St-Bernard, celle-ci se souviendra de cette générosité européenne. L'ampleur des travaux réalisés à cette occasion apparaît par une comparaison entre deux documents illustrés¹². Le premier est un dessin fait par le peintre anglais Havill lors de son passage sur le col en 1819. Le second est une photographie prise vers 1890 et montrant l'hospice tel qu'il est devenu depuis sa rénovation des années 1820 et tel qu'il restera jusqu'en 1895, année qui verra le début de la construction d'un nouveau bâtiment sur le col.

La descente en plaine et la responsabilité de la paroisse de Vouvry dès 1820 ne diminuent pas le goût de Biselx pour l'étude du monde environnant. En juillet 1829, il a l'honneur de présider la séance de la Société helvétique des sciences naturelles organisée, à son invitation, à l'hospice du Grand-St-Bernard¹³. Cette rencontre scientifique est l'occasion d'entendre un exposé novateur de Ignace Venetz¹⁴, ingénieur cantonal du Valais, sur l'avancée des glaciers. Ce thème marque Biselx et le poussera à s'intéresser aux blocs erratiques. Plus tard, alors curé d'Orsières, il décrit à Jean de Charpentier¹⁵, autre précurseur des théories glaciaires, le bloc erratique de la Li-Blanche au-dessus d'Orsières. La position de ce grand rocher en équilibre sur l'un de ses angles l'impressionne et le pousse à croire que seul un recul glaciaire a pu déposer ce bloc de façon si acrobatique:

“Si l'été prochain, vous venez ici pour monter à Orny, il faudra que je vous invite à visiter ce minéral solitaire. La théorie de nos vallées occupées par d'énormes glaciers a pour moi quelque chose de si extraordinaire, que je sens une grande répugnance à y adhérer. Rien pourtant ne me parlera

¹⁰ PARROT, “Proposition...” in Bibliothèque universelle, XV, 1820, pp.238-245.

¹¹ Sur les résultats de la souscription et la rénovation de l'hospice, BISELX, “Discours d'ouverture...” in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 1830, pp.1-14.

¹² Illustrations n°4 et 5.

¹³ BISELX, “Discours d'ouverture” in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 1830, pp.1-14, et DE LA RIVE, “Notice...” in Bibliothèque universelle, XLI, 1829, pp.256-264.

¹⁴ Ignace Venetz (1788-1859), ingénieur cantonal, connu pour ses recherches sur les glaciers et ses travaux réalisés dans la Vallée de Bagnes en 1818 lors de la débacle du glacier de Giétroz.

¹⁵ Jean de Charpentier (1786-1855), directeur des salines de Bex et auteur d'un Essai sur les glaciers dans lequel il diffuse l'idée que les blocs erratiques sont dûs au recul glaciaire.

aussi haut en faveur de cette opinion, que le gisement du bloc que je viens de voir aujourd'hui.”¹⁶

Outre son intérêt dans le domaine de l'avancée des glaciers, cette lettre permet aussi de voir en œuvre l'esprit de découverte des gens cultivés de cette époque. La recherche scientifique ne se passe pas en laboratoire mais est plutôt affaire de longues marches et d'observations dans la nature.

Les relations intellectuelles de Biselx expliquent aussi en partie ses connaissances linguistiques. Dans les archives de la paroisse d'Orsières, il reste un cahier d'une vingtaine de pages, écrit en 1819, et qui constitue une suite des articles publiés dans la Bibliothèque universelle¹⁷. Ce manuscrit fournit des renseignements intéressants sur l'organisation de la communauté du St-Bernard et sur la manière de résoudre les problèmes pratiques rencontrés à l'hospice. Il est également intéressant par sa courte introduction, ces quelques lignes étant écrites en anglais. L'apprentissage de cette langue est vraisemblablement dû à la rencontre de voyageurs anglais passant le col du St-Bernard et à la lecture d'ouvrages et de revues. La brièveté du texte écrit en anglais ne permet pas de juger le niveau de connaissance de Biselx dans cette langue. Il en savait en tout cas assez pour que ses confrères envisagent de l'envoyer en Angleterre, après la guerre du Sonderbund, pour y faire une quête en faveur de l'hospice¹⁸. L'italien et le latin complètent les compétences linguistiques de ce chanoine.

D'autres talents de Biselx apparaissent encore au hasard d'un document ou d'un autre. Ainsi, sa fonction d'infirmier à l'hospice devait se justifier par des rudiments de médecine ou au moins par une connaissance empirique des soins à apporter aux victimes du passage du col et de ses conditions extrêmes. Une fois descendu à Vouvry, il remplit d'autres tâches en rapport avec sa fonction de curé:

“Quoiqu'il s'occupât avec beaucoup de zèle de la direction de sa paroisse et en particulier de l'instruction primaire qu'il soigna avec le plus grand intérêt, il continua à consacrer ses rares loisirs à l'étude des sciences et à la musique dont il étudia de manière spéciale l'harmonie. Les pièces qu'il a composées ne sont pas sans mérite, surtout celles qui sont destinées au culte.”¹⁹

¹⁶ Lettre de Biselx, citée in CHARPENTIER, Essai sur les glaciers, 1841, pp.148-149.

¹⁷ APO, BISELX, Le régime actuel de l'hospice, 21p. manuscrites, 1819-1820.

¹⁸ AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, 22 septembre 1849.

¹⁹ “Notice nécrologique de François Joseph Biselx” in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 54e session, 1870/71, p.262.

Un récit de voyage signé Audiffret confirme que Biselx a continué de cultiver ses talents de musicien de retour à Orsières. Etonné par la qualité de l'orgue qui se trouvait dans l'église de ce village, le voyageur se renseigne et obtient les informations suivantes:

“L'église est desservie par un curé et un vicaire. Les dimanches et fêtes le curé récite la première messe et accompagne sur l'instrument le vicaire qui chante la seconde. Le digne homme cumule ainsi les fonctions de curé et d'organiste; hâtons-nous d'ajouter à sa louange qu'il n'en cumule pas les traitements.”²⁰

A la musique s'ajoute le goût de la lecture, sa bibliothèque comptant en effet 204 volumes²¹. Aucun autre renseignement ne permet de connaître les titres ou la matière de ces livres. Ce que l'on sait de Biselx laisse imaginer qu'il devait s'agir d'ouvrages soit de spiritualité, soit de sciences.

Pour connaître de manière plus profonde la vie intellectuelle de Biselx, il faudrait disposer de documents, d'ébauches d'articles ou de notes de travail. Malheureusement, la notice nécrologique publiée dans les Actes de la société helvétique des sciences naturelles nous apprend que rien ne subsiste de ses recherches:

“Quoique Monsieur Biselx ait constamment occupé sa belle vie à des travaux utiles, l'on a eu le regret de ne trouver aucun manuscrit après sa mort. L'on a lieu de présumer que sa profonde modestie lui a fait détruire tous ses écrits pour ne laisser aucun souvenir de ses études et de ses travaux, ou plutôt qu'il ne les estimait pas d'un assez grand intérêt pour être conservés.”²²

Plus que de modestie, il faudrait utiliser en parlant de Biselx le terme de pudeur. La destruction de ses archives avant sa mort n'est qu'un aspect de sa volonté de cacher ses sentiments. Même dans la correspondance qui subsiste, Biselx fait toujours preuve de retenue, ne donnant à ses lecteurs que des informations très factuelles. Les occasions où il mentionne son état de santé sont peu nombreuses, et les fois où apparaissent ses peurs, ses joies ou ses doutes sont encore plus rares. Mais cette envie de Biselx de ne pas se dévoiler sera mise à rude épreuve par les soucis politiques et administratifs qui se dresseront sur son chemin après le Sonderbund.

²⁰ AUDIFFRET, La Grande-Chartreuse, 1845, pp.217-218.

²¹ ACO P606/1, inventaire du bénéfice paroissial, 14 mars 1848.

Vie politique

Un curé de village ne peut pas se soucier uniquement de recherches scientifiques et de discussions savantes. Il est aussi obligé de s'occuper d'affaires pratiques et notamment de soigner les intérêts financiers du bénéfice paroissial qu'il possède. De plus, dans le contexte troublé du Valais du XIX^e siècle, le curé joue, qu'il le veuille ou non, un rôle politique indéniable.

Comme la question financière sera au centre de la polémique après le Sonderbund, il est nécessaire de présenter ici l'état du bénéfice paroissial qui détermine la fortune et les revenus du curé d'Orsières. Il existe pour cela un inventaire réalisé par Biselx sur ordre du prévôt à la fin de l'année 1850²³. Biselx estime la valeur des terrains et des créances appartenant au bénéfice paroissial à 36'280 francs, sans tenir compte toutefois de la valeur des bâtiments. Avec cela, le revenu du curé et du vicaire se monte entre les deux à un peu plus de mille francs par année. Pour savoir ce que représente ces chiffres, il faut les comparer avec ceux donnés par Raynauld dans son étude sur le Val de Bagnes:

“Avec 3000 francs de biens, un ménage bagnard était en mesure au milieu du siècle dernier de faire face à toutes ses obligations. [...] Les familles riches sont celles qui ont plus de 9000 ou 10000 francs en biens fonciers ou en créances.”²⁴

Les dizaines de milliers de francs que possède le bénéfice paroissial constituent donc un pouvoir économique très important et certainement envié, même par l'exécutif communal. En effet, les recettes de la commune d'Orsières en 1848 et 1849 atteignent environ 3000 francs, pour 1300 francs de dépenses²⁵. Dans une région pauvre en numéraire, le clergé local et ses moyens financiers ne peuvent que susciter bien des convoitises.

La gestion du bénéfice paroissial d'Orsières, sous la direction de Biselx, est caractérisée par d'importantes dépenses. Ces investissements ont évidemment pour but d'améliorer le rendement des propriétés dont il a la charge. Le curé procède par exemple à une rénovation importante du mazot que la paroisse possède à Fully. Il n'hésite pas non plus à défoncer une vigne et à faire assécher un marais. Il construit

²² “Notice nécrologique de François Joseph Biselx” in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 54e session, 1870/71, pp.261-263.

²³ Annexe 27: AGSB 3706/25, aperçu de la valeur du bénéfice paroissial, [décembre 1850]

²⁴ RAYNAULD, Formation et évolution d'une élite, 1976, pp.260-261.

²⁵ ACO P668/21, 17 février 1849, comptes 1848: recette 1458 écus, dépense 626 écus; ACO P668/24, 3 avril 1850, comptes 1849: recette 1388 écus, dépense 636 écus. (1 écu=2 francs)

encore un chalet sur l'alpage de la Léchère. A cette occasion, il demande même à la commune d'organiser une manœuvre en sa faveur. Le conseil communal refusera, mais chacun de ses membres se déclare prêt à offrir une journée de travail à titre d'exemple pour remercier le curé de ses bons procédés envers l'autorité politique²⁶. Dans tous ces travaux, il n'est pas aisé de distinguer le nécessaire du superflu. Même certains autres chanoines le reconnaîtront:

“Nous n'avons jamais eu la prétention de croire que ce bon confrère n'ait jamais commis de fautes d'administration. Nous avons cru au contraire, et nous en sommes persuadés, qu'il aurait pu s'éviter certaines dépenses qui tenaient plutôt de la fantaisie que de la nécessité, mais nous ne sommes pas de ces gens qui profitent de l'adversité pour faire ressortir les fautes qu'on a pu commettre fort innocemment.”²⁷

Si Biselx se montre entreprenant dans la gestion de ses biens temporels, il est nettement plus réservé sur le plan politique. Son caractère l'incite à la retenue et à la méfiance face aux beaux discours et aux belles promesses. Dans les années 1830, même si les renseignements manquent sur les prises de position du curé d'Orsières, celui-ci a vraisemblablement vu d'un œil favorable les revendications du Bas-Valais. Il partage en cela l'opinion du prévôt Filliez qui s'est très engagé en faveur d'une représentation au Grand Conseil proportionnelle à la population. Le résultat unanime d'Orsières en faveur de la constitution de 1839 n'aurait pas été possible sans un soutien au moins passif du curé. Au cours des années suivantes, ce dernier évolue vers le conservatisme, en réaction aux revendications toujours plus grandes des partisans du radicalisme et par crainte de profonds changements.

En 1844, Biselx ne semble pas jouer de rôle direct pendant la crise qui aboutira au mois de mai aux affrontements meurtriers du pont du Trient et de la Vallée de Bagnes. Dans son récit des événements survenus en Entremont, le chanoine Hubert²⁸ ne mentionne ainsi aucune intervention ou activité de son confrère. Tout au plus déclare-t-il:

“Dans une liste de proscription saisie parmi les écrits d'un certain Bourron de Sembrancher, avouée en plus en plein tribunal de dizain par ce forcené Jeune Suisse, figuraient les noms de MM. le curé d'Orsières, Vernay, et des principales notabilités civiles et ecclésiastiques de ce dizain.”²⁹

²⁶ ACO P668/15, séance du 5 mai 1842.

²⁷ AGSB 643, lettre du chanoine Barman à son confrère Deléglise, 5 mars 1850.

²⁸ Joseph Nicolas Hubert (1809-1864). Il ne faut pas le confondre avec son frère Jean Nicolas Hubert (1810-1870), prieur du St-Bernard, dont il sera souvent fait mention par la suite.

²⁹ HUBERT, “Précis des événements...” in Vallesia, 1969, p.29.

Si Biselx avait fait le moindre geste au cours de la crise que traversa l'Entremont, nul doute que Hubert l'aurait mentionné. En effet, comme l'a fait remarqué l'éditeur du texte, ce chanoine originaire d'Orsières ne perdait aucune occasion de glorifier ses combourgeois. De plus Hubert dit avoir rempli lui-même la modeste fonction d'aumônier des troupes conservatrices. Biselx est donc très certainement resté dans sa cure alors que ses paroissiens étaient sur le point d'en venir aux mains. Ce comportement, s'il est un peu lâche, ne doit pas être condamné sans examen. Dans la situation douloureuse que traversait la commune, c'était peut-être la meilleure solution. La tension était grande entre les adversaires. Une tentative de conciliation aurait-elle stoppé l'escalade de la violence, ou aurait-elle servi de détonateur? L'apparition du curé, personnage symbolique dans ce conflit à la fois politique et religieux, pouvait être ressentie comme une provocation par les radicaux, et comme un encouragement à se battre par les conservateurs. Comme à Orsières la modération et le bon sens ont finalement prévalu, il serait malvenu de critiquer l'attitude par trop attentiste de Biselx.

Dans la période qui suit le départ en exil des chefs radicaux et la mise en place en Valais d'un régime conservateur, la réputation de Biselx gagne l'ensemble du clergé du Bas-Valais qui lui confie un mandat politique. En 1846 et 1847, il est élu au Grand Conseil comme député suppléant du clergé du Bas-Valais³⁰. Cette nomination reste toutefois honorifique, car Biselx n'aura jamais l'occasion de siéger, le curé d'Ardon et député André Derivaz étant toujours présent aux séances et se faisant remarquer par ses interventions³¹. C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique l'élection de Biselx, le caractère fougueux de Derivaz incitant les membres du clergé à lui donner comme suppléant un religieux réservé et discret. L'élection du curé d'Orsières peut aussi se comprendre comme un gage de sympathie accordé par les prêtres séculiers aux chanoines du St-Bernard. Quoiqu'il en soit, ce n'est pas par son ardeur politique que Biselx a pu se faire élire.

Ce mandat politique, même jamais rempli, devient très encombrant en novembre 1847 lors de la capitulation du Valais. Comme d'autres personnalités du régime conservateur, les deux députés du clergé au Grand Conseil prennent la fuite. L'évêque de Preux gagne l'hospice du Simplon, alors que Derivaz se rend en France³². La conduite de Biselx est la même. Une lettre de février 1848 affirme que le curé

³⁰ Annuaire officiel, 1846 et 1847.

³¹ André Derivaz (1803-1871), chanoine de Sion. Sur son rôle politique, voir BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, passim.

³² BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, p.345.

Si Biselx avait fait le moindre geste au cours de la crise que traversa l'Entremont, nul doute que Hubert l'aurait mentionné. En effet, comme l'a fait remarqué l'éditeur du texte, ce chanoine originaire d'Orsières ne perdait aucune occasion de glorifier ses combourgeois. De plus Hubert dit avoir rempli lui-même la modeste fonction d'aumônier des troupes conservatrices. Biselx est donc très certainement resté dans sa cure alors que ses paroissiens étaient sur le point d'en venir aux mains. Ce comportement, s'il est un peu lâche, ne doit pas être condamné sans examen. Dans la situation douloureuse que traversait la commune, c'était peut-être la meilleure solution. La tension était grande entre les adversaires. Une tentative de conciliation aurait-elle stoppé l'escalade de la violence, ou aurait-elle servi de détonateur? L'apparition du curé, personnage symbolique dans ce conflit à la fois politique et religieux, pouvait être ressentie comme une provocation par les radicaux, et comme un encouragement à se battre par les conservateurs. Comme à Orsières la modération et le bon sens ont finalement prévalu, il serait malvenu de critiquer l'attitude par trop attentiste de Biselx.

Dans la période qui suit le départ en exil des chefs radicaux et la mise en place en Valais d'un régime conservateur, la réputation de Biselx gagne l'ensemble du clergé du Bas-Valais qui lui confie un mandat politique. En 1846 et 1847, il est élu au Grand Conseil comme député suppléant du clergé du Bas-Valais³⁰. Cette nomination reste toutefois honorifique, car Biselx n'aura jamais l'occasion de siéger, le curé d'Ardon et député André Derivaz étant toujours présent aux séances et se faisant remarquer par ses interventions³¹. C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique l'élection de Biselx, le caractère fougueux de Derivaz incitant les membres du clergé à lui donner comme suppléant un religieux réservé et discret. L'élection du curé d'Orsières peut aussi se comprendre comme un gage de sympathie accordé par les prêtres séculiers aux chanoines du St-Bernard. Quoiqu'il en soit, ce n'est pas par son ardeur politique que Biselx a pu se faire élire.

Ce mandat politique, même jamais rempli, devient très encombrant en novembre 1847 lors de la capitulation du Valais. Comme d'autres personnalités du régime conservateur, les deux députés du clergé au Grand Conseil prennent la fuite. L'évêque de Preux gagne l'hospice du Simplon, alors que Derivaz se rend en France³². La conduite de Biselx est la même. Une lettre de février 1848 affirme que le curé

³⁰ Annuaire officiel, 1846 et 1847.

³¹ André Derivaz (1803-1871), chanoine de Sion. Sur son rôle politique, voir BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, passim.

³² BORTER, "L'Eglise, le clergé..." in Vallesia, 1964, p.345.

d'Orsières a abandonné sa paroisse depuis novembre³³. Selon toute vraisemblance, Biselx a suivi le prévôt Filliez dans la Vallée d'Aoste.

Les bouleversements majeurs nés à la suite du Sonderbund détruisent un monde que Biselx pensait immuable. Approchant la soixantaine, il n'est plus prêt à tous les combats pour la défense de sa religion et de ses droits. Ses dizaines d'années de responsabilités dans les cures de Vouvry et d'Orsières lui ont appris le goût de l'indépendance et le souci de son confort. De plus, par sa nature, il n'est pas prêt à se lancer dans les grandes batailles idéologiques ou économiques qu'il devra mener pour retrouver sa paroisse. Son esprit est désormais dominé par la crainte des événements. Il pressent de grandes difficultés, et celles-ci ne manqueront pas de survenir.

³³ AEV DI 54.1.5 n°118, lettre de Crettex au département, 11 février 1848.

Le changement de régime à Orsières

La capitulation du Valais et la mise en place du régime radical ne provoquent pas de crises à Orsières, même si l'enthousiasme n'est pas vraiment au rendez-vous. Les gens attendent simplement que la situation évolue pour y voir un peu plus clair. Le 4 décembre 1847 arrive dans le village un contingent de l'armée fédérale chargé de vérifier le désarmement des troupes cantonales et de la surveillance des régions. L'accueil se passe plutôt bien, tout au plus certains radicaux voudraient que seuls les conservateurs contribuent aux frais de logement et de nourritures des soldats. Le notaire Gaillard, ancien membre de la Jeune Suisse, se fait ainsi le porte-parole des partisans de cette position:

“Il est à la connaissance [de l'autorité communale] que les libéraux de Ville ont presque seuls supporté en 1844 les frais de logement et nourriture des troupes haut-valaisannes, en conséquence ce n'est pas trop demandé que d'être traité en frères”¹.

Le souvenir du conflit fratricide de mai 1844 est encore bien présent. Mais comme pour mieux calmer le jeu et montrer l'exemple de la concorde fraternelle, Gaillard promet d'accueillir dans son établissement l'état-major du contingent fédéral pour les quelques jours que dure l'occupation militaire.

Mais si l'arrivée des troupes se déroule sous la responsabilité fédérale, le gouvernement mis en place par l'assemblée du 2 décembre entend lui aussi montrer son pouvoir dans les différentes régions du canton. Cela passe d'abord par la reprise en main des dizains. Ceux-ci sont rebaptisés districts et perdent l'essentiel de leur autonomie et de leurs pouvoirs. Le président du dizain est quant à lui remplacé par un délégué à qui le nouveau régime confie la surveillance des communes et la mise en place d'exécutifs sur lesquels le canton puisse compter pour appliquer son programme. Ainsi, à Orsières, le représentant en Entremont du gouvernement provisoire, Daniel Ribordy², nomme le 20 décembre un conseil provisoire de neuf membres, présidé par Joseph Marie Crettex³. Pour rappel, celui-ci avait occupé cette fonction entre 1841 et 1844, avant d'être privé de ses droits politiques pour s'être trouvé dans le mauvais camp en mai 1844. Si pour Crettex, c'est le grand retour, pour Etienne Joseph Delarze, il n'y a pas de changement. Vice-président du conseil

¹ ACO P591, lettre de Gaillard au président de la commune, 4 décembre 1847.

² Gaspard-Daniel Ribordy (1784-1851) de Sembrancher.

³ ACO P668/20, 20 décembre 1847.

avant 1847, il retrouve le même poste dans le conseil provisoire. Comme ses opinions radicales ne font aucun doute, sa présence dans le conseil sortant montre en tout cas qu'au niveau communal le régime d'avant la guerre du Sonderbund était moins conservateur qu'au niveau cantonal. Ou alors, cela indique que les gens ne se battaient pas pour entrer au conseil communal et que les électeurs devaient bien accepter ceux qui se présentaient. Les autres conseillers provisoires paraissent bien en retrait. Ils n'avaient semble-t-il jamais encore rempli un mandat politique. Selon toute vraisemblance, ils devaient par contre faire partie des sympathisants radicaux lors des événements de 1844. C'est ainsi que leurs noms ont pu être suggérés à Ribordy par Crettex et Delarze, les nouveaux hommes forts de la commune.

Le 16 janvier 1848, la constitution cantonale et le décret sur la sécularisation sont acceptés dans la commune par 188 voix contre une⁴. Suivant les ordres du gouvernement, le nom du seul opposant, Jean-Baptiste Tornay, figure même dans le procès-verbal des résultats. La plupart des gens ont préféré l'absentéisme à cette opposition directe et courageuse. Le taux de participation atteint juste les 30%, ce qui est semblable à la participation moyenne dans le canton. Les mésaventures arrivées au notaire Rausis, neveu du curé Biselx, ont peut-être aussi découragé une résistance plus active. Condamné à participer au paiement des frais de guerre en tant qu'ancien député au Grand Conseil, il a été de plus retenu du 12 au 15 janvier à l'hospice du St-Bernard par la garnison de piquet, alors qu'il voulait se rendre à Aoste pour des affaires privées⁵. Il n'est d'ailleurs pas impossible que ce voyage soit en relation avec l'absence de Biselx de sa paroisse à cette période. Dans une lettre adressée au département de l'Intérieur, Crettex, président provisoire, explique en effet:

"En vertu du décret du Grand Conseil du 29 janvier dernier, art:1^{er}, le conseil provisoire de la commune d'Orsières me charge de vous faire la demande d'un curé et d'un vicaire en remplacement du curé Biselx qui nous a abandonné depuis le mois de novembre passé et du vicaire Rossier qui ne peut plus nous convenir."⁶

Biselx n'est donc pas revenu depuis la chute du Sonderbund. Le président semble alors trouver normal de réclamer un prêtre à l'autorité politique. Le curé du village est considéré comme un fonctionnaire dont le rôle est trop important pour être laissé à n'importe quel ecclésiastique. Cela indique aussi que certains dirigeants

⁴ ACO P668/20, résultats des votations, 16 janvier 1848.

⁵ AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, lettre de Rausis à Maurice-Eugène Filliez, 17 janvier 1848.

⁶ AEV DI, Rapport des préfets, 54.1.5 Entremont 1848, n°118, lettre de Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté, 11 février 1848.

locaux sont visiblement très motivés à l'idée d'appliquer strictement les nouvelles lois en vigueur, et cela pour se faire bien voir du gouvernement.

Elections communales sous contrôle

Si le régime radical a bien réussi son premier test électoral important au niveau cantonal, le suivant s'annonce plus difficile. Le 2 février se déroulent en effet les élections communales. Le Conseil d'Etat espère bien entendu que celles-ci confirmeront le nouvel ordre établi. Mais contrairement aux votations du 16 janvier, il est cette fois-ci impossible de mettre en œuvre d'importants moyens de pression. Pas question par exemple d'établir au niveau communal une liste d'opposants. Malgré les inquiétudes légitimes du gouvernement, les résultats seront dans la plupart des communes en sa faveur. Dans ce contexte, Orsières fait figure d'exception⁷. Le climat d'incertitude parmi la population et les pressions plus ou moins discrètes des autorités provoquent un sentiment de méfiance. Parce qu'ils paraissent recevoir leurs ordres depuis Sion, les meneurs radicaux du lieu sont boudés. Les cinq membres du conseil provisoire qui se présentaient ne sont pas élus. Toutefois, il ne s'agit pas vraiment d'un vote conservateur. On se méfie seulement des personnes dont les idées paraissent trop extrémistes. En ces moments de troubles, le choix des électeurs se porte assez naturellement vers des gens estimés et populaires, sans considération pour leurs tendances politiques. Sont ainsi élus trois anciens présidents de la commune, Vernay, Gaillard et Jean Emmanuel Thétaz, celui qui a été destitué en décembre 1847. Pour montrer son désir de tourner une page délicate pour la commune, la population n'hésite pas non plus à élire un jeune juriste de 26 ans, Fidèle Joris. Le major Crettex, nommé le 27 janvier par le Grand Conseil officier supérieur d'artillerie à l'Etat-major cantonal⁸, nommé le 30 du même mois préfet d'Entremont⁹, n'obtient par contre pas la reconnaissance des siens. Son rôle dans les événements de 1844 n'a pas été oublié.

L'échec électoral des sympathisants radicaux ne pouvait évidemment pas satisfaire le gouvernement. Sous prétexte d'une erreur de procédure, l'élection est

⁷ Sur les élections du mois de février, ACO P668/20, 2, 7 et 27 février.

⁸ AEV Prot.GC, 1001-32, p.117, 27 janvier 1848.

⁹ AEV Prot.CE, 1101-47, p.1, nomination des préfets, 30 janvier 1848.

AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 Entremont n°3, lettre de remerciement de Crettex, 9 février 1848.

annulée le 11 février par le Conseil d'Etat, sur demande des battus¹⁰. Entre temps, le 7 février, s'est déroulée l'élection du juge communal. Le résultat est plus conforme aux attentes des dirigeants cantonaux. Le premier rapport rédigé par Crettex en tant que préfet le confirme:

“Les candidats portés par les amis de l'ordre des choses actuels ont eu grande majorité. Monsieur Maurice Gaillard et Florentin Lovay sont nommés juges de la commune.

Il existe un peu d'exaspération à Orsières, pour le motif que les partisans du gouvernement déchu ont insinué au peuple la nécessité de renommer les mêmes. Ces meneurs, je suis obligé de vous les signaler, sont M. Vernay, avocat, et Fidèle Joris, juriste. Ces menées ont causés quelques coups de poing et de pied sans cependant regretter aucun accident: Vû qu'un détachement de troupe fédérale a contribué à mettre l'ordre, et ceux des hameaux se sont retirés lorsqu'ils ont vû que leur cause était perdue.

Quelques cris de Vive le Sonderbund se sont fait entendre dans la foule”¹¹.

Dans cette lettre, plusieurs éléments éclairent la situation de la commune. Tout d'abord, il se confirme que le village principal accepte plus favorablement la politique et les prises de position du nouveau régime, alors que les autres villages ne voient pas tous ces changements d'un bon œil. D'autre part, les élections communales ne semblent pas l'occasion de grands débats d'idées. Elles sont avant tout un affrontement entre personnalités, avec tout ce que cela implique. Les convictions politiques elles-mêmes paraissent bien faibles face aux nombreux intérêts personnels, aux poids des relations familiales, aux querelles villageoises. La suite des événements montrera à ce propos que les alliances entre les quatre individus mentionnés dans le rapport de Crettex s'adapteront au gré des circonstances et des ambitions de chacun.

Le 27 février, la deuxième élection du conseil communal voit une modification complète des résultats. Sept membres du conseil provisoire sont cette fois-ci élus, alors que plus personne parmi les vainqueurs du début du mois n'obtient de siège. On peut imaginer que les électeurs qui ont vu leur choix du 2 février être rejeté par l'autorité cantonale ne se sont pas redonné la peine de se rendre aux urnes, laissant la place aux sympathisants du nouveau régime qui eux ont serré les rangs. Le taux de participation aux deux élections demeure en effet le même, environ 45%. Crettex, l'homme fort du moment, laisse cependant la présidence à Delarze, se contentant, en

¹⁰ AEV DI, Rapport des préfets, 54.1.5 Entremont 1848, n°105, pétition de 72 personnes, dont Delarze et Crettex, pour demander l'annulation des élections, 3 février 1848; réponse du Conseil d'Etat, AEV Prot.CE, 1101-47, p.7, 11 février 1848.

¹¹ AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, vol.2, 1848, janvier-juin, rapport du préfet Crettex, 9 février 1848.

plus de son rôle de préfet, du poste de secrétaire du conseil communal. Tout n'est pas allé sans mal, mais un régime radical est désormais à pied d'œuvre dans la commune d'Orsières.

Premiers affrontements entre la commune et le curé Biselx

Toute cette agitation n'est cependant pas la meilleure manière d'entamer une législature, surtout quand un problème important se pose immédiatement. Le conseil doit en effet s'occuper de l'application du décret du 29 janvier concernant les avoires paroissiaux. En conformité avec la loi, la commune se voit dans l'obligation de procéder le plus vite possible à l'examen du bénéfice paroissial dont elle est le nouveau propriétaire. Pour effectuer cela, le juge et une délégation du conseil se présentent le 13 mars à la cure. De retour dans sa paroisse, le curé Biselx s'y oppose en vertu des lois ecclésiastiques. Il affirme dans le même temps que les meubles et tous les objets qui sont dans la cure ne sont pas propriétés du bénéfice mais lui appartiennent en propre. Sans tenir compte de ces protestations pourtant légitimes, les représentants communaux reviennent le lendemain et commencent l'inventaire de la cure¹². Biselx s'énerve alors et déclare notamment

“que le décret du onze janvier dernier n'était que l'expression du vœu émis en assemblée du deux décembre 1847 par sept cent à huit cent mauvais sujets”¹³.

Ces propos incitent le Conseil d'Etat à ordonner l'ouverture d'une enquête contre le curé d'Orsières. Celle-ci est confiée à Maurice-Eugène Filliez, devenu rapporteur du tribunal d'Entremont depuis son départ du gouvernement provisoire. C'est le véritable début de l'affaire Biselx. En même temps, le Conseil d'Etat demande au préfet Crettex de faire évacuer Biselx de sa cure. Le but est de se débarrasser d'un personnage qui par sa simple présence pourrait canaliser les élans conservateurs dans la région. La décision gouvernementale est transmise au président Delarze, qui ordonne alors à Biselx de quitter sa cure pour le 1^{er} avril¹⁴. Ce jour-là, une délégation du conseil communal vient pour rendre effectif l'ordre donné. Biselx refuse de partir, fait appel à ses supérieurs, prévôt et évêque, et déclare qu'il ne cédera que par la force. Celle-ci est employée le lendemain, et le curé se rend chez son neveu Rausis. La

¹² ACO P606/1, inventaire du bénéfice paroissial d'Orsières, 13 mars-21 avril 1848.

¹³ La déclaration de Biselx n'apparaît pas dans le protocole de l'inventaire des biens de la paroisse. Elle est mentionnée dans APO, jugement contre Biselx, 4 août 1848.

¹⁴ AEV Prot.CE, 1101-47, p.15, séance du 23 mars 1848; Annexe 1, AEV DI, Parochiana 7.33.2, lettre du préfet à Delarze, 27 mars 1848; AGSB 3706/1, lettre de Delarze au curé Biselx.

cure est fermée à clé, à l'exception de l'appartement du vicaire Rossier¹⁵. Ce dernier est ménagé par le conseil qui pense trouver avec lui un terrain d'entente pour la suite. Le récit le plus objectif de cette expulsion de Biselx est fait par Crettex quelques jours plus tard¹⁶. Le préfet ne cache pas que son but est le départ hors de la paroisse du curé, seul moyen capable selon lui de ramener le calme à Orsières.

L'expulsion de Biselx de sa cure agite en effet les esprits. Une pétition, couverte de 364 signatures et demandant le maintien du curé est par exemple transmise à l'évêque de Sion¹⁷. Le Conseil d'Etat lui-même est contraint de réagir pour apaiser la situation. Dans une première lettre adressée à l'évêque de Sion le 7 avril, il affirme que la présence de Biselx est "incompatible avec le repos et la réconciliation de [ses] ouailles"¹⁸. Mais cette tentative de justification ne suffit pas à supprimer toutes les récriminations qui se font jour dans la paroisse d'Orsières. Des mesures plus énergiques sont alors prises:

"MM. le conseiller d'Etat Claivaz et le préfet Pierre Torrent se rendront à Orsières en qualité de commissaire du gouvernement à l'effet de s'informer de l'état des esprits dans cette commune, entendre le curé (qu'il s'agit de renvoyer), le conseil municipal et les opposants au renvoi de cet ecclésiastique."¹⁹

Ces intrusions laïques et les tentatives de pressions politiques dans les affaires paroissiales provoquent évidemment la colère des autorités religieuses qui les considèrent comme des atteintes inacceptables aux prérogatives de l'Eglise. Biselx reçoit donc un soutien marqué de la part de ses supérieurs. Le 10 avril, deux lettres sont envoyées simultanément au Conseil d'Etat, l'une par le prévôt, l'autre par l'évêque de Sion²⁰. Ces missives affirment avec force et précision la législation ecclésiastique en vigueur et le refus de toute soumission aux ordres du gouvernement.

¹⁵ Sur l'expulsion du curé Biselx de sa cure, voir Annexe 2, AES Orsières 208.114, lettre du prévôt à l'évêque, 30 mars 1848; ainsi que AGSB 3705, déclaration du préfet, 2 avril 1848; et AES Orsières 208.89, lettre de Biselx à l'évêque, 3 avril 1848.

¹⁶ Annexe 5, AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 Entremont n°4, lettre de Crettex au département, 8 avril 1848.

¹⁷ APO, copie de la pétition adressée à l'évêque, [avril 1848]. Si cette pétition est non datée, elle correspond cependant aux actes en faveur de Biselx que l'évêque mentionne dans sa lettre au Conseil d'Etat, Annexe 6, AES 343.156, 10 avril 1848.

¹⁸ Annexe 4, AES 343.155, lettre du Conseil d'Etat à l'évêque de Sion, 7 avril 1848.

¹⁹ AEV Prot.CE, 1101-47, p.19, 12 avril 1848.

²⁰ Annexe 6, AES 343.156, lettre de l'évêque de Sion au Conseil d'Etat, 10 avril 1848.

Annexe 7, AEV DI, Ecclesiastica, 2.15 n°30, lettre du prévôt au Conseil d'Etat, 10 avril 1848.

Les autorités religieuses renouvellent aussi leur pleine confiance envers Biselx pour son ministère.

Mgr de Preux n'hésite pas non plus à intervenir auprès de l'autorité communale. Ainsi l'évêque avait adressé avant même l'expulsion de Biselx des protestations énergiques au président Delarze afin d'éviter "un empiétement sur les droits de l'Eglise, une usurpation de l'autorité ecclésiastique et une infraction manifeste des canons ou des règles de l'Eglise"²¹. La réponse de Delarze tardera, et une fois écrite elle ressemble à une provocation²². Delarze y affirme que l'évêque n'avait pas à être informé d'une décision prise par le gouvernement, même si celle-ci concerne un prêtre. De plus, la justification de son retard à répondre paraît assez surprenante, tout comme sa confusion entre les canons de l'Eglise et l'artillerie du colonel Dufour. Quoiqu'il en soit, après un échange comme celui-là, une solution négociée ne paraît plus possible. L'épreuve de force s'engage et la justice intervient.

Le jour-même de l'expulsion de Biselx de sa cure, le Conseil d'Etat avait en effet décidé de le poursuivre devant les tribunaux pour injures envers l'autorité. L'enquête sur les propos du chanoine lors de l'inventaire de la cure et des biens paroissiaux d'Orsières avait donc abouti à cette dénonciation judiciaire. Le procès qui va suivre se déroulera dans une atmosphère de règlement de compte. Il s'agit de remettre au pas un opposant au nouveau régime et de faire un exemple. Pour accentuer encore la dimension politique de ce jugement, deux hommes condamnés en 1844 sont cette fois-ci de l'autre côté de la barre. Maurice-Eugène Filliez représente l'accusation tandis que la présidence du tribunal est occupée par Maurice Gaillard. La procédure judiciaire se terminera au mois d'août par la condamnation par contumace de Biselx à 160 francs d'amende et, en cas de non paiement, à un mois de détention²³. La sentence est rendue en l'absence de l'accusé car ce dernier refuse de reconnaître par sa présence la compétence du tribunal, invoquant son immunité ecclésiastique. Malgré quatre citations à comparaître²⁴, Biselx persistera, avec l'accord du prévôt, dans son attitude de refus à comparaître devant une cour qu'il imagine acquise à ses adversaires. Pour le curé d'Orsières, seul un tribunal d'Eglise a l'autorité nécessaire pour le juger.

L'absence de Biselx aux audiences ne diminuent bien sûr pas le climat de tension très perceptible qui règne entre le curé et l'autorité communale d'Orsières.

²¹ Annexe 3, AES Orsières 208.87, lettre de l'évêque à Delarze, 31 mars 1848.

²² Annexe 8, AGSB 3706/11, réponse de Delarze à l'évêque, 24 avril 1848.

²³ Annexe 9, APO, jugement rendu contre Biselx, 4 août 1848.

²⁴ ACO, citations à comparaître, 10 avril, 26 mai, 16 juin, 20 juillet 1848.

Certaines déclarations des protagonistes sont à ce sujet suffisamment éclairantes. Ainsi le président Delarze écrit à Biselx:

“Vous me parlez d’honneur, et de conscience, de probité, il y a rien d’étonnant de tous cela, en bonne logique celui qui a ni honneur ni probité, ni conscience, il se dit de suite qu’il en a plus que tout autre.”²⁵

Biselx répond par des sermons enflammés sur le thème de la liberté:

“Méfiez-vous, mes chers frères, de tout ce qui arrive de l’étranger. Ces prétendues belles choses, beaux discours ne sont que des pièges contre notre bonne foi et notre fortune, et il faut bien se garder de suivre les majorités, car ces majorités ressemble aux troupeaux de moutons qu’on lave: dès qu’on en a jeté un dans l’eau, tous les autres s’y précipitent. D’un autre côté, ses révolutions n’amènent que trop souvent la perte de la vraie liberté et de la religion; la preuve en est là, car un grand peuple, je veux dire la France, s’est abaissé au point que la majorité du peuple français a adoré une prostituée.”²⁶

Lorsque de telles affirmations circulent, l’éventualité d’un arrangement à l’amiable s’éloigne singulièrement. Et pour compliquer encore les choses, aux problèmes relationnels vont s’ajouter très vite des enjeux financiers.

Problèmes d’administration

En marge du procès devant le tribunal d’Entremont, les problèmes posés par le bénéfice paroissial sont eux aussi l’occasion de discussions et de disputes sans fin. La commune, en conformité avec le décret du 29 janvier, décide de prendre en main les intérêts financiers de la paroisse. Delarze et Crettex, ainsi que les conseillers Joseph Duay et Cyprien Tissières, sont alors nommés pour:

“soigner, au nom de la commune, les intérêts du bénéfice paroissial d’Orsières; louer les biens, viser au moyen de réduire le casuel obligatoire et en référer au conseil. Enfin prendre un arrangement temporaire avec monsieur le vicaire Rossier.”²⁷

La distinction faite entre le sort réservé à Biselx et celui dévolu à Rossier peut se comprendre par l’absence de pouvoir du vicaire pour tout ce qui concerne la gestion temporelle de la paroisse et par son caractère plus accommodant.

Les premières décisions prises par cette commission communale correspondent à la législation désormais en vigueur dans le canton. La commune s’approprie les biens paroissiaux, mais en échange, la rétribution du clergé et de son personnel passe

²⁵ ACO, lettre de Delarze à Biselx, 26 mai 1848.

²⁶ AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 Entremont n°7, lettre de Crettex au département, citant un extrait du sermon de Biselx du 23 juillet 1848.

désormais à sa charge. Il s'agit donc de trouver rapidement un peu d'argent pour subvenir aux besoins du vicaire, de l'église et de leur personnel. Pour cette raison, une partie du mobilier, des outils, des ustensiles de cuisine, ainsi que le bétail appartenant à la cure sont vendus pendant le mois de mai et lors de la foire tenue à Orsières au mois de juin. Toujours en conformité avec l'article 29 du décret du 29 janvier, le conseil décide le 9 mai de supprimer le casuel obligatoire, soit la somme d'argent versée au curé à l'occasion de diverses cérémonies, telles que mariage, sépulture ou baptême. Par contre le casuel volontaire est maintenu, ce qui signifie que ceux qui demandent par exemple de dire une messe continueront à payer comme auparavant²⁸. Une fois ces décisions prises, le souci de ses finances incite même la commune à procéder au remplacement de la servante de la cure, en annonçant simplement que "l'unanimité du Conseil trouvait trop cher le salaire de la servante actuelle"²⁹. Pour le nouveau régime, la distribution de places, même subalternes, est peut-être aussi un moyen de garder la fidélité de ses sympathisants.

Dans son impatience à s'emparer des biens de la cure, le conseil communal oubliera de faire la distinction entre les biens qui proviennent du bénéfice paroissial et les biens personnels de Biselx. Ce dernier réclame justice à plusieurs reprises auprès des autorités pour tenter de récupérer ses meubles ou pour empêcher la vente de son bétail³⁰. Les conseiller d'Etat Pignat³¹, puis son collègue Barman, donneront d'ailleurs à Delarze l'ordre de stopper la vente du mobilier personnel du curé³². Finalement Barman essayera de calmer le jeu, donnant raison sur le principe à Biselx, mais concédant à Delarze que ces ventes étaient nécessaires pour survenir aux besoins paroissiaux.

Mais l'argent récupéré par toutes ces petites opérations ne suffit pas. Le conseil communal doit donc franchir une étape supplémentaire dans la stricte application des consignes du gouvernement. Le 25 août, dans le Bulletin officiel, le président Delarze publie l'ordre fait à tous les débiteurs du bénéfice paroissial de s'annoncer et de ne

²⁷ ACO P668/20, séance du 24 avril 1848.

²⁸ ACO P668/20, séance du 9 mai 1848.

²⁹ AGSB 3706/18, déclaration de Delarze, 30 juillet 1848.

³⁰ AEV DI, Parochiana 7.33 n°3, lettre de Biselx à de Torrenté, 6 juin 1848; APO, brouillon d'une lettre de Biselx à Barman, 18 juin 1848.

³¹ Hippolyte Pignat (1813-1885), député, membre du gouvernement provisoire, conseiller d'Etat 1848-1853, conseiller aux Etats 1856-57.

³² APO, lettre de Pignat au président Delarze, 10 juin 1848; et APO, lettre de Barman à Biselx, 23 juin 1848.

verser les sommes dues qu'à la commission communale³³. La récente condamnation de Biselx n'est certainement pas étrangère à cette offensive. Mais celle-ci indique malgré tout l'embarras de la commune. Elle souhaite évidemment prendre possession des biens paroissiaux, mais elle ne peut pas le faire sans avoir en main tous les documents nécessaires. Car si l'inventaire réalisé au printemps a permis d'évaluer tous les terrains et les objets qui appartenaient au clergé, il n'a fourni aucun renseignement sur l'identité des personnes à qui le curé a prêté de l'argent et qui lui versent des intérêts. Biselx affirme de son côté qu'il ne peut remettre le livre des obligations qui contient le nom des débiteurs de la paroisse sous peine d'excommunication.

Un rapprochement est tout de même tenté vers la fin de l'année. Le conseil communal et le curé se rencontrent le 9 décembre pour essayer de trouver un accord³⁴. A cette occasion, Biselx se dit prêt à donner des garanties financières équivalentes à la valeur du bénéfice. Il accepte même quelques jours plus tard que les notaires Vernay et Luder procèdent à un inventaire de certaines obligations que possède la paroisse³⁵. Alors que pour Crettex ces mesures pourraient calmer le jeu et permettre un règlement de l'affaire, Delarze ne veut pas en entendre parler. C'est le premier signe de divergence entre les deux leaders radicaux, même si entre eux le climat n'est pas encore à l'affrontement au grand jour. Biselx refusant de déposer les documents en sa possession, et Delarze refusant de négocier avant cela, ce double entêtement ruine un arrangement qui semblait souhaitable et raisonnable, et il conduit à une nouvelle intervention judiciaire. Ce recours au tribunal se fait d'ailleurs avec la bénédiction du Conseil d'Etat qui s'inquiète de voir cette affaire du bénéfice d'Orsières traîner depuis plusieurs mois sans résultats visibles³⁶. Et si le premier procès était surtout un instrument de pression destiné à briser l'esprit de résistance du curé, celui qui s'annonce alors paraît autrement plus inquiétant. Il est en effet question de vol et de détournements de fonds. Peu soucieux de se retrouver derrière les barreaux, Biselx obtient de son supérieur l'autorisation de s'éloigner de sa paroisse en cas de menaces directes³⁷. Dans la nuit du 21 au 22 décembre, Biselx quitte ainsi Orsières, pour rejoindre ses confrères dans le Val d'Aoste. Ce départ se fait dans le plus grand secret, puisque le 24 décembre, lorsqu'ils portent officiellement plainte

³³ Bulletin officiel, n°28, 25 août 1848.

³⁴ ACO P668/21, protocole du 9 décembre 1848, et Annexe 11, AEV DI, Parochiana, 7.33.7, lettre de Crettex au département au sujet de cette rencontre, 11 décembre 1848.

³⁵ APO, déclaration des notaires Vernay et Luder, 15 décembre 1848.

³⁶ Annexe 10, APO, lettre du conseiller d'Etat de Torrenté à Crettex, 7 décembre 1848.

³⁷ Annexe 12, APO, lettre du prévôt à Biselx, 15 décembre 1848.

contre le curé au rapporteur du tribunal d'Entremont, Crettex et Delarze n'en parlent pas³⁸. Ce n'est que le 26, soit le lendemain de la fête de Noël, que Crettex annonce le départ du curé en lui souhaitant ironiquement bon voyage, et en demandant au département d'envoyer le plus vite possible un successeur pour l'administration religieuse de la paroisse.

“Ce que j'ai eu l'honneur de vous prédire dans le temps est arrivé: notre cher curé a disparu la nuit du 21 ou 22 courant pour rejoindre ses braves confrères dans le pays d'Aoste. Le vicaire est resté seul sans pouvoir et on a dû recourir à Monseigneur pour un mariage qui doit avoir lieu ces jours. Ce serait peut être le cas de lui dire bon voyage en appelant Monsieur Métrailler à son remplacement?”³⁹

A propos de la dénonciation adressée au tribunal le 24 décembre, il est à souligner que Crettex et Delarze sont seuls à signer cette lettre. Les deux autres membres de la commission nommée en avril par le conseil communal pour soigner le bénéfice paroissial ne sont pas mentionnés. C'est un indice de la place primordiale qu'occupent le président et le secrétaire. Les autres conseillers paraissent bien en retrait, comme dépassés par les implications de la lutte engagée contre le curé Biselx.

A la fin de l'année 1848, tout est désormais en place pour une longue querelle à la fois politique et religieuse. L'attitude de refus du St-Bernard devant la nouvelle législation, la méfiance affichée par la population d'Orsières envers les partisans du gouvernement, la taille de la commune, les jalousies personnelles, tout cela contribue à faire de l'affaire du curé Biselx un cas exemplaire de conflit entre le clergé et l'autorité communale. De plus, l'éloignement géographique d'Orsières vis-à-vis de la capitale permettra à cette situation délicate de durer, sans faire craindre une propagation des troubles à l'ensemble du canton.

³⁸ Annexe 13, ATE Orsières 1848-50, c/curé Biselx, lettre de dénonciation contre Biselx, 24 décembre 1848.

³⁹ AEV DI, Parochiana 7.33.8, lettre de Crettex, 26 décembre 1848.

Un lointain voyage

Après les ruptures de la fin de l'année 1848, la dénonciation de Biselx au tribunal et son départ de sa paroisse, le début de 1849 est placé sous le signe de l'adaptation aux nouvelles conditions.

Pour Biselx, le retour à St-Oyen ne se passe pas très bien. A la responsabilité d'une paroisse, tâche lourde en ces moments troublés mais certainement gratifiante, succède un grand vide. Biselx a l'impression de se voir rejeté par tout le monde, et d'abord par ses confrères. Il se croit victime de brimades. Après trente ans de vie très indépendante dans ses cures de Vouvry et d'Orsières, reprendre la vie communautaire et redevenir un simple chanoine parmi d'autres n'est pas facile. De plus, Biselx s' imagine déjà en prison, sans soutien. Isolé, chassé de son poste et de son village, traîné devant les tribunaux, le voilà placé à près de soixante ans, dans un contexte très défavorable. Ce séjour à St-Oyen ne dure heureusement que quelques semaines, jusque vers la fin du mois de février, suite à la décision du prévôt de se rendre auprès du pape pour défendre les droits de sa congrégation.

Cela faisait quelques temps déjà que Filliez préparait ce voyage dont il espérait beaucoup. Depuis les accords passés par l'Etat du Valais avec le diocèse, puis avec l'abbaye de St-Maurice, la Maison du St-Bernard se retrouve bien seule dans la lutte pour la sauvegarde de ses droits et de ses intérêts menacés par les ventes de ses biens réalisées par l'Etat du Valais. Les négociations avec le canton étant gelées, le gouvernement suisse estimant que cette affaire est purement valaisanne, le prévôt se tourne vers l'Europe pour tenter de sortir de cette situation délicate. Il publie alors un mémoire justificatif sur la situation de sa congrégation¹. Après avoir rappelé le rôle charitable joué par l'hospice du St-Bernard au fil des siècles, ce mémoire en présente un état financier détaillé. Sa fortune totale est d'environ 900.000 fr., pour un revenu annuel de 25.000 fr. et des dépenses de 27.000 fr. Seule l'aide des chanoines possédant un bénéfice paroissial permet de compenser ce déficit. A partir de ces chiffres, le prévôt affirme que toute atteinte supplémentaire aux droits et aux propriétés de la congrégation en Valais signifierait la mort de l'hospice du Grand-St-Bernard. Ce dernier point suscite évidemment un élan de sympathie parmi les puissances européennes, sensibles à la renommée de ce bâtiment. Sur la lancée de ces sentiments favorables, Filliez désire obtenir des assurances de la part du pape. Pour

¹ AGSB 622/274 et AEV DI, Ecclesiastica 2.13, Mémoire justificatif sur l'Hospice, 13 février 1849.

cela, un long voyage jusqu'au sud de la péninsule italienne est nécessaire. L'idée est de rencontrer directement Pie IX et son administration pontificale pour éviter d'avoir affaire à des intermédiaires. Le souvenir des relations difficiles avec Mgr Luquet, envoyé extraordinaire du Saint-Siège, est encore bien présent.

Le prévôt quitte la région d'Aoste vers la mi-février. Le 23 février, après quelques jours de chemin, il demande au prieur Hubert de lui envoyer un confrère qui a de l'expérience afin de l'accompagner². Hubert pense immédiatement à Biselx qui se morfond sans occupation dans la Vallée d'Aoste. Pour le curé d'Orsières, ce voyage lointain est une chance inespérée de se changer les idées et d'oublier les problèmes. Biselx prend donc rapidement la route et rejoint au début du mois de mars le prévôt à Turin. Dans la capitale piémontaise, les deux religieux tentent d'intéresser le roi Charles-Albert à leur situation. Vu les liens très anciens entre le St-Bernard et la Maison de Savoie, tout se passe de manière cordiale. Si le roi n'est d'aucun secours pour diminuer les tensions en Valais, il donne toutefois des garanties à propos des propriétés du St-Bernard situées dans le Piémont. Cela n'est d'ailleurs pas négligeable, ces propriétés correspondant à la moitié des biens totaux de la Maison religieuse. Le séjour turinois est aussi l'occasion de recevoir des encouragements de la part de certains membres de l'autorité ecclésiastique, notamment l'évêque d'Aoste, celui d'Ivréa, ainsi que le nonce en poste en Piémont³.

Le 6 mars le prévôt et Biselx quittent en diligence Turin pour gagner Gênes. Ils embarquent le lendemain, et après des escales à Livourne et Civitavecchia, arrivent le 12 à Naples. De là, ils poursuivent leur chemin jusqu'à Gaète, qu'ils atteignent le 14 mars⁴. Cette ville, destination de leur voyage, est le refuge du pape Pie IX, chassé de Rome par les troubles révolutionnaires. Après un début de pontificat qui avait laissé de grands espoirs aux libéraux, Pie IX était devenu pour eux un symbole du conservatisme⁵. Chassé de Rome le 24 novembre 1848, il se rend à Gaète, sur les terres du roi de Naples. Entouré d'une cour très réactionnaire, soumis aux pressions des puissances européennes, Pie IX refuse depuis son lieu d'exil toute idée de conciliation avec la République romaine proclamée à l'instigation de Mazzini. Il attend simplement qu'une intervention militaire étrangère lui remette son pouvoir temporel.

² AGSB 622/241, lettre du prévôt à Hubert, 23 février 1849.

³ AGSB 622/61, lettre de Biselx à son confrère Dorsaz, Turin, 5 mars 1849.

⁴ AGSB 622/65.1, lettre de Biselx au prieur Hubert, 19 mars 1849.

⁵ Sur Pie IX et la situation de l'Italie et de Rome à cette époque, AUBERT, *Le pontificat de Pie IX*, 1963, pp.34-38.

Le surlendemain de leur arrivée, Filliez et Biselx sont déjà reçus en audience par le pape. L'espoir de trouver rapidement une solution est certainement présent à l'esprit des deux religieux à peine débarqués. Mais cette première rencontre ne débouche sur rien de concret et après quelques autres échecs la désillusion s'installe très vite. Les semaines se suivent sans qu'une ouverture ne se dessine dans les méandres de l'administration et de l'entourage du pape. Comprenant que les problèmes de sa communauté ne parviennent pas à émouvoir des prélats pour qui l'unique souci est la rentrée de Pie IX dans ses Etats, le prévôt décide de retourner à Naples avec Biselx. Il confie toutefois la défense de ses intérêts aux mains de Mgr de Curtins, originaire des Grisons et aumônier de la Garde suisse. Ce départ permet de faire des économies en évitant les dépenses très élevées qu'implique la nombreuse présence de la cour pontificale dans la petite ville de Gaète. D'autre part, la détérioration de l'état de santé du prévôt incite également à changer d'air. Filliez n'a jamais eu une santé de fer et ce long voyage dans la Péninsule, les conditions de vie à Gaète, se sont rajoutés aux soucis de sa charge. La solidarité des autres congrégations de chanoines réguliers apparaît alors comme un grand réconfort. Filliez et Biselx trouvent refuge à Naples au couvent des chanoines de Piedigrotta, aux limites de la ville de l'époque⁶. Dès lors, et pour plusieurs mois, ce couvent devient le point de chute des deux prêtres valaisans, l'endroit sûr et amical où ils aiment à se retrouver :

“Vous ne pouvez vous figurer la bonté de tous nos confrères de Piedigrotta, c'est une bonté cordiale sans gêner le moins du monde, c'est une prévenance si délicate qu'on est deviné par avance; deux d'entreux se sont même délogés de leurs chambres pour nous, on a refusé avant hier une chambre à un cardinal pour la conserver à M. le prévôt quand il sera de retour des eaux.”⁷

En effet, les chanoines valaisans découvrent très vite, dans la baie de Naples, l'enchantement de l'île d'Ischia, réputée pour ses cures thermales. Biselx et Filliez s'y rendent une première fois au début juillet⁸. Le prévôt, très affaibli à son arrivée, s'y soigne avec un bonheur certain, reprenant des forces et du courage. Il décide alors de retenter quelques démarches à la cour pontificale. Ne s'estimant pas lui-même assez en forme pour défendre les intérêts de sa communauté auprès du pape, il délègue Biselx. Le 24 juillet, celui-ci quitte l'île afin de se rendre à Gaète. Cette tentative ne rencontre cependant pas plus de succès que les précédentes. A noter qu'un autre

⁶ AGSB 622/65.3, lettre de Biselx au prieur Hubert, 24 avril 1849.

⁷ AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, Naples, 22 septembre 1849.

⁸ Ce séjour sur l'île d'Ischia est raconté dans AGSB 622/65.4, lettre de Biselx à Hubert, Gaète, 31 juillet 1849, et dans AGSB 622/65.5, lettre de Filliez à Hubert, 9 août 1849.

prélat helvétique connaît les mêmes tourments à cette époque. Mgr Marilley, évêque de Fribourg arrive en effet à Gaète au mois de mai 1849 pour y rencontrer le pape⁹. Filliez et Biselx n'y étaient déjà plus, et il semble donc que les délégations valaisannes et fribourgeoises n'ont pas pu se consoler mutuellement de leurs malheurs. En tout cas aucune mention d'un quelconque contact entre elles n'apparaît dans les sources disponibles. La seule certitude, c'est que l'intervention de Mgr Marilley n'obtient pas plus de résultats concrets que les démarches des chanoines du St-Bernard.

Pendant la mission de son confrère à Gaète, le prévôt ne se trouve pas seul et abandonné sur son île. Biselx le signale d'ailleurs:

"En quittant M. le prévôt à Ischia j'avais confiance dans les soins du médecin M. de Rivaz, dans la complaisance de M. le baron Stockalper fils aîné du maréchal commandant de la place de Naples qui venait souvent nous voir et dans la Baronne de Salis qui a beaucoup de bonté pour nous."¹⁰

Le séjour sur l'île est donc aussi l'occasion pour les deux chanoines du St-Bernard de rencontrer certaines personnalités suisses. En plus d'apporter un réconfort moral nécessaire, ces contacts permettent de régler bien des détails pratiques, comme par exemple le logement, les soins, l'acheminement du courrier. En dehors d'Ischia, les aides ne manquent pas non plus. Le soutien essentiel des chanoines napolitains a déjà été mentionné. Les officiers valaisans de l'armée de Naples, et en premier lieu leur maréchal de camp Eugène Stockalper et ses enfants, font également beaucoup pour faciliter le séjour de Filliez et Biselx et régler les problèmes financiers lorsqu'ils surgissent. Car même en ne dépensant qu'avec parcimonie, les charges sont importantes. Un mécanisme simple est alors parfois utilisé. L'argent prêté par un officier à Naples est remboursé par la communauté du St-Bernard à sa famille en Valais¹¹. Cette coopération entre religieux et militaires est assez cocasse si l'on se souvient du soutien très important de la communauté du St-Bernard à la préparation militaire du Valais avant la guerre du Sonderbund. Unies dans l'exercice du pouvoir entre 1844 et 1847, Eglise et armée se retrouvent pour affronter les conséquences de leur défaite.

⁹ Sur Mgr Marilley et les événements dans son diocèse, PYTHON, Mgr Marilley et son clergé, 1987, passim. Emprisonné au mois d'octobre 1848 au château de Chillon, Mgr Marilley est exilé le 24 novembre, se réfugiant alors à Divonne. L'évêque attendra le 19 décembre 1856 pour revenir à Fribourg, une fois un accord signé entre les autorités politiques et religieuses.

¹⁰ AGSB 622/65.4, lettre de Biselx à Hubert, Gaète, 31 juillet 1849.

¹¹ Sur les transferts financiers, APOlettres, lettre de Dallèves à Biselx, 25 novembre 1849; et APOlettres, lettre du maréchal Stockalper à Biselx, 29 janvier [1850].

Quelques nouvelles du pays

Même loin du Valais, les chanoines du St-Bernard ne manquent pas de renseignements sur la situation dans leur canton. Les nouvelles sont surtout transmises par deux de leurs confrères, le prieur Hubert et le chancelier épiscopal Dallèves. Hubert, administrateur général de la congrégation en l'absence du prévôt, se contente de raconter à son supérieur ou à Biselx ce qui se passe dans chacune des paroisses¹². Son mandat lui attribue pleins pouvoirs dans la gestion des affaires courantes, mais il tient à ce que ses initiatives soient connues du prévôt et approuvées par lui. Le ton sec et purement informatif de ses lettres tient aussi à son désir de ne pas lancer de faux espoirs ou prédire des catastrophes. Depuis son séjour à l'hospice du St-Bernard, il ne peut connaître tout ce qui se passe en Valais et dans les paroisses de la communauté. Demeurant à Sion et à l'écoute de toutes les rumeurs qui circulent dans la capitale grâce à ses liens directs avec les autorités ecclésiastiques et politiques, Dallèves n'hésite pas au contraire à interpréter les événements de façon très pessimiste. Certains passages de ses lettres ne devaient d'ailleurs pas vraiment redonner confiance et courage à ses deux confrères déjà désillusionnés quant à l'espoir d'un résultat tangible:

“Je suis bien convaincu que ce que vous obtiendrez du Souverain Pontife ne nous servira de rien; nos radicaux ne respecteront pas les ordres ni les décisions du chef de l'Eglise. Je n'ai aucune espérance pour notre maison, et je crois que ce que nous avons de mieux à faire c'est de sauver du naufrage le plus possible [...]”¹³.

Ce qui est intéressant dans cette analyse, c'est qu'elle correspond en grande partie à ce qui devait se dire dans l'entourage de l'évêque de Sion. L'échec de la mission de Mgr Luquet l'année précédente avait montré à Mgr de Preux que le recours à Rome était illusoire et qu'il valait mieux négocier au niveau cantonal plutôt que de tout perdre. L'accord signé avec le Conseil d'Etat en novembre 1848 incarne pour l'évêque l'espoir que le diocèse, après une période difficile, retrouve au cours des années suivantes une situation favorable. Dallèves, contrairement à Mgr de Preux, a plutôt tendance à croire que tout est perdu pour la communauté du St-Bernard quelle que soit son attitude. D'ailleurs cela n'a plus trop d'importance, puisque le monde entier est sur le point de s'écrouler:

¹² Par exemple AGSB 622/256, lettre de Hubert à Filliez, 3 avril 1849; et AGSB 622/267, lettre de Hubert à Biselx, 30 août 1849.

¹³ APOlettres, lettre de Dallèves à Biselx, 14 avril 1849.

“L’Europe tend à la barbarie, elle va avoir une secousse qui engloutira tout. Grace aux souverains la partie instruite de l’Europe est voltairienne et le peuple perverti, ennemi de la religion, du prêtre, et de la propriété, de sorte qu’une catastrophe générale est imminente.”¹⁴

Ce récit apocalyptique du chancelier épiscopal indique en tout cas avec quelle intensité les changements apportés à la suite de la guerre du Sonderbund et par les révolutions européennes ont été vécus par une partie du clergé valaisan.

Au vu de ce que le prévôt recevait comme informations en provenance du Valais, il devait être difficile pour lui de diriger au mieux sa communauté. Malgré tout il s’y attache avec toute l’énergie que son éloignement permet. Son but est surtout d’éviter d’ajouter de nouveaux problèmes aux difficultés existantes. La recommandation semble être de ne pas faire de vagues, ce que le prieur Hubert réussit à merveille. Le prévôt ordonne tout de même de ne pas transiger dans les affaires les plus significatives. Ainsi, avant la tenue d’un chapitre des chanoines, il rappelle à Hubert quelques consignes au sujet de l’administration de la paroisse d’Orsières:

“Quant à Orsières, chacun des capitulants doit comprendre que dans les circonstances actuelles je ne puis pas changer le curé: si je le changeais ce serait donner victoire aux persécuteurs de M. Biselx, ce serait fournir à d’autres paroisses l’idée de persécuter et de chasser leurs pasteurs, assurées par l’exemple d’Orsières du succès de leur injustice.”¹⁵

Lorsque Filliez parle de sa crainte de voir d’autres curés chassés de chez eux, il pense certainement aux deux paroisses voisines d’Orsières, Liddes et Sembrancher. Les liens étroits entre les habitants de ces deux dernières communes et ceux d’Orsières lui font imaginer cette possibilité. Toutefois, rien dans les faits ou dans les documents ne permet de fonder ces soupçons. En réalité le renvoi de prêtres n’est plus à l’ordre du jour en automne 1849. Deux ans après la guerre du Sonderbund et même si certains combats d’arrière-garde subsistent, le climat est à l’apaisement en Valais. Dans leur lointaine retraite Filliez et Biselx ne s’en sont pas encore rendu compte.

Une étape sur le chemin du retour

Les difficultés du prévôt à bien analyser la situation ont une autre explication que le simple éloignement géographique. Ses ennuis de santé se multiplient et pèsent lourdement sur son moral. Revenu d’Ischia à Naples le 4 septembre, Filliez doit très vite se décider à retourner faire une cure thermale. Il repart donc sur l’île d’Ischia le

¹⁴ APOlettres, lettre de Dallèves à Biselx, 26 janvier 1850.

¹⁵ AGSB 622/65.6, lettre de Filliez à Hubert, 18 septembre 1849.

17 septembre. Mais cette fois-ci il s'en va seul. Biselx reste à Naples, profitant de l'occasion et de l'amitié de ses confrères napolitains pour découvrir les merveilles touristiques des environs. Son esprit curieux toujours en éveil, Biselx s'intéresse au miracle de saint Janvier¹⁶, aux ruines du temple de Sérapis à Pouzzoles, et à mille autres choses qu'il raconte à ses confrères restés au pays¹⁷. Mais cet agréable temps de détente et de culture ne pouvait durer trop longtemps. Comprenant qu'il est désormais inutile d'espérer quoi que ce soit de la papauté, le prévôt à peu près rétabli décide de revenir dans sa communauté. Le 6 novembre 1849, Filliez et Biselx quittent Naples pour se rendre à Rome¹⁸. Cette étape était motivée par la nécessité de récupérer certains documents qu'ils avaient confiés à l'administration pontificale¹⁹. Depuis la prise de la ville le 3 juillet par les troupes françaises une partie des services pontificaux avait en effet retrouvé son ancien emplacement. La rentrée du pape dans sa capitale était alors évoquée, même si elle ne se déroulera finalement qu'au mois d'avril 1850.

Dans la Ville Eternelle, les deux religieux valaisans trouvent asile chez les chanoines réguliers du Latran, qui logent dans le couvent de St-Pierre-aux-liens. Une profonde modification affecte alors les relations entre Filliez et Biselx. Pour le prévôt, Rome n'était qu'une halte rapide avant son retour auprès des siens. Il avait d'ailleurs prévu de n'y rester qu'une quinzaine de jours. Malheureusement pour lui, son état de santé, qui s'était amélioré grâce au climat et aux eaux d'Ischia, décline à nouveau ce qui le décourage. Pour Biselx, au contraire, la découverte de Rome est un réel plaisir. Ses lettres, et surtout les quelques notes qu'il prend montrent son enthousiasme devant le Moïse de Michel-Ange qu'il peut voir dans l'église de St-Pierre-aux-liens. Il passe aussi plusieurs jours à admirer les peintures des salles du Vatican²⁰. Il en oublie la situation tendue qui règnait dans sa paroisse d'Orsières et la menace que fait peser sur lui le procès qui se déroule devant le tribunal d'Entremont. Cette différence dans la manière d'aborder le voyage était déjà bien présente à l'esprit de Filliez et de Biselx dès le début de leur séjour italien, mais sans créer les tensions visibles entre eux. Le premier était chargé des soucis et de la responsabilité de sa congrégation, alors que le second voyait dans l'éloignement du pays l'occasion d'échapper aux grandes

¹⁶ Dans la cathédrale de Naples, une substance rouge, qui passe pour le sang de saint Janvier, se liquéfie lors de cérémonies très populaires, avant de se solidifier à nouveau.

¹⁷ AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, Naples, 22 septembre 1849.

¹⁸ AGSB 622/65.8, lettre de Biselx à Hubert, Rome, 5 décembre 1849.

¹⁹ AGSB 622/65.9, lettre de Filliez à Hubert, Rome, 22 décembre 1849.

²⁰ AGSB 622/271, notes de voyages de Biselx, Rome, novembre 1849.

difficultés dont il était menacé. Dès le départ de Naples les choses évoluent. Pour Biselx, un retour auprès des siens implique la réapparition de difficultés occultées. Le prévôt par contre espère désormais oublier ses malheurs. La rencontre avec le pape ayant été un échec cuisant, Filliez n'a plus de raisons de différer son retour près des siens en Vallée d'Aoste. Dès qu'il se sent suffisamment en forme pour voyager, il se met en route, laissant Biselx à Rome. Parti de la Ville Eternelle, le 27 décembre, le prévôt arrive à St-Oyen le 9 janvier 1850, après onze mois d'absence²¹. Le résumé de son voyage qu'il fait à ses confrères venus le reconforter n'est guère brillant. L'entourage du pape et Pie IX lui-même sont particulièrement visés au travers de formules très sévères:

“Le pape est un homme sans force et sans caractère: il est sous l'impression de ministres sans expérience et sans talents administratifs.”

“Le pape est l'ennemi le plus avoué des ordres religieux.”²²

A partir de ces affirmations du prévôt, Dallèves, toujours aussi peu optimiste, ne peut s'empêcher de dresser un réquisitoire cruel contre les chefs de son Eglise:

“[Le prévôt] ignorait que Rome a toujours été très accommodante avec les spoliateurs de l'Eglise; elle les excommunie d'abord, puis, lorsque chacun s'est arrangé une fortune aux dépens du clergé, chacun retourne au catholicisme pour faire sanctionner le vol à main armée, et Rome absout, n'oblige pas à restituer, parce que la restitution est présentée comme impossible et le clergé reste pauvre tandis que les spoliateurs se sont enrichis de ses dépouilles, fruit de ses sueurs.”²³

La congrégation du St-Bernard toute entière n'a plus confiance en l'autorité pontificale. Comme le prévôt se refuse à céder au pouvoir radical valaisan, il ne lui reste dès lors qu'une alternative. Soit un miracle survient, qui redonne à la communauté sa situation d'avant le Sonderbund, soit le prévôt se renferme sur lui-même. L'intervention miraculeuse ne venant pas, Filliez se retire près d'Aoste, à Charvensod puis à Moncenis, et se laisse gagner par le désespoir. Une photographie le montre alors sous un triste jour, malade et effondré dans un fauteuil²⁴. Même l'affaiblissement radical et l'arrivée au pouvoir des conservateurs en Valais en 1857 ne parviendront pas à le sortir de sa torpeur.

²¹ AGSB 643, lettre de Dallèves à Deléglise, 23 janvier 1850.

²² Annexe 19, AGSB 643, propos du prévôt rapportés dans une lettre de Barman à Deléglise, 5 mars 1850.

²³ APOlettres, lettre de Dallèves à Biselx, 26 janvier 1850.

²⁴ Illustrations n°3.

Situation à Orsières

Le début de l'année 1849 est marquée à Orsières par la volonté du conseil de profiter du départ du curé pour régler les problèmes d'administration paroissiale. Déjà le 5 janvier, l'exécutif communal décide de verser au vicaire Rossier une pension annuelle de trente louis (environ 500 francs). Ce dernier n'a par contre plus droit au casuel obligatoire versé par les fidèles à l'occasion de certaines cérémonies²⁵. L'argent récolté à ces occasions est réservé à l'entretien des bâtiments religieux et au service du culte. Une fois cet accord conclu se pose la question du deuxième prêtre nécessaire pour cette nombreuse paroisse. Le chanoine Lugon remplace quelques temps Biselx²⁶, avant que son confrère Marquis, vicaire de Vouvry, ne lui succède dès le 17 mars²⁷. Ces divers mouvements semblent indiquer que le prévôt ne voulait surtout pas que le vicaire Rossier reste seul responsable de la paroisse. Les relations entre Rossier et son supérieur ne sont en effet pas vraiment cordiales. Ainsi lorsque Biselx expulsé de sa cure ne pouvait remplir que partiellement son rôle pastoral et que Rossier avait demandé un autre prêtre pour le seconder, Filliez l'avait rabroué sèchement en disant "qu'il n'avait point d'ordre à recevoir de lui"²⁸. Cette tension entre les deux religieux remontent en tout cas à octobre 1847. Le prévôt avait alors ordonné à Rossier de revenir au cloître de l'hospice du St-Bernard pour y effectuer une retraite spirituelle. Des rumeurs insistantes sur la conduite et la moralité du vicaire avaient entraîné cette remise à l'ordre. La réinstallation de Rossier à Orsières n'eut lieu qu'à certaines conditions, notamment celle d'éviter toute rencontre pouvant prêter flanc à la critique et à la suspicion générale²⁹. Dans ces conditions, la peur de Filliez de laisser la paroisse sous la seule autorité de Rossier se comprend.

Comme dit plus haut, le chanoine Marquis arrive à Orsières le 17 mars 1849. Le conseil communal décide au début avril de remettre au nouveau responsable de la paroisse les revenus du bénéfice. Crettex est le seul à s'opposer à cette décision, l'estimant contraire aux lois en vigueur³⁰. Il est vrai que le décret cantonal imposait aux communes de prendre en charge elle-même le bénéfice et de verser en échange une rente annuelle aux prêtres. En remettant la gestion temporelle de la paroisse à un religieux, le conseil fait surtout preuve de bon sens. Par ce fait, il réduit les tensions

²⁵ ACO P606/3, copie des délibérations du conseil au sujet des biens du clergé, 5 janvier 1849.

²⁶ AGSB 622/236, circulaire du 20 février 1849.

²⁷ AGSB 622/256, lettre de Hubert à Filliez, 3 avril 1849.

²⁸ AEV DI, Parochiana 7.33 Orsières n°4, lettre de Crettex au département, 16 juin 1848.

²⁹ AGSB 921/14, lettre du prévôt à Rossier, 14 octobre 1847.

³⁰ ACO P668/21, 9 avril 1849.

qui auraient pu conduire à une intervention et à une régie de l'Etat. Pour Delarze et les autres conseillers, le respect scrupuleux des lois cantonales passe donc après les intérêts immédiats de la commune. Il paraît en effet plus facile d'intervenir et de faire pression sur un chanoine avec lequel les premiers contacts sont agréables, que sur une commission dépendant du gouvernement. D'autre part l'absence de décisions juridiques au sujet de la propriété effective du bénéfice rendait très difficile, pour ne pas dire impossible, sa gestion par le conseil. D'après les nouvelles lois de 1848, l'exécutif communal est le possesseur des biens de la paroisse. Seulement, pour justifier son nouveau droit, le conseil devrait avoir en sa possession les anciens titres de propriété que Biselx a toujours refusé de lui remettre. En laissant l'administration des biens à Marquis, le conseil s'évite des problèmes. Car en l'absence de documents officiels les locataires des terrains paroissiaux auraient pu refuser de verser les montants dûs à la commune. Dans ce contexte, l'autorité du remplaçant de Biselx permet donc de faire rentrer les locations. L'obéissance aux lois ne fait pas oublier la réalité comptable. La première tâche du nouvel administrateur de la paroisse consiste donc à mettre en location les terrains et les vignes appartenant au bénéfice, ainsi que de faire rentrer les intérêts dûs. Cet accord entre la commune et Marquis est reconnu, en l'absence du prévôt, par le prieur Hubert. Celui-ci soumet quand même son approbation à des consignes strictes afin de ne pas empiéter sur les droits de Biselx³¹. A ce moment-là, la rentrée de Biselx à Orsières paraissait encore n'être qu'une question de jours.

Une longue procédure judiciaire

L'arrangement rapide passé entre Marquis et le conseil communal était d'autant plus nécessaire que la Justice ne se pressait pas pour trancher dans l'affaire opposant la commission chargée du bénéfice au curé. Pendant toute l'année 1849, le procès de Biselx traîne en effet devant le tribunal d'Entremont. Après la dénonciation du mois de décembre 1848, les premiers mois de l'année suivante se perdent en citations à comparaître et en séances vite ajournées en l'absence du prévenu. Du 23 janvier au 20 juin, six séances ont ainsi lieu sans que les auditions ne débutent³². Une autre problème se pose au tribunal qui doit affronter la fronde de l'un de ses propres membres. Le notaire et juge suppléant Voutaz de Sembrancher ayant affirmé que "les affaires du clergé sont du ressort de l'autorité ecclésiastique", le département de

³¹ AGSB 3706/21, lettre de Hubert à Marquis, 30 mars 1849.

³² Toutes les informations et les citations concernant le procès sont tirées, sauf exceptions mentionnées, de ATE Orsières 1848-1850 c/curé Biselx, compte-rendu des audiences.

Justice et Police doit intervenir pour lui demander de s'expliquer sur cette "violation bien caractérisée de la charte constitutionnelle du canton"³³. Sa réponse n'est pas connue, mais en tout cas Voutaz ne siégera plus au cours de ce procès. Quelques mois auparavant, Voutaz était pourtant parmi les juges qui avaient condamné Biselx pour insultes. Le scrupule qui l'habite désormais montre que le vent tourne et que le régime radical commence à perdre le soutien de ceux qui l'avaient rallié par opportunisme.

Le 12 juillet voit enfin le début des auditions. La journée commence par une intervention du notaire Rausis qui demande à défendre Biselx en qualité de parent. Le tribunal refuse, Rausis ne possédant pas de procuration valable et ne désirant pas se porter caution pour son oncle. L'enthousiasme n'est ensuite pas très visible parmi les conseillers communaux d'Orsières appelés à la barre comme témoins. Il convient de rappeler ici que la plainte contre Biselx est uniquement le fait de Delarze et Crettex qui ont agi au nom de la commission chargée par le conseil d'administrer le bénéfice paroissial. Mais cette commission n'a plus de sens depuis que cette gestion a été remise au chanoine Marquis. A quoi sert alors le procès? Certains conseillers se le demandent en toute bonne foi. Ainsi, après l'interrogatoire de Delarze qui confirme la plainte déposée en décembre 1848, l'embarras est grand parmi les cinq membres de l'exécutif d'Orsières interrogés. A la question: "Le conseil a-t-il des difficultés avec l'ancien curé Biselx?", Jean Joseph Thétaz répond ainsi:

"Nous n'avons pas eu d'autres difficultés avec M. Biselx sinon relativement au livre renfermant les obligations du bénéfice pastoral parce que M. le curé a répondu qu'il n'était pas en droit de remettre ce livre, car défense lui en était faite par ses supérieurs et qu'il aurait encouru excommunication."

Les quatre autres conseillers font des réponses semblables. Tous reconnaissent de plus ne même pas avoir connaissance de la plainte déposée contre Biselx, ce qui est un comble après plusieurs mois de procédure. Pour le tribunal, il paraît indispensable de trouver ce livre des obligations autour duquel tourne tout le procès. Comme Biselx ne l'a certainement pas pris avec lui en Italie mais a dû le laisser quelque part à Orsières, les soupçons se portent sur ses amis et en premier lieu sur son neveu Rausis. Mais celui-ci jure sous serment qu'il ne sait pas où ce livre se trouve. Deux perquisitions sont ensuite effectuées le 13 juillet, la première chez Ambroise Joris, ancien juge de commune, la seconde chez Jean Tornay, laboureur chargé de faire rentrer les intérêts pour le compte de la paroisse. Cela n'amène aucun résultat. Le

³³ AEV DJP II, 5030-3.1, Copies-lettres, vol.14, 1849, n°189, 5 mai 1849.

coup est rude pour l'accusation. A l'éloignement du prévenu, au manque d'intérêt de la plupart des membres du conseil d'Orsières, s'ajoute l'absence du livre des obligations. Biselx se retrouve ainsi accusé de détournement de fonds, mais personne ne peut dire avec précision quels sont les montants en jeu. Une longue interruption dans les auditions montre en tout cas le profond embarras du tribunal. Du milieu du mois de juillet jusqu'au 16 novembre, rien ne se passe.

A la reprise du procès, le président Delarze estime finalement la valeur des obligations de la paroisse à 13'124 francs. Ce chiffre se fonde sur les deux actes de rachat par la commune de certains droits féodaux, l'un de 1822, l'autre de 1843. Delarze a simplement considéré que les montants versés à la paroisse en ces occasions forment les capitaux du bénéfice. Son calcul n'est pas si faux puisqu'il correspond au total des obligations figurant dans le tableau approximatif que Biselx dressera lui-même l'année suivante. Delarze admet tout de même qu'une partie de cette somme a pu servir à améliorer le bénéfice, et qu'il faudra en tenir compte.

Désormais, le tribunal possède une idée plus précise de ce qu'il est en train de juger et la procédure s'accélère. Le 6 décembre, tous les protagonistes sont convoqués pour les réquisitoires et l'annonce du verdict. Rausis tente à ce moment-là de justifier une nouvelle fois son oncle, en présentant à la cour une procuration du prieur Hubert. Cette pièce résume à elle seule la ligne de défense de Biselx qui ne saurait reconnaître la compétence et la légitimité du tribunal d'Entremont dans cette cause³⁴. Cette séance aurait dû être celle du jugement, mais les nombreuses absences en décident autrement et entraînent même le greffier à laisser poindre une certaine lassitude:

“Vu l'absence de plusieurs membres du tribunal et celle de M. le rapporteur, qui n'a pu dresser son réquisitoire ni être présent aux débats qui devaient avoir lieu en ce jour; la commission d'instruction renvoie le jugement à porter dans cette cause à un jour où le tribunal pourra être compléter et où le ministère public fournira son rapport.”

Le verdict ne sera finalement rendu que le 2 janvier 1850³⁵. Biselx est condamné à une légère amende de 50 francs et aux frais de la longue procédure. En ce qui concerne les avoirs paroissiaux, le tribunal lui ordonne évidemment de les remettre à la commune, sous peine d'un an de prison. En échange, la commune doit rembourser au curé les investissements effectués pour améliorer la valeur du bénéfice

³⁴ Annexe 14, ATE Orsières 1848-1850 c/curé Biselx, procuration faite au notaire Rausis par le prieur Hubert, 9 novembre 1849.

³⁵ Annexe 15, ATE Orsières 1848-50, c/curé Biselx, jugement rendu.

paroissial. A la lecture de ce jugement, un sentiment de gâchis domine. Etait-il nécessaire de se battre une année devant les tribunaux, pour finalement voir triompher le bon sens? Le président Delarze et le curé Biselx auraient pu s'éviter toute la bataille juridique, simplement en faisant preuve d'un peu moins d'entêtement en décembre 1848. Les juges ont quant à eux compris qu'il ne servirait à rien d'envenimer à nouveau la situation par une condamnation trop lourde.

La modération semble le mot à l'ordre du jour dans tout le canton. Pour le régime radical, l'important était de priver le clergé de ses leviers politiques. Une fois cela réalisé, il n'est pas question de s'acharner plus encore contre la religion. En juin 1849 par exemple, une pétition signée par des dizaines d'habitants de Liddes, Orsières et Bagnes, est remise au Grand Conseil. Ces citoyens refusent de participer aux paiements des frais de guerre imposés aux communes, prétextant que tous les frais doivent être supportés par le clergé. Le Grand Conseil invoque alors la nécessité de faire payer tout le monde,

“surtout si l'on considère que les biens du Clergé réunis au domaine de l'Etat sont insuffisants pour combler le vide que la guerre a fait à nos finances et qu'on ne pourrait réclamer d'avantage du clergé sans le dépouiller, ce qui n'entre dans les vues de personne”³⁶.

Le sentiment d'attachement au catholicisme est donc partagé par la majorité de l'élite et des autorités radicales. Le temps de la vengeance est passé. Le retour dans sa paroisse du curé Biselx est désormais envisageable.

³⁶ AEV Prot.GC, 1001-36, p.91, 6 juin 1849.

Situation à Orsières

L'année 1850 commence de façon encourageante pour Biselx. Bien sûr, il est toujours exilé en Italie, bien sûr la situation est difficile pour l'ensemble de la communauté du Grand-St-Bernard, bien sûr son procès devant le tribunal d'Entremont se termine par sa condamnation. Toutefois ce jugement rendu le 2 janvier se signale par sa modération, ce qui permet de penser que le moment du retour de Biselx dans sa paroisse se rapproche.

D'autre part, bien des éléments permettent de penser que le radicalisme s'essouffle en Valais. Jusqu'alors, le refus de la politique radicale était le fait de certaines communes qui voyaient dans les nouvelles lois proposées une atteinte à leur liberté et leurs prérogatives. En cette année 1850, la résistance passive sur un plan local laisse place à des actions d'opposition politique au niveau cantonal¹. Il s'agit d'entraver l'action du pouvoir lui-même, et non plus de lutter contre l'application de certaines lois sur le terrain. Les conservateurs sont d'autant plus encouragés à suivre cette voie qu'ils se sentent soutenus par la majorité de la population et des communes.

Les élections communales du début de l'année 1850 confirmeront dans la plupart des régions la méfiance grandissante envers le régime né en décembre 1847. Ainsi à Orsières, le 13 janvier, l'élection du juge voit la victoire d'Ambroise Joris² qui avait déjà occupé cette fonction en 1847³. L'élection au conseil communal du 20 janvier confirme la volonté populaire de fermer la parenthèse radicale: Crettex et Delarze ne sont pas réélus, n'obtenant respectivement que 40 et 6 voix, sur seulement 129 électeurs⁴. La faible participation vient certainement du souvenir de l'annulation de l'élection communale précédente en 1848. Elle vient aussi du peu d'enthousiasme des habitants à l'idée de remplir une fonction publique. Ce désintérêt est communicatif, car sur les quinze élus, quatre demandent leur démission au Conseil d'Etat. Ce dernier les accepte en vertu d'une loi permettant à ceux qui ont déjà passé deux périodes au service de la collectivité de ne pas siéger à nouveau⁵. En attendant

¹ Sur ce changement dans la politique d'opposition, REY, *Le régime radical*, 1971, pp.34-37.

² Ambroise Joris (1814-1903), instituteur, juge de commune, président 1858-62 et 1868-72, député 1861-69 et 1873-1889.

³ ACO P668/23, procès-verbal de l'élection du juge, 13 janvier 1850.

⁴ ACO P668/23, procès-verbal des élections communales, 20 janvier 1850.

⁵ AEV Prot.CE, 1101-47, p.117, séances des 5 et 6 février 1850.

l'organisation d'un scrutin complémentaire, le préfet ordonne à l'ancien conseil et au président Delarze de prolonger leur mandat. Delarze s'en prend alors à Crettex, estimant sa tâche accomplie⁶. La rupture entre les deux hommes éclate désormais au grand jour. Crettex dénonce même son ancien allié au tribunal pour injures envers l'autorité⁷.

L'ancien conseil ne siégeant plus, le nouveau n'étant pas en fonction, le climat est lourd parmi la population pendant tout le mois de février. Pour augmenter les suspicions, le préfet Crettex reçoit du département de l'Intérieur l'ordre de procéder à une enquête administrative à propos des cabales électorales qui se seraient déroulées à Orsières. Sa manière de procéder éclaire les mœurs politiques de l'époque. Il interroge d'abord tout naturellement les membres du bureau électoral, puis il s'intéresse à l'activité des six marchands de vin qui font commerce dans le village. Ne trouvant pas de preuves des affirmations dont le département se faisait l'écho, Crettex en profite pour critiquer les perdants des élections, et surtout Delarze et Gaillard: "Ces messieurs font des rapports par derrière, et ne veulent rien dire en face."⁸ Décidément, les deux ans de pouvoir radical à Orsières se terminent dans la confusion et les querelles personnelles.

Après la prolongation du mandat de l'ancien conseil, après les rumeurs de cabales qui circulent, une troisième affaire vient encore rajouter de l'huile sur le feu. Le 17 février, Delarze publie officiellement aux criées d'Orsières le jugement rendu contre le curé Biselx. Le notaire Rausis profite de l'occasion pour défendre de vive voix la position de son oncle. L'agitation créée par cette publication et par ce discours conduit presque à l'émeute⁹. Confronté à cette grave situation, le Conseil d'Etat décide le 19 février l'envoi d'une commission pour garantir l'ordre durant les élections à venir¹⁰. Le 24 février, en présence du conseiller d'Etat Claivaz, Crettex obtient cette fois son siège de conseiller communal. Delarze, l'obtient aussi, mais comme plusieurs personnes se plaignent de n'avoir pas eu le temps de voter, Claivaz ordonne de reprendre les opérations électorales. Delarze est finalement mis en ballottage par Fidèle Joris, aucun des deux candidats n'obtenant la majorité absolue. Tout recommence le 3 mars, ce qui laisse le temps à chaque camp de se préparer pour

⁶ AEV DI, Entremont 1850, 54.1.6 n°139, rapport de Crettex au département, 3 février 1850.

⁷ ATE, Orsières 1850, Crettex c/Delarze.

⁸ AEV DI, Entremont 1850, 54.1.6 n°141, lettre de Crettex au département, 13 février 1850.

⁹ Annexe 18: AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 n°13, lettre de Crettex au département, 18 février 1850.

¹⁰ AEV Prot.CE, 1101-47, p.119, séance du 19 février 1850.

amener aux urnes le plus de sympathisants possibles. Cette troisième étape des élections communales voit la victoire très nette de Joris sur Delarze pour le poste de conseiller, et cela avec une participation trois fois plus importante que lors de l'élection du 20 janvier. Dans la foulée, Joris se présente contre Crettex pour la présidence, et il l'emporte largement. Crettex échouera encore à obtenir la vice-présidence¹¹. Plus qu'un retour à la situation d'avant le Sonderbund, il faut parler de désir de la population de passer par-dessus les récentes querelles. Dans ce contexte, l'arrivée de Fidèle Joris, qui n'a que 28 ans, est très compréhensible. Notaire, mais aussi professeur de français au collège de Sion depuis 1848, Joris paraît en dehors des intrigues villageoises¹². Comme pour justifier cette confiance placée en lui et pour montrer sa volonté de calmer les tensions, Joris redonne à Crettex le poste de secrétaire communal.

Le nouveau président et son conseil se mettent tout de suite au travail pour régler au mieux deux des grands problèmes de la commune, l'organisation des alpages, et la question du curé Biselx. Ces affaires sont d'ailleurs toutes deux en lien avec la maison du Grand-St-Bernard. Les chevaux qui approvisionnent l'hospice en bois durant la belle saison ont en effet un droit de parcours ou de libre passage dans le fond du Val Ferret, là où se trouvent la majorité des alpages de la commune. Ce droit est bien sûr une entrave à la répartition harmonieuse des alpages entre tous les habitants. Personne ne veut voir son terrain traversé et son herbe mangée par ces chevaux. Les discussions et les batailles juridiques entre le St-Bernard et la commune dureront plusieurs étés, pour aboutir enfin en 1854 au rachat du droit de parcours que la congrégation possédait¹³. Quant à l'affaire Biselx, le conseil ne peut qu'espérer voir son ancien curé revenir. En attendant, le conseil s'entend avec le prévôt pour enlever l'administration du bénéfice paroissial au chanoine Marquis. Cette entente assez étonnante a été rendue possible par les prises de position controversées du remplaçant de Biselx.

Dès son retour de Rome, Filliez avait en effet reçu du chanoine Favre, curé de Sembracher, un rapport guère encourageant sur la situation à Orsières:

¹¹ Les péripéties de ces élections apparaissent dans ACO P668/23, 24 février et 3 mars 1850.

¹² Fidèle Joris (1822-1886), avocat et notaire, professeur, président d'Orsières, député 1852-1886, président du Grand Conseil 1877-81, président du tribunal d'Entremont 1857-1877, juge instructeur 1877-1886, conseiller aux Etats 1868-69, conseiller national 1878-1886.

¹³ ACO P525/11-12, correspondance avec le St-Bernard pour le rachat des droits de parcours et d'alpéages, 1850-1867.

“Tous les honnêtes gens d’Orsières restent inviolablement attachés à leur pasteur M. Biselx. Ils regrettent beaucoup que M. Marquis ait été destiné à le remplacer, pendant son absence. Il est assez bon prêtre, dit-on, mais il n’est pas propre à administrer la paroisse d’Orsières dans les circonstances actuelles; attendu que sa manière d’agir est favorable aux Radicaux et propre à affaiblir la cause des conservateurs. On dirait même qu’il affecte de plaire aux ennemis de M. Biselx, soit en chaire, soit ailleurs. La manière d’agir de M. Marquis est un triomphe pour les ennemis du clergé, qui regardent tous les autres prêtres comme des fanatiques. C’est peine perdue de lui donner des avis, il ne suit que sa tête.”¹⁴

La réaction du prévôt ne s’est pas fait attendre. Quelques jours plus tard, il envoie le prieur Hubert à Orsières pour s’occuper de l’administration temporelle du bénéfice paroissial. La lettre qui informe Marquis de cette décision contient aussi des critiques à peine voilées sur sa conduite trop arrangeante envers les adversaires de l’Eglise en ces temps difficiles:

“Aucun de nous ne peut ignorer qu’il ne peut consentir ni directement ni indirectement à aucune des nombreuses violations des lois ecclésiastiques et des droits y relatifs sans encourir, avec leurs violations, les censures excommunicatives.”¹⁵

Les premières décisions de Hubert ne seront pas de nature à calmer les esprits. Il nomme comme administrateur du bénéfice le notaire Rausis, ce qui fait tout de suite bondir Crettex. Dans le contexte agité des élections communales, cette nomination possède un enjeu politique important. Le préfet demande même au Conseil d’Etat d’intervenir pour mettre sous régie les avoirs paroissiaux¹⁶. Dès son accession à la présidence, Fidèle Joris se soucie d’éviter à tout prix ce contrôle étatique. Il rencontre les membres du gouvernement et il obtient d’eux un report de l’application de la régie en promettant que l’administration temporelle de la paroisse sera redonnée à son desservant¹⁷. Cette dernière manœuvre semble surtout destinée à temporiser en attendant le retour de Biselx.

Les doutes de Biselx à Rome

En même temps qu’à Orsières se passent des changements importants, la situation de Biselx à Rome évolue. Resté seul dans la Ville Eternelle, celui-ci réfléchit à ce qu’il doit faire. Les questions se pressent à son esprit. Le rôle d’un prêtre n’est-il pas de lutter pour ses convictions dans les moments difficiles? La seule sauvegarde de

¹⁴ AGSB 921/14, lettre du chanoine Favre au prévôt, 16 janvier 1850.

¹⁵ AGSB 3706/24, lettre du prévôt au chanoine Marquis, 24 janvier 1850.

¹⁶ AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 n°12, lettre de Crettex à de Torrenté, 18 février 1850.

sa personne n'est-elle pas pour un religieux une lâcheté? Biselx ne trouve pas le repos. Il imagine même demander à rentrer dans la communauté des chanoines de St-Pierre-aux-liens. Mais les pressions amicales du prieur Hubert le poussent à reprendre contact avec le prévôt pour s'expliquer et régler leur différent. A la fin janvier, le désir grandissant de revenir auprès des siens pousse Biselx à écrire à son supérieur pour lui exprimer sa totale obéissance aux ordres qu'il recevra¹⁸.

Le prévôt ne pouvait rester insensible à l'appel angoissé de son confrère perdu au loin. Il lui répond donc immédiatement, et la longueur de sa lettre montre l'intérêt qu'il porte à cette délicate affaire¹⁹. Cette réponse comprend deux parties. La première est un résumé précis des discussions qu'ont eues Filliez et Biselx dans les moments difficiles de leur voyage, et notamment à Rome avant le départ du prévôt. On y découvre un Biselx craintif et un peu paranoïaque qui croit que tous les malheurs du monde lui sont destinés et que personne n'est à ses côtés pour l'aider dans ces moments d'épreuves. La deuxième partie de la lettre est un vibrant appel fait à Biselx pour qu'il revienne auprès des siens. Parmi les arguments du prévôt pour hâter ce retour figurent la nouvelle composition du conseil communal d'Orsières, ainsi qu'une allusion aux difficultés engendrées par la présence de Marquis dans cette paroisse. Devant ces pressions et en fonction des renseignements fournis, Biselx se décide à partir de Rome le 5 mars 1850²⁰.

La prolongation du séjour romain de Biselx devenait de plus en plus mal vue dans la communauté et commençait d'ailleurs à faire jaser certains confrères. Le prévôt avait expliqué que Biselx souhaitait simplement rester à Rome pour admirer la rentrée du pape dans sa capitale. Mais cette affirmation n'avait convaincu personne. Tout le monde soupçonne que les relations tendues entre Filliez et Biselx ont permis cette situation. Le chanoine Lugon écrit ainsi à son confrère Deléglise²¹:

“D'après M. le prévôt, il semblerait que [M. Biselx] n'est resté à Rome que parce qu'il n'avait pas fini de voir la ville, du reste M. le prévôt ne parle de son compagnon qu'à regret pour ainsi dire et toujours en ayant l'air de s'en plaindre; c'est bien douteux s'ils ont été bons compagnons de voyage. Du reste M. le curé voyage en touriste, s'arrête en amateur devant chaque pierre qu'il rencontre.”²²

¹⁷ AGSB 3706/20, lettre du chanoine Joris au prévôt, fin février-début mars 1850.

¹⁸ Annexe 16: AGSB 3706/27a, lettre de Biselx à Filliez, 28 janvier 1850.

¹⁹ Annexe 17: AGSB 3706/27b, réponse de Filliez à Biselx, 13 février 1850.

²⁰ AGSB 3706/29, lettre de Mgr de Curtins à Filliez, 5 mars 1850.

²¹ Lugon Jean Joseph (1822-1882) de Monthey. Deléglise Pierre Joseph (1814-1888), professeur de théologie, prieur 1850-58, prévôt du St-Bernard 1866-1888.

²² AGSB 643, lettre de Lugon à Deléglise, 22 janvier 1850.

Une lettre du chanoine Barman²³ reprend à son compte quelques autres rumeurs qui devaient circuler dans la communauté au sujet de Biselx, en l'absence de renseignements précis²⁴. La charité chrétienne n'empêche décidément pas quelques remarques confraternelles fort peu amènes.

La date du retour de Biselx auprès des siens n'est pas connue, mais une lettre du 30 juin mentionne les nombreuses visites que celui-ci reçoit à l'hospice du St-Bernard²⁵. La plus grande partie du voyage de retour est effectuée, mais il reste encore une dernière étape à parcourir.

Le retour de Biselx auprès des siens

La situation n'évolue pas beaucoup durant l'été. Pour assister à des changements significatifs, il faudra attendre le mois de septembre qui marque traditionnellement la reprise de la vie publique après la pause observée durant les mois des récoltes et des séjours dans les alpages, et avant le début des vendanges. A Orsières, le seul fait marquant de cet été est le décès au mois d'août de Crettex, salué dans le Courrier du Valais comme "magistrat intègre et citoyen sincèrement dévoué aux institutions démocratiques"²⁶. Sa modération et son souci du respect des lois manqueront dans la commune au cours des mois qui vont suivre. Pendant l'été se déroule aussi le chapitre des chanoines du St-Bernard. La principale décision de cette assemblée est la nomination d'un nouveau prieur à la place de Hubert qui avait soutenu fidèlement Biselx dans les moments difficiles. Pour le remplacer, la communauté élit Deléglise. Il faut se rappeler qu'à la fin du séjour de Biselx à Rome, c'est à ce même chanoine que certains confiaient leurs impressions pas vraiment favorables sur le curé d'Orsières et sur toute cette affaire. Biselx a perdu en grande partie l'estime de ses confrères, et ses amis sont entraînés avec lui dans une mise à l'écart. Cette méfiance à son égard ne peut qu'inciter Biselx à tenter son retour à Orsières. Si les difficultés s'annoncent importantes, au moins est-il sûr de pouvoir compter sur un soutien chaleureux de sa famille et de ses amis.

Le 1^{er} septembre, le conseil communal semble répondre au vœu de Biselx. Il demande officiellement à l'ancien curé de revenir au milieu de ses paroissiens²⁷. Cette lettre écrite par le président Joris est un modèle d'écriture claire et précise. Les

²³ Barman Pierre-Marie (1817-1876) de St-Maurice.

²⁴ Annexe 19, AGSB 643, lettre de Barman à Deléglise, 5 mars 1850, deuxième partie.

²⁵ AGSB 643, lettre de Lugon à Deléglise, 30 juin 1850.

²⁶ Courrier du Valais, n°70, 28 août 1850.

²⁷ Annexe 20: APO, lettre du conseil communal à Biselx, 1 septembre 1850.

arguments s'enchaînent dans une parfaite logique interne. Le conseil présente d'abord ses regrets, ensuite l'espoir d'un retour de son curé légitime, enfin sa volonté d'apaisement. Un dernier paragraphe mentionne le dernier problème en suspens, celui du bénéfice. Biselx saisit tout de suite cette occasion d'effectuer sa rentrée. Revenu à Orsières durant les premiers jours du mois, il est immédiatement rattrapé par la justice. Le 9, à 23 h.30, le président du tribunal d'Entremont assisté d'un gendarme, veut procéder à l'arrestation du prêtre, par ordre de Maurice-Eugène Filliez, rapporteur du tribunal. Sur intervention du président Joris, du juge et d'autres personnes qui acceptent de garantir le versement des amendes dues par Biselx, l'arrestation n'a pas lieu²⁸. Le lendemain, la somme de 427 fr.95 réclamée par le tribunal est acquittée par le juge Ambroise Joris²⁹. Un chanoine parlera avec reconnaissance de ces braves paroissiens qui ont racheté leur curé, alors que le *Courrier du Valais* ne peut que critiquer la publicité faite à cette affaire par le clergé et ses partisans³⁰. En remerciement du soutien des autorités communales, Biselx ne peut faire moins que de remettre le livre des obligations du bénéfice entre les mains du président³¹. L'affaire qui traînait depuis plus de deux ans se résout en dix jours, à la satisfaction des autorités locales et du clergé. Cependant, il subsiste encore quelques mécontents. Des vitres sont cassées à la cure³², et Biselx n'ose pas monter en chaire les premiers temps. Il laisse le soin de la prédication à l'ancien prieur Hubert qui, fidèle à son amitié, est venu lui donner un coup de main à l'occasion de sa rentrée.

Une dernière manœuvre

Au début novembre, la méfiance envers Biselx prend une tournure particulière, par le lancement d'une pétition réclamant le retour de Marquis comme curé d'Orsières³³. Cette récolte de signatures et ses conséquences éclaireront de manière

²⁸ Annexe 21: AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, lettre de Maurice-Eugène Filliez au département, 10 septembre 1850.

²⁹ AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, lettres de Maurice-Eugène Filliez au département, 10 et 26 septembre 1850.

³⁰ AGSB 643, lettre de Deléglise à un confrère, 15 septembre 1850; *Courrier du Valais* n°79, 28 septembre 1850.

³¹ ATE Orsières 1848-50, c/curé Biselx, déclaration de Fidèle Joris, 12 septembre 1850.

³² AGSB 643, lettre de Deléglise à un confrère, 15 septembre 1850.

³³ Annexe 22: AEV DI, Contentieux 3040 Orsières 137/45, n°1-5, pétition adressée au Conseil d'Etat, novembre 1850; copies du texte de la pétition, AGSB 3706/39 et APO.

significative les différentes conceptions que les gens de l'époque se font de l'autorité ecclésiastique. Pour le prévôt ou pour l'évêque, la nomination d'un curé est du seul ressort de l'autorité religieuse. Pour certains dirigeants politiques, le poste de curé, par son importance, doit être soumis à un contrôle politique. Ici se retrouve une conception instrumentaliste de la religion, indispensable à l'ordre, mais dont la fonction sociale ne doit pas empiéter sur la sphère politique.

La pétition est lancée par le notaire Gaillard, président du tribunal d'Entremont et l'avocat Vernay, ancien membre de la Vieille Suisse converti aux réalités radicales. Pour rappel, lors de l'élection du juge en février 1848, Vernay et Fidèle Joris étaient dans le même camp pour affronter Gaillard et Florentin Lovay³⁴. Désormais, Vernay s'est lancé dans l'opposition au niveau communal, alors que Lovay, devenu secrétaire du conseil s'est rallié à la politique du président Joris. En deux ans, les alliances ont donc bien changé.

La récolte de signatures est d'abord un moyen de pression sur le prévôt du St-Bernard pour qu'il rappelle Marquis au poste de curé d'Orsières. Le conseil communal se retrouve dans une situation délicate. Ayant rappelé Biselx, il se doit de le soutenir. En même temps, il ne peut pas ignorer une demande qui rencontre un écho très favorable parmi la population. En quelques jours en effet, 396 signatures sont récoltées, ce qui correspond à 70% des citoyens aptes à voter. Ce score extrêmement clair cache toutefois une ambiguïté. Pour ceux qui ont lancé la pétition, réclamer le retour de Marquis sous-entend la nécessité de voir partir Biselx. Le conseil communal, au contraire, estime que la majorité des signataires désirent simplement le retour de Marquis en qualité de deuxième prêtre au côté de Biselx. C'est en ce sens que le conseil s'adresse au prévôt³⁵. Biselx, informé par l'autorité communale, s'en remet aux ordres de son supérieur quant à la présence de son confrère dans sa paroisse. Il n'hésite toutefois pas à afficher fortement ses préférences:

“Je viens de recevoir une députation du conseil de la commune qui me demande si je m'oppose au retour de M. Marquis. [...] J'ai répondu que je ne m'y opposais pas du tout, si c'est la volonté de mon supérieur, que M. Marquis et moi nous sommes religieux, et par conséquent soumis à qui de droit. Mais que moi je ne le demandais pas, mais que je l'aurais subi, que si l'on me laissait le choix d'en prendre un, ce ne serait pas celui là que j'aurais pris, sans avoir rien contre lui, que si telle est la volonté de mon supérieur, je saurais vivre en paix avec M. Marquis.”³⁶

³⁴ Florentin Lovay (1816-1895), vice-juge, secrétaire du conseil, président de la commune 1862-64, sous-préfet d'Entremont 1865-1881.

³⁵ AGSB 3706/37, lettre du conseil communal au prévôt, 8 novembre 1850.

Ayant insisté plusieurs mois pour que Biselx consente à revenir à Orsières, le prévôt ne pouvait abandonner son religieux dans ce moment difficile. Il refuse donc de rappeler Marquis³⁷, Les pétitionnaires s'adressent alors au Conseil d'Etat pour lui demander d'intervenir afin de faire cesser l'agitation qui se fait jour dans la paroisse depuis le retour du curé légitime. En souhaitant une intervention gouvernementale, Gaillard, Vernay et leurs partisans cherchent surtout à embarrasser le conseil communal à qui ils reprochent sa sympathie et ses accointances avec le clergé. Sous prétexte de querelles personnelles entre Biselx et Marquis, la question du bénéfice paroissial est toujours source de discordes, comme le reconnaît le chanoine Hubert:

“La pétition est à Sion et le bruit circule que l'on se propose d'enlever au bénéfice les obligations et de les appliquer aux écoles et autres besoins de la paroisse. Le rappel de M. Marquis ne serait ainsi qu'un prétexte pour arriver au but et avoir dans le refus un motif de faire mettre les biens sous régie et s'emparer des avoirs du bénéfice.”³⁸

Comme cette affaire pose beaucoup de problèmes et qu'elle implique la presque totalité des habitants de la commune, le Conseil d'Etat décide d'envoyer à Orsières une commission composée du conseiller d'Etat Rey et des préfets Zermatten et Amacker³⁹. Ces trois hommes arrivent à Orsières le samedi 23 novembre et ils commencent par vérifier les signatures de la pétition. Remarquant quelques irrégularités, ils décident d'organiser le lendemain une votation à propos du curé, la population étant invitée à choisir entre Biselx et Marquis. Ce dernier obtient les deux tiers des voix⁴⁰. Le conseil communal réagit vite à ce résultat. En 1848, l'administration du bénéfice avait été remise à Marquis pour éviter une surveillance de l'Etat dans ce domaine très important. Cette fois-ci, pour la même raison, c'est le

³⁶ AGSB 3706/38, lettre de Biselx à Filliez, 8 novembre 1850.

³⁷ AEV DI, Contentieux 3040, Orsières 137/45, n°6, lettre du prévôt à Vernay, 12 novembre 1850.

³⁸ AGSB 3706/43, lettre de Hubert au prévôt, 22 novembre 1850.

³⁹ AEV Prot.CE, 1101-47, p.161, séance du 20 novembre 1850;

François-Joseph Rey (1803-1853) de Lens, notaire, député au Grand Conseil 1847-48, conseiller d'Etat 1848-53

Joseph Zermatten (1806-1888) de Saint-Martin, avocat et notaire, député au Grand Conseil 1847-73, préfet du district d'Hérens 1847-75, conseiller aux Etats 1859-61

Joseph-Antoine Amacker (1794-1862) de Saint-Maurice, officier en France, député, préfet du district de St-Maurice 1847-1862, conseiller aux Etats 1857-59

curé Biselx qui est obligé de confier l'administration temporelle de la paroisse à l'exécutif communal:

“Pour éviter la régie gouvernementale M. Biselx a convenu avec M. le président et le vice-président que le conseil prendrait la régie, en conséquence le conseil a nommé trois régisseurs que M. le curé approuvera afin de leur éviter l'excommunication. On a cru agir ainsi pour le mieux.”⁴¹

Cette proposition à laquelle se rallient les commissaires du gouvernement a tout d'abord le mérite d'écarter la menace d'une intervention cantonale avec ce que cela signifie en terme d'autonomie communale. Ensuite, elle permet également à Biselx de se débarrasser des soucis temporels et à la commune d'obtenir la pleine possession de ce que la loi lui avait accordé. Enfin, cet accord montre l'habileté politique du président Joris qui a su dans un contexte défavorable obtenir un résultat salué par la grande majorité de ses concitoyens.

L'attitude de Marquis n'est pas très claire dans cette polémique. Il déclare bien qu'il refuse la cure d'Orsières sans l'accord de son supérieur, mais dans le même temps, certains de ses confrères l'accusent d'intriguer pour prendre la place de Biselx. Le chanoine Delasoie n'hésite pas ainsi à parler “d'antipathies confraternelles” entre Biselx et Marquis⁴². Dallèves va même plus loin:

“Vous connaissez, sans doute, les malheureuses affaires qui se passent à Orsières: elles sont d'autant plus regrettables que nos propres confrères n'y sont pas étrangers, parce qu'ils y ont plus ou moins donné lieu, les uns par une impardonnable bêtise, les autres par une malice bien calculée. Cette fâcheuse affaire nous fait un très grand tort. Tout le monde accuse M. Marquis et M. Rossier d'avoir travaillé contre M. le curé d'Orsières.”⁴³

Le reste de cette lettre est un résumé des tensions religieuses qui règnent dans l'entourage de l'évêque et dans la communauté du St-Bernard. Dallèves déplore surtout l'absence de modération du prévôt. Cet avis doit d'ailleurs correspondre à la pensée de l'évêque, Dallèves étant l'un de ses plus proches conseillers.

Comme annoncé dans la lettre de son chancelier, l'évêque s'attend à certaines difficultés à propos de la paroisse d'Orsières. L'annonce à Mgr de Preux des résultats

⁴⁰ Annexe 23: AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n°11, rapport adressé au département, 26 novembre 1850. Sur le même sujet, AGSB 3706/46, lettre de Hubert au prévôt, 25 novembre 1850

⁴¹ AGSB 3706/46, lettre de Hubert au prévôt, 25 novembre 1850.

⁴² AGSB 3706/47, lettre de Delasoie à Deléglise, 26 novembre 1850.

⁴³ Annexe 24: AGSB 643, lettre de Dallèves à Deléglise, 5 décembre 1850.

de la mission gouvernementale provoque toutefois sa stupeur et sa colère⁴⁴. Le chef du diocèse ne peut accepter que des citoyens se plaignent de leur curé au Conseil d'Etat au lieu d'en référer à l'autorité religieuse. De plus, il est inacceptable pour l'évêque qu'une délégation envoyée par le Conseil d'Etat incite des fidèles à se prononcer sur le choix de leur pasteur, en contradiction avec toutes les lois de l'Eglise. Il faut croire que ces arguments, ainsi que le souci de ne pas envenimer la situation à peine calmée entre l'Etat et l'évêché, ont fait réfléchir l'autorité politique qui s'est bien gardée de donner suite à la mission des trois commissaires. Ce silence de la part de l'autorité cantonale ne calme pas les ardeurs des opposants qui s'agitent de plus en plus. Hubert s'en fait une fois de plus l'écho:

“Aujourd’hui M. le curé de Sembrancher écrira au président Fidèle Joris à Sion pour le prier de donner ses ordres au conseil d’Orsières à l’effet de faire cesser les scandales qui ont lieu, comme de sonner pendant les sermons, et arrêter les charivaris qu’on prépare au curé Biselx. Depuis quelques jours, par prudence M. Biselx n’a pas prêché. Je l’ai remplacé et le ferai encore jusqu’à ce qu’il y ait un peu de calme.”⁴⁵

La lutte directe laisse place à une résistance plus passive. Dans une lettre adressée au Conseil d'Etat, les notaires Gaillard et Vernay réclament une fois de plus l'éloignement de Biselx, nécessaire pour un retour au calme.

“Si contre toute attente, le pouvoir exécutif ne pouvait ou ne voulait pas adhérer à notre demande, il ne nous resterait que la triste perspective de courber nos têtes sous le joug clérical et de voir reparaitre le retour de son règne et de sa puissance. [...] Nous devons encore vous observer que lorsque M. Biselx monte en chaire, la majeure partie des paroissiens sort de l'église pour ne pas l'entendre, sa présence à Orsières comme curé est donc sous tous les rapports nuisible.”⁴⁶

Quelques jours plus tard, Vernay et Gaillard retrouvent dans une nouvelle missive des accents tragiques:

“Faut-il donc qu’un seul homme, l’homme de paix, le représentant du Christ, celui qui doit être tout entier d’abnégation, vienne porter le trouble, la désolation, le malheur et les dissensions au milieu du peuple de cette paroisse.”⁴⁷

⁴⁴ AES 343.195, lettre du Conseil d'Etat à l'évêque, 10 décembre 1850, et AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières, n°12, réponse de l'évêque au Conseil d'Etat, 15 décembre 1850. (brouillons de la réponse de l'évêque, AES 208.115 et AES 343.199)

⁴⁵ AGSB 3706/51, lettre de Hubert au prévôt, 3 décembre 1850.

⁴⁶ AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n°13, lettre de Vernay et Gaillard au département, 18 décembre 1850.

⁴⁷ AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n°14, lettre de Vernay et Gaillard au département, 3 janvier 1851.

Mais l'affaire n'intéresse plus le Conseil d'Etat. La période n'est plus à la poursuite d'ecclésiastique et à la consolidation du pouvoir radical par tous les moyens de pression possible. Le rapporteur auprès du tribunal d'Entremont tente bien une dernière tentative judiciaire, mais il ne rencontre aucun succès. Il avait convoqué Biselx pour lui demander s'il acceptait les jugements par contumace portés contre lui. Et encore une fois, Biselx ne comparut pas, estimant que depuis le dépôt du livre des obligations l'affaire était classée. Le prévôt lui avait auparavant redit de contester la compétence du tribunal de district et de demander à être jugé par les tribunaux ecclésiastiques. Tout au long de la procédure contre Biselx, Filliez n'a donc pas modifié son point de vue intransigeant:

"Gardons nous de dévier de la voie que suivent en pareil cas les Pontifs vénérables qui ont préféré languir sur une terre étrangère plutôt que de condescendre aux exigences de l'autorité temporelle au détriment des lois de l'Eglise et des devoirs de prêtres consciencieux."⁴⁸

En l'absence du prévenu, la séance du 9 janvier 1851 n'apporte rien, comme le résume le rapporteur Maurice-Eugène Filliez.

"Je requis donc contumace contre [Biselx], et proposai un mandat d'amener; mais la commission désira prendre des informations sur l'opportunité de cette mesure et renvoya la décision. Dès lors, je résignai mes fonctions de rapporteur et je ne me suis plus occupé de cette affaire. J'ai la conviction que l'on y donnera pas suite à moins que vous ne leur donniez des instructions formels à ce sujet."⁴⁹

Les membres du tribunal ne désiraient plus poursuivre cette affaire qui n'avait que trop duré. Plus de trois ans s'étaient écoulés depuis l'installation du régime radical. L'enthousiasme des débuts avait laissé la place au réalisme. Personne ne souhaitait ouvrir à nouveau une dispute qui paraissait d'un autre âge. La confrontation entre religion et politique, si actuelle à la chute du Sonderbund, a tourné à l'avantage du gouvernement. Le Conseil d'Etat a négocié en position de force avec le diocèse et l'abbaye de St-Maurice, et il a montré au St-Bernard de quel côté se trouvait le pouvoir. A la fin de 1850, l'Etat a pris à la congrégation du St-Bernard tout ce qu'il était possible de prendre sans menacer l'existence de celle-ci. Le prévôt Filliez et ses confrères pourront bien se plaindre, il leur faudra soit s'adapter aux conditions nouvelles, soit perdre petit à petit ce qui reste de leurs biens, de leur pouvoir, de leur

⁴⁸ APO, lettre du prévôt à Biselx, 25 décembre 1850.

⁴⁹ AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, vol.3, octobre-décembre 1850, lettre de Maurice-Eugène Filliez au département, 27 janvier 1851.

influence. La vision radicale d'une Eglise soumise à l'Etat, telle qu'elle apparaît dans une lettre du docteur Claivaz, président du Conseil d'Etat, est devenue réalité:

“Nous voulons que la religion fleurisse et qu'elle puisse développer sans entrave son action bienfaisante. Notre appui lui est assuré, dans les limites constitutionnelles. Mais elle a son cercle d'activité bien tracé et elle saura s'y renfermer. Etablie pour faire ou préparer le bonheur de l'humanité, elle n'oubliera pas sa destination. Auxiliaire désintéressée du pouvoir civil, elle s'appuyera sur lui, et grâce à cette loyale entente, à cette confiance réciproque, le Valais pourra se relever de l'abîme où il est tombé.”⁵⁰

Au début de l'année 1851, l'affaire du curé Biselx est terminée, sur les plans juridiques et politiques en tout cas. Le gouvernement distribue certaines places pour calmer la résistance des plus mécontents: Maurice-Eugène Filliez est nommé préfet d'Entremont par le Conseil d'Etat en décembre 1850, Vernay lui succédant comme rapporteur auprès du tribunal de district⁵¹. Pendant ce temps, le conseil communal et le curé s'entendent pour soigner au mieux les affaires financières de la paroisse. Chacun semble satisfait. Mais le souvenir de cette période de tension demeurera longtemps dans l'esprit des ceux qui se sont affrontés. D'ailleurs, personne ne pouvait sortir indemne de cet épisode pendant lequel se sont étroitement mêlés les rivalités et les ambitions personnelles, les querelles politiques, les sentiments religieux. Il ressort malgré tout une impression de gâchis. A plusieurs occasions, un arrangement semble proche, et à chaque fois l'intransigeance d'un des protagonistes s'y oppose. La modération est bien une valeur très difficile à faire triompher dans les moments agités qui suivent un renversement brutal du pouvoir en place. Lorsqu'un nouveau régime s'installe, il faut beaucoup de clairvoyance pour réussir à toujours séparer la justice de la vengeance, et l'intérêt public des désirs individuels.

⁵⁰ AES 343.191, lettre du président du Conseil d'Etat Claivaz à l'évêque, 25 septembre 1850.

⁵¹ AEV Prot.CE, 1101-47, pp.163-64, 21 décembre 1850 et 8 janvier 1851.

Conclusion

Dès 1851, le calme semble revenu dans la paroisse d'Orsières. La présence du curé ne semble plus considérée comme une source d'agitation et de troubles. Pourtant, il ne faut pas croire que tout est redevenu normal. Le comportement des principaux acteurs de cette affaire au cours des années qui suivent indique au contraire que certaines rancœurs ne sont pas éteintes.

Biselx ne retrouvera jamais la pleine confiance de tous ses paroissiens. Il doit d'ailleurs le reconnaître lui-même à Noël 1854 lorsqu'il est obligé de demander au prieur Deléglise de lui envoyer un confesseur afin de ne pas mécontenter un certain nombre de fidèles:

“Certains individus avaient une grande répugnance de s'adresser aux confesseurs ordinaires de la paroisse. Ils désiraient pourtant sincèrement mettre ordre à leur conscience.”¹

Au prix de petits arrangements comme celui-là, les années se passent dans une relative quiétude pour le curé d'Orsières. Sentant le poids des ans, Biselx se retire en 1863. Le prévôt Filliez nomme alors pour lui succéder Jean Nicolas Hubert, l'ancien prieur, le fidèle confident des heures difficiles. Biselx continuera à habiter la cure d'Orsières, “partageant ses journées entre la lecture et les bonnes œuvres”², jusqu'à sa mort le 21 juillet 1870.

Si Biselx quitte totalement la scène politique communale une fois le calme revenu, ceux qui se sont battus soit pour le soutenir, soit pour le chasser, continuent quelques années à s'affronter lorsque les occasions se présentent. Par exemple, la lutte entre Fidèle Joris et Vernay se déplace sur la question de l'organisation des alpages³. Entre Gaillard et Joris, l'enjeu est la présidence du tribunal d'Entremont. Le second succède au premier en 1857 lorsque les conservateurs retrouvent le pouvoir en Valais. Mais même ces querelles-là s'épuisent, faute de combattants. Vernay meurt en 1854. Delarze, fatigué de ses luttes perpétuelles et du mépris de ses concitoyens, part en Amérique en 1857. Avec la mort de Gaillard en 1861 disparaît la première génération des leaders radicaux d'Orsières. Mais d'autres sont prêts à reprendre la relève et à se lancer dans des luttes politiques contre les conservateurs toujours emmenés par Fidèle Joris qui restera jusqu'à sa mort en 1886 une figure marquante de sa commune et même de son canton.

¹ AGSB 3706/60, lettre de Biselx au prieur Deléglise, 20 décembre 1854.

² “Notice nécrologique” in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 54e session, 1870-71, p.262.

³ BERTHOD, Orsières, 1983, pp.318-323.

Limites et perspectives

Au terme de ce travail, quelques remarques s'imposent. Tout d'abord, dans l'époque troublée qui caractérise le milieu du XIX^e siècle en Valais, la séparation idéologique entre les intervenants paraît bien souvent difficile à comprendre. Ce qui semble un engagement déterminé en faveur d'une cause ou d'une autre vient peut-être tout simplement d'une querelle de voisinage ou de famille. Pour saisir les motivations cachées des individus, il faudrait disposer d'archives privées, de lettres ou de carnets personnels. Il serait par exemple intéressant d'avoir le point de vue des notaires ou des politiciens concernés sur cette affaire du curé Biselx. En attendant une possible découverte de documents privés qui permettrait d'élargir la recherche, j'espère avoir montré la richesse des archives ecclésiastiques pour comprendre certains événements au cours desquels la religion ne joue pas forcément le premier rôle. A travers les aventures d'un chanoine peuvent se remarquer des aspects inédits de la vie politique et sociale d'une commune.

L'affaire Biselx permet aussi de suivre l'évolution des relations entre les communes et le canton. Dans les domaines de la santé, de l'instruction ou des finances, le rôle de l'Etat grandit au détriment de l'autonomie communale jusqu'alors très importante. Pour imposer son pouvoir dans les régions, le gouvernement cantonal n'hésite d'ailleurs pas à user de manœuvres et de pressions diverses: annulation d'élections, envois de commissaires, surveillance de la vie religieuse, etc. Les résistances locales ne parviendront pas à arrêter ce mouvement.

Finalement, les difficultés entre la commune d'Orsières et son clergé, les procès faits à Biselx, l'exil du chanoine en Italie puis son retour mouvementé, tout cela est significatif de la période de transition que vit le Valais à ce moment-là. Depuis la fin du Sonderbund, et une fois passés les instants de vengeance et de justice expéditive, le climat est à l'apaisement dans le canton. Le jeu démocratique, avec son alternance et ses débats d'idées, peut dès lors se mettre en place pour participer pleinement à l'évolution et aux changements que le Valais va connaître au cours des décennies suivantes.

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidé et soutenu durant la préparation et la rédaction de ce mémoire.

Ma reconnaissance va en premier lieu au Professeur François Jequier qui a dirigé ce travail avec compétence et disponibilité.

Un grand nombre de sources, souvent inédites, ont été rassemblées dans des archives tant ecclésiastiques que laïques. Pour les conseils apportés au cours de ces recherches et pour la mise à disposition de documents, je tiens à remercier:

- le chanoine Bernard Gabioud, prieur de l'hospice du Grand-St-Bernard, ainsi que ses confrères et tous ceux qui m'ont accueilli si agréablement lors de mes passages là-haut sur la montagne
- Hans Gisler, responsable des Archives de l'Evêché de Sion
- le chanoine François Lamon, curé d'Orsières
- Bernard Truffer et le personnel des Archives cantonales
- René Berthod, préfet du district d'Entremont, pour m'avoir fait découvrir la première trace du curé Biselx dans des documents retrouvés lors des récentes transformations effectuées dans le bâtiment du tribunal de district à Sembrancher
- l'administration communale d'Orsières

Finalement, pour leur présence, leurs encouragements généreux, leurs remarques critiques et leur soutien non seulement pendant la période de rédaction de ce travail mais tout au long de mes études, je tiens à remercier mes parents, mes frères et sœurs ainsi que mes amis.

Etat des sources et bibliographie

A) Sources manuscrites

Archives de l'Etat du Valais

Conseil d'Etat

- 1101: Protocoles des séances du Conseil d'Etat:
vol.47 (29 janvier 1848-6 août 1852)
- 1102: Minutes des Protocoles du gouvernement provisoire:
vol.3 (2 décembre 1847-26 janvier 1848)

Grand Conseil

- 1001: Protocoles du Grand Conseil
vol.32 (décembre 1847/janvier 1848) - vol.44 (décembre 1852/janvier 1853)

Département de l'Intérieur

**Ecclesiastica*

- 2: Hospice du Grand-St-Bernard
2.12-15
- 7: Parochiana
7.33 Orsières

**Politique et diplomatique*

- Elections et nominations dans les districts et les communes:
54.1 Entremont 1840-1850
- Elections et nominations cantonales désénales et communales:
57.2.10 Entremont 1842-1852

**Surveillance des communes*

- Administration des communes:
143.4.4 Orsières (1843-1862)
- Rapport des préfets d'Entremont:
146.12 Entremont (1848-1851)

**Contentieux 3040*

- Orsières 137/29+45

Département de Justice et Police

**Rapporteurs des districts:*

- I 87.110: Rapport Filliez, dénonciation contre Biselx

**Correspondance:*

- II 5030-2: Correspondance reçue, vol.2-3 (1848-1852)
- II 5030-3.1: Copies-Lettres, vol.14-15 (1848-1852)

**Tribunal central:*

- III 1540.1.1
 - 1.a Jugements rendus
 - 3 Procédures et enquêtes: Orsières 3.33-39

Archives de l'Evêché de Sion

**Paroisses et Prêtres*

- Orsières 208, n° 87- 90, 114-115.

**Relationes cum gubernio 343*

- n°130, 155-158, 172, 191-192, 195, 199.

Archives du Grand-St-Bernard (conservées à l'hospice)

**Collection générale:*

- 622 Difficultés de la Maison (1849)
622/65 Lettres d'Italie adressées au prieur Hubert
- 640 Recueils de documents (1847-1853)
- 643 Documents sur la situation de la Maison (mars 1848-1855)
- 670 Catalogue des confrères de la Congrégation (1894)

***Prévôts:**

921/14 Lettres reçues et envoyées par le prévôt Filliez

***Bénéfices ou Maisons en particulier:**

Orsières

3705 Déclaration de Crettex du 2 avril 1848

3706 Dossier de 61 documents concernant l'affaire du curé Biselx

***Dossiers personnels des chanoines**

5310 François Joseph Biselx

Archives du tribunal du district d'Entremont (à Sembrancher)

***Orsières**

1848-1850: c/curé Biselx

1848-1850: Crettex c/ Delarze

Archives paroissiales d'Orsières

Non classées: les documents concernant les démêlés du curé Biselx durant cette époque sont réunis dans deux paquets:

- Papiers concernant le curé Biselx
- Correspondance reçue par le curé Biselx (cités APOlettres)

Archives communales d'Orsières

***Protocoles des séances du conseil communal**

P 668/13 (1838) - P 668/25 (1852)

***Sonderbund**

P 591 Lettre pour loger l'armée chez les conservateurs

P 606 Mainmise sur le bénéfice de la cure

***Documents concernant le rachat des droits féodaux du Grand-St-Bernard**

P 486 Rachat de droits féodaux appartenant au St-Bernard, 29 octobre 1843

P 502 Rachat de redevances féodales au St-Bernard, 11 novembre 1855

P 525/11 Correspondance au sujet du droit de parcours des chevaux, 1850-67

P 525/12 Correspondance au sujet des droits d'alpéages du St-Bernard, 1859-1868

B) Sources imprimées

Publications officielles

Annuaire officiel du Canton du Valais, 1839-1852

Bulletin officiel du Canton du Valais, 1847-1852

Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, Tome VIII, 1847-1852

Journaux

L'Observateur (décembre 1847-février 1848), devient Journal du Valais (février-décembre 1848), puis Le Courrier du Valais (janvier 1849-décembre 1852)

Livres et brochures

AUDIFFRET, L.D.L., La Grande-Chartreuse, le Mt-Blanc et l'hospice du Grand Saint-Bernard. Paris: Librairie Waille, 1845, 248p.

BISELX, François Joseph, "Notice sur l'histoire naturelle du Mont St. Bernard", in Bibliothèque universelle, XI, 1819, pp.265-272; XII, 1819, pp.43-52 et pp.144-150.

BISELX, François Joseph, "Discours d'ouverture", in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 1830, pp.1-14.

CHARPENTIER, Jean de, Essai sur les glaciers et sur le terrain erratique du bassin du Rhône. Lausanne: M. Ducloux, 1841, 353p.

- HUBERT, Joseph-Nicolas, "Précis historique des événements d'Entremont arrivés en mai 1844", publié par André Donnet, in Vallesia, XXIV, 1969, pp.1-94.
- LUQUET, J[ean] F[rançois] O[nésime], Etudes historiques sur l'établissement hospitalier du Grand Saint-Bernard, précédées d'une Lettre à N.S.Père le pape Pie IX sur l'état de la Religion catholique en Suisse. Paris, Marseille, 1849, CCXXVII + 297p.
- PARROT, "Proposition pour rendre l'Hospice du St. Bernard une habitation moins insalubre", in Bibliothèque universelle, XV, 1820, pp.238-245.
- PICTET, A "Notice sur un établissement météorologique récemment formé au couvent du Grand St. Bernard", in Bibliothèque universelle, VI, 1817, pp.106-115.
- PICTET, "Note et proposition sur l'Hospice du St. Bernard", in Bibliothèque universelle, XVII, 1821, pp.334-338.
- RILLIET-DE CONSTANT, Louis, Novembre et décembre 1847: Fribourg, Valais et la première division. Berne: Staempfli, 1848, 252p.
- DE LA RIVE, Auguste, "Notice sur la quinzième session de la société helvétique des sciences naturelles, réunie à l'hospice du Grand Saint-Bernard, les 21, 22 et 23 juillet 1829", in Bibliothèque universelle, XLI, 1829, pp.256-264.
- FILLIEZ, Maurice Eugène, La vérité à mes concitoyens. Lausanne, 1847, 67p.
- "Lettres d'exil de Maurice-Eugène Filliez à son frère Benjamin (1844-1847)", publiées par André Donnet, in Vallesia, XXI, 1966, pp.279-339.
- "François Joseph Biselx" (nécrologie), in Actes de la société helvétique des sciences naturelles, 54e session, 1870-1871, pp.261-263.

C) Bibliographie

Ouvrages de référence

- Dictionnaire historique et biographique de la Suisse. Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol.+1 suppl.
- BINER, Jean-Marc, "Autorités valaisannes 1848-1977/79: Canton et Confédération", in Vallesia XXXVII, 1982, 401p.
Indispensable pour ses notices biographiques de tous les membres des autorités politiques ou judiciaires du canton et des districts.
- TAMINI, Jean-Emile et DELEZE, Pierre, Nouvel essai de Vallesia Christiana. St-Maurice: Ed. St-Augustin, 1940, 528p.
Contient de courtes notices biographiques des religieux valaisans.
- KUENZI, Frédéric et BERTHOD, René, Bibliographie orsérienne. Praz-de-Fort: Bibliothèque du Musée, 1993, XIX + 543p.
Répertorie les livres touchant à la commune (ouvrages historiques, guides touristiques, romans, brochures, etc.)
- MEYER, Léo, Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900. Berne: Staempfli, 1907, 98p.

Ouvrages et articles généraux sur le Valais et sa situation religieuse

- BORTER, Léopold, "L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais: 1839-1849", trad. par Grégoire Ghika, in Ann.Val., 1964, pp.244-420.
Bonne synthèse des difficultés de l'Eglise valaisanne avant et juste après le Sonderbund.
- QUAGLIA, Lucien, La Maison du Grand-Saint-Bernard: des origines aux temps actuels. Martigny: Pillet, 1972, 555p.
- ZENHAUSERN, Gregor, Les chanoines réguliers de Saint-Augustin en Valais: I, Le Grand-Saint-Bernard. Bâle: Helbing & Lichtenhahn, 1997. (Helvetia Sacra IV/1)
Deux présentations très fouillées de l'histoire de cette communauté.

- ARLETTAZ, Gérald, Les tendances libérales en Valais (1825-1839). Fribourg, 1971, 242p. (Série Mémoire de licence 11)
- ROTEN, Rosemarie, Les débuts du radicalisme en Valais, 1840-1848. Fribourg, 1971, 181p. (Série Mémoire de licence 12)
- REY, Pierre-Michel, Le régime radical en Valais 1847-1857. Fribourg, 1971, 229p. (Série Mémoire de licence 13)
- Trois ouvrages indispensables sur le Valais de l'époque, notamment sur le plan politique et sur celui des idées.
- Développement et mutations du Valais, par Gérald ARLETTAZ, Jean-Henri PAPILLOUD et al. Sion: Groupe valaisan de sciences humaines, 1976, 272p.
- Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914), par Jean-Henri PAPILLOUD, Gérald ARLETTAZ, et al. Sion: Groupe valaisan de sciences humaines, 1979, 330p.
- BERTRAND, Jules-Bernard, "La fondation de la Vieille-Suisse en Valais", in Ann.Val., 1943, pp.78-90.
- BERTRAND, Jules-Bernard, "La Jeune Suisse et ses débuts en Valais 1835-1840", in Ann.Val., 1936, pp.134-153.
- CALPINI, Jacques, "L'organisation des milices valaisannes de 1815    1875", in Vallesia, XVII, 1963, pp.1-118.
- RIVAZ, Paul de, Histoire contemporaine du Valais. Sion: Fiorina & Pellet, 1946, vol.1, 142p.
- ROHRER, Françoise, "La mission Delarageaz en Valais: décembre 1847-février 1848", in Ann.Val., 1976, pp.3-72.
- SALAMIN, Michel, Le Valais de 1798 à 1940. Sierre: Ed. du Manoir, 1978, 324p.
- SEILER, Andreas, "Histoire politique du Valais 1815-1844", trad. par Grégoire Ghika, in Ann.Val., 1951, pp.453-577.

Ouvrages particuliers sur Orsières et sur l'Entremont

- L'  glise au milieu du village, sous la dir. de Jacques DARBELLAY et Catherine RAEMY-BERTHOD. Orsières, 1996, 123p.
- Plaquette réalisée à l'occasion du centenaire de la construction de l'  glise paroissiale: présente quelques éléments d'histoire de la paroisse.
- Une région, un passage: l'Entremont de la fin du Moyen âge à nos jours, sous la dir. de Pierre DUBUIS. [Orsières]: Ed. du Bimill  naire du Gd-St-Bernard, 1989, 214p.
- S'intéresse au rôle de la route du St-Bernard sur la vie locale.
- BERTHOD, René, Orsières, ma commune. Orsières: Administration communale, 1983, 488p. + annexes.
- Ouvrage de base pour une approche claire de l'histoire locale. Pour le XIX   siècle, s'appuie en grande partie sur les protocoles du conseil communal.
- FELLAY Christine, La commune de Bagnes (1814-1857). Mémoire présenté à la Faculté des lettres de Genève, 1980, 145p.
- GABBUD, Jean-Yves, Bagnes au temps de la bataille de Corberaye. Sion: Ed.VP, 1997, 159p.
- JORIS, Gérard, Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIX   siècle. Fribourg, 1973, 170p. (Série Mémoire de licence 21)
- Présente les caractéristiques fondamentales d'une population de montagne confrontée à une période de changements.
- RAYNAULD, Fran  oy, Formation et évolution d'une élite dans une vallée alpestre. Le cas de Bagnes en Valais (Suisse). Mémoire présenté à la Faculté d'anthropologie de Montréal, 1976, 323p.
- Vision intéressante d'un étudiant canadien sur l'évolution au fil des siècles des dirigeants d'une communauté montagnarde.
- ROSSIER, Eloi, "La démographie du district d'Entremont 1850-1950", in Idéologies et populations. Sion: GVSH, 1985, pp.117-138.
- SALAMIN, Daniel, Pauvreté et assistance en Valais au XIX   siècle: le cas de la commune de Bagnes. Mémoire présenté à la Faculté des lettres de Genève, 1976, 149p.

Autres ouvrages

- La Bibliothèque universelle (1815-1824): miroir de la sensibilité romande au XIXe siècle, sous la dir. de Yves BRIDEL et Roger FRANCILLON. Lausanne: Payot, 1998, 351p.
- Histoire du christianisme des origines à nos jours, Tome 11: Libéralisme, industrialisation, expansion européenne (1830-1914), sous la dir. de Jacques GADILLE et Jean-Marie MAYEUR. Paris: Desclée-Fayard, 1995, 1172p.
- Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses. Lausanne: Payot, 1982-1983, 3 vol.
- ALTERMATT, Urs, Le catholicisme au défi de la modernité: L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIXe et XXe siècles. Lausanne: Payot, 1994, 389p.
- ALTERMATT, Urs, Catherine BOSSHART-PFLUGER et Francis PYTHON, "Katholiker und Katholizismus im 19. und 20. Jahrhundert", in Revue suisse d'histoire, 41, 1991, pp.493-511.
- AUBERT, Roger, Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours, 21: Le pontificat de Pie IX. Paris: Bloud & Gay, 1963, 592p.
- POUTHAS, Charles, Le pontificat de Pie IX. Paris: Centre de documentation universitaire, 1962, 337p.
- PYTHON, Francis, Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund, 1846-1856: intervention politique et défense religieuse. Fribourg, 1987, 616p. (coll. Etudes et recherches d'histoire contemporaine 10)

Tableau des annexes

1- lettre du préfet Crettex au président d'Orsières Delarze	27.03.1848	p.74
2- lettre du prévôt Filliez à l'évêque de Sion	30.03.1848	p.75
3- lettre de l'évêque au président Delarze	31.03.1848	p.77
4- lettre du président du Conseil d'Etat à l'évêque	7.04.1848	p.78
5- lettre du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté	8.04.1848	p.79
6- lettre de l'évêque au président du Conseil d'Etat	10.04.1848	p.81
7- lettre du prévôt Filliez au président du Conseil d'Etat	10.04.1848	p.84
8- lettre du président Delarze à l'évêque	24.04.1848	p.86
9- premier jugement rendu contre le curé Biselx	4.08.1848	p.87
10- lettre du conseiller d'Etat de Torrenté au préfet Crettex	7.12.1848	p.89
11- lettre du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté	11.12.1848	p.90
12- lettre du prévôt Filliez au curé Biselx	15.12.1848	p.91
13- lettre de Delarze et Crettex au rapporteur M.-E. Filliez	24.12.1848	p.92
14- procuration donnée au notaire Rausis par le prieur Hubert	9.11.1849	p.93
15- deuxième jugement rendu contre le curé Biselx	2.01.1850	p.94
16- lettre du curé Biselx au prévôt Filliez	28.01.1850	p.96
17- lettre du prévôt Filliez au curé Biselx	13.02.1850	p.97
18- lettre du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté	18.02.1850	p.100
19- lettre du chanoine Barman à son confrère Deléglise	5.03.1850	p.101
20- lettre du conseil communal d'Orsières au curé Biselx	1.09.1850	p.103
21- lettre du rapporteur M.-E. Filliez au conseiller d'Etat Rey	10.09.1850	p.105
22- pétition de citoyens d'Orsières au Conseil d'Etat	9.11.1850	p.106
23- rapport au Conseil d'Etat de la commission envoyée à Orsières	26.11.1850	p.107
24- lettre du chanoine Dallèves au prieur Deléglise	5.12.1850	p.108
25- lettre du président du Conseil d'Etat à l'évêque	10.12.1850	p.110
26- lettre de l'évêque au président du Conseil d'Etat	15.12.1850	p.112
27- aperçu de la valeur du bénéfice paroissiale d'Orsières	[12]1850	p.114
28- carte de la commune d'Orsières		p.116

Annexe 1: lettre du préfet Crettex au président Delarze, demandant le renvoi du curé Biselx de sa cure

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Parochiana, 7.33 Orsières, n°2

Orsières, le 27 mars 1848

Le préfet du district d'Entremont à Monsieur le président de la commune d'Orsières

Monsieur,

Le Conseil d'Etat ayant été convaincu par divers informations que M. le curé Biselx a complètement démerité de la confiance du pouvoir civil et du peuple de sa paroisse, a en conséquence pris la résolution définitive de procéder au remplacement du dit curé dans le plus bref délais¹.

Je suis donc en conséquence chargé de vous informer que le curé doit quitter le presbytère pour le 1^{er} avril prochain au plus tard.

Veuillez vous mettre en mesure de signifier à monsieur Biselx l'ordre de quitter la cure pour le premier avril, époque que ses fonctions cesse; à défaut de soumission à cet ordre, vous êtes autorisé à requérir main forte chez le préfet, pour que la cure soit délivré de cet homme animé de sentimen subversifs de l'ordre public.

Je vous recommande toute fois de traiter cet ecclésiastique avec tous les egards due à son caractère, tout en veillant que le but principal de son éloignement ne soit pas éludé.

Monsieur Métrailler² est nommé administrateur et doit commencer dimanche.

Agréé, M. le président, l'assurance de ma considération très distinguée

Le préfet du district, Crettex

¹ Décision du Conseil d'Etat, AEV Prot.CE 1101-47, p.15, 23 mars 1848.

² Etienne Antoine Métrailler (1790-1850), prêtre diocésain, recteur de Salins depuis 1847.

Annexe 2: lettre du prévôt Filliez à l'évêque de Sion, à propos de l'expulsion annoncée de Biselx de sa cure

Archives de l'évêché de Sion: Paroisses et prêtres, Orsières 208.114

Martigny, le 30 mars 1848

Monseigneur,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Grandeur la copie littérale d'une lettre adressée à M. Biselx, curé d'Orsières, par le président de cette commune, le nommé Delarze, ex Jeune Suisse.

"Fully, 29 mars 1848

Monsieur le curé,

D'après la lettre que je viens de recevoir, vos fonctions cessent pour le premier avril, soit samedi prochain; en conséquence pour dimanche le deux avril ordre vous est fait de quitter la cure d'Orsières, en même tems ordre vous est fait de ne rien toucher du mobilier qui se trouve dans la cure, et même ordre de rapporter ce que vous avez fait enlever, à ce défaut vous serez traduit par devant les tribunaux correctionnels.

Agréez Monsieur le curé, l'assurance de ma considération très distinguée.

Etienne Joseph Delarze, président"³

C'est donc ainsi, Monseigneur, que l'autorité civile, que de simples laïcs vont trafiquer les bénéfices ecclésiastiques, et chasser à bon plaisir, les pasteurs canoniquement établis et investis du bénéfice pastoral! et cela sans aucune forme de procédure. Où ira-t-on Monseigneur, si l'autorité spirituelle et les droits d'un tiers sont foulés aux pieds et méconnus, sans compensation d'ailleurs, pour le tort qui en résulte nécessairement?

Monsieur Biselx curé d'Orsières, en me donnant copie de la lettre du président Delarze, m'écrit ce qui suit:

"Vous aurez la bonté de faire connaître ces dispositions à Monseigneur, pour que je reçoive de mes deux supérieurs les directives qui sont nécessaires à ma conduite. J'ai mis opposition par mes protestes pour l'inventaire, j'ai méconnu sa compétence, etc. Je continuerai, avec la grace de Dieu, dans la même voie, aussi dussé je en être victime. Je m'attends ou plutôt je sais que

³ Original de cette lettre, AGSB 3706/1.

les ordres ont été donnés de me citer au tribunal, je ne reconnaitrai pas la compétence et suivrai la voie de ma conscience. Priez pour moi, si vous pouvez envoyez moi votre manière de penser."

Plus bas il ajoute:

"Je ne donnerai pas ma démission en faveur d'un prêtre que n'entrerait pas par la véritable porte."⁴

De mon côté, Monseigneur, je proteste formellement contre toute violation des droits de la prévôté et de la Maison du Grand St Bernard, et de ses religieux eux-mêmes, touchant les bénéfices réguliers, ainsi que sur toute autre atteinte faite ou à faire à leurs droits. Je me réfère à mes protestes de décembre 1847⁵ que j'ai fait passer à Votre Grandeur qui a bien voulu me promettre de les respecter, et de les faire respecter, comme de fait. Elle l'a fait par sa protestation solennelle adressée au Gd Conseil.

Dans le cas actuel, M. Biselx demandant mon avis, je lui ai répondu qu'il ne devait quitter sa cure et son bénéfice qu'alors qu'il serait expulsé par la force brutale: en ce cas, il devait résider dans la paroisse, à Issert ou à la Rosière, et si le vicaire était chassé aussi, ils devaient se placer de manière à ce que les fidèles puissent facilement recourir à leur ministère pastoral pendant les Pâques qui vont s'ouvrir. M. Biselx jouit de la confiance de tous les honnêtes gens de sa paroisse; le radicalisme seul, et pas même en totalité la lui refuse, et voudrait le faire partir, pour y placer un prêtre qui entrerait, sans doute, dans leurs projets anti religieux.

C'est pourquoi je prie instamment Votre Grandeur, de défendre, par son autorité Episcopale, nos bénéficiers injustement persécutés, ainsi que de suspendre au besoin tout prêtre qui aurait la faiblesse ou la malice d'occuper un ministère ou une place dont la nomination, soit collation nous appartient. Vous pouvez compter Monseigneur, que les prêtres religieux et approuvés ne quitteront pas nos paroisses, afin que les fidèles ne soient pas privés de secours spirituels.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'hommage de la profonde vénération avec laquelle je suis, de Votre Grandeur,

le très humble et obéissant serviteur

le prévôt du Grand St Bernard

François Benjamin Filliez

⁴ La lettre originale de Biselx n'a pas été retrouvée.

⁵ AEV DI, Ecclesiastica 2.12, lettre du prévôt au gouvernement provisoire, 21 décembre 1847.

Annexe 3: lettre de l'évêque au président d'Orsières Delarze pour lui demander de ne pas expulser Biselx de sa cure

Archives de l'évêché de Sion: Paroisses et prêtres, Orsières 208.87

Lettre de Monseigneur au président de la commune d'Orsières

Sion le 31 mars 1848

Monsieur le président,

Nous venons de recevoir la copie d'une lettre que vous avez adressée, sous date du 29 courant, à M. le curé d'Orsières, pour lui fixer, sans notre participation, le jour où, d'après vos ordres, il aurait à cesser son ministère pastoral, et à quitter la cure du dit lieu. Une aussi étrange démarche a nécessairement dû Nous frapper d'étonnement, pour ne pas dire indigné, parce que Nous y voyons un empiétement sur les droits de l'Eglise, une usurpation de l'autorité ecclésiastique et une infraction manifeste des canons ou des règles de l'Eglise, qui ne permettent pas même à un évêque de destituer un curé canoniquement institué, sans lui faire un procès. C'est pourquoi il est de notre devoir de protester auprès de vous contre un tel procédé. Comme catholique vous ne pouvez ignorer que les mesures que vous venez de prendre contre M. le curé d'Orsières, sont exclusivement du ressort de l'autorité ecclésiastique, qui seule institue, suspend et destitue les pasteurs des âmes. Nous voulons bien croire que respectant la voix du premier pasteur du diocèse, vous vous abstiendrez de donner suite aux ordres que vous venez de donner contre le digne prêtre, que Nous ne cesserons de regarder comme le seul pasteur légitime de votre paroisse. C'est pourquoi Nous lui ordonnons de ne pas abandonner son troupeau, qui, comme Nous le savons, l'entoure de son estime, de sa confiance et de son amour; et Nous lui défendons de faire place à un intrus.

Dans l'espoir que vous reconnaîtrez que votre démarche ne doit pas avoir de suites ultérieures qui ne pourraient que compromettre gravement votre conscience, Nous avons l'honneur d'être avec une considération distinguée,

Pierre Joseph, évêque de Sion

Annexe 4: lettre du président du Conseil d'Etat à l'évêque de Sion, sur la situation de certains ecclésiastiques

Archives de l'évêché de Sion: Relationes cum gubernio 343.155

Sion, le 7 avril 1848

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais, à Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Sion

Monseigneur,

Sous date du 7 février dernier, nous avons eu l'honneur de communiquer à votre Grandeur le décret du 29 janvier proche écoulé qui porte, entre autres, "art.1. Si l'évêque de Sion n'accepte pas le droit de collature des bénéfices dont la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la maison du St Bernard ou à l'Abbaye de St Maurice, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, ce droit est dévolu à l'Etat".

Notre missive du 7 février étant restée sans réponse, nous sommes autorisés à penser que votre Grandeur n'accepte pas la collature des bénéfices dont il s'agit, et nous venons l'informer que le Conseil d'Etat va procéder au remplacement de quelques desservans; de ceux d'abord dont le maintien est incompatible avec le repos et la réconciliation de leurs ouailles. M. Biselx, par exemple, ne pouvait être toléré plus longtemps à Orsières. Le Conseil d'Etat va faire administrer cette cure par M. Ant. Métrailler, recteur à Salins, jusqu'à la réunion du Grand Conseil.

Nous saisissons cette occasion de rappeler à votre Grandeur le contenu de nos offices des 13 février et 18 mars derniers et nous l'invitons à faire procéder, sans plus de retard, à la nomination des curés d'Ardon et de St Séverin⁶.

Nous attendons votre réponse dans la journée de demain, Monseigneur, et nous y mettons d'autant plus d'importance que nous apprenons que plusieurs ecclésiastiques s'étaient des directions de votre Grandeur dans leur refus d'absoudre des citoyens qui ont voté le décret du 11 janvier dernier.

Nous saisissons cette occasion pour présenter à votre Grandeur l'assurance de notre profonde vénération.

Le président du Conseil d'Etat, Barman

Le secrétaire d'Etat⁷

⁶ Le curé d'Ardon était le chanoine André Derivaz, député du clergé au Grand Conseil. Il s'était réfugié à Evian à la capitulation du Valais. A St-Séverin (Conthey), le curé Chrétien Massy (1806-1867) est remplacé en 1848 par Jean Joseph Udry (1798-1872).

⁷ Il manque la signature du secrétaire d'Etat Charles-Louis de Bons (1809-1879).

Annexe 5: rapport du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté, sur l'expulsion de Biselx de sa cure

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Rapport des préfets: 146.12 Entremont, n°4

Orsières, le 8 avril 1848

Monsieur le conseiller d'Etat,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport de ce qui s'est passé à la cure d'Orsières, les derniers jours de mars et premier d'avril, au sujet de l'expulsion de curé Biselx.

Le 29 mars, l'autorité municipale fit notifier au curé Biselx la cessation de ses fonctions et qu'il ait à évacuer la cure pour le premier avril à peine de voir user des moyens de force. Cette nouvelle fut répandue de suite à Fully, là où les Entremontans sont en carême, et les plus dévoués se sont rendus de suite à la cure pour faire la garde du curé. Le premier avril, une commission accompagnée du Président se transporta au presbytère pour donner suite à l'ordre d'évacuer du 29 courant. Le curé protesta qu'il ne sortirait que par la force, cette protestation faite en présence des ambrigadés. La commission se retira dans l'idée de la nécessité d'employer la force pour déblayer la cure de cet homme dangereux. Les individus présents au réfectoire, pendant le colloque de l'autorité avec le curé était au nombre de dix, avec cinq ou six femmes, il y en avait aussi dans des autres chambres: on en a vu en cuisine. Parmi ces gens rebelles, se trouvait le curé de Liddes⁸, celui de Sembrancher⁹, le notaire Jean Joseph Rausis d'Orsières, le plus furieux fanatique des temps passés.

Le dimanche deux avril, à la requête du Président d'Orsières, je me rendis à la cure, accompagné de quelques membres du conseil et du gendarme de station à Sembrancher, à l'effet d'obtenir prompt obéissance aux ordres supérieurs. L'entrevue a été longue, et après toutes les protestations il a fini par me donner le bras pour sortir de la cure et je l'ai conduit chez son neveu le notaire Rausis, là où il est actuellement. Je dois à la vérité dire que le curé s'est borné à protester contre le décret du 29 janvier, comme étant injuste; il n'a tenu aucun propos offensant contre les autorités constituées, ni contre l'ordre des choses établi en Valais. Les gardiens, de ce jour là, n'ont dit mot.

⁸ Sébastien Pellaud (1792-1858), chanoine du St-Bernard, curé de Liddes depuis 1839.

⁹ Jean Nicolas Favre (1786-1861), chanoine du St-Bernard, curé de Sembrancher depuis 1839.

Le président d'Orsières me signale le nommé Emmanuel Addy comme le plus compromis dans l'ambuscade de la cure pour avoir voyager de jour et de nuit pour appeler un poste assez fort pour résister à l'autorité. Il demande que cet individus soit écarté de la commune et qu'il soit relégué pour quelques temps a la maison de corection a Sion. Je ne puis qu'apuiier cette demande, vû que cet un incorrigible de premier ordre, et un désœuvré qu'il faut occuper. Ce sera le troisième fois qu'il ira manger le pain des mauvais sujets aux prisons de Sion. L'individu n'a rien et est enfant naturel.

Voilà, Monsieur le conseiller d'Etat, un petit détail sur le premier pas que nous avons fait pour nous débarrasser d'un mauvais pasteur. Le grand coup est encore a faire. L'individus, quoique hors de la cure, est toujours dans la commune et a toujours les mêmes moyens de bouleverser tout, par son esprit diabolique. S'il a eu les sentiments de ne pas faire usage des embrigadés, ce n'est que pour mieux ménager son coup quand on le sortira d'Orsières.

Les bruits qui circulent parmi la population l'inquiette, tels que l'excommunication pour tous ceux qui ont voté le Décret du 29 janvier, etc, etc, et que le prêtre qui doit nous assister est un mauvais sujet. Ces bruits sont débités par le curé Biselx et colportés par ses prosélites.

Veillez, s'il vous plait, nous débarrasser au plus vite de cet homme ennemi de l'ordre et de la paix. Et agréez, Monsieur le conseiller d'Etat, l'assurance du dévouement de votre serviteur

Crettex, préfet

Annexe 6: lettre de l'évêque au président du Conseil d'Etat, en réponse à la lettre du 7 avril 1848 (annexe 4)

Archives de l'évêché de Sion: Relationes cum gubernio 343.156

Sion, le 10 avril 1848

L'évêque de Sion à M. le Président du Conseil d'Etat

Monsieur le Président,

Par votre office du 7 courant, le Conseil d'Etat vient de Nous informer que par Notre silence à sa missive du 7 février, il se croit autorisé à penser que Nous n'acceptons pas la collation des bénéfices, laquelle a appartenu jusqu'ici à la Maison du St Bernard et à l'Abbaye de St Maurice. En venant par Notre réponse le confirmer dans sa pensée, Nous croyons qu'il est de Notre devoir de lui faire, en même temps, connaître les raisons qui Nous ont déterminé à ne pas accepter la collation dont il s'agit, quoiqu'elles se trouvent déjà, en substance, exposées dans le mémoire que Nous eûmes l'honneur d'adresser au Grand Conseil, sous date du 29 décembre proche écoulé.

Tout avantageuse que pourrait être pour le Siège que Nous occupons, l'offre que contient le décret du 29 janvier dernier, cependant Notre conscience, à laquelle Nous devons conformer Nos actes publics aussi bien que privés, Nous fait un stricte devoir de respecter un droit légitimement acquis à la maison du St Bernard et à l'Abbaye de St Maurice; droit pour la conservation duquel les deux Maisons ont formellement protesté; droit dont elles ne peuvent se dessaisir de leur chef; droit dont elles ne peuvent être privées que par le Souverain Pontife. Ce sont là, Monsieur le Président, autant de dispositions des Saints canons, dont Nous ne pouvons Nous écarter, sans manquer à l'obéissance que Nous devons à l'Eglise; sans violer la promesse formelle que nous avons faite aux pieds des autels le jour de Notre consécration épiscopale, et par conséquent, sans Nous compromettre gravement aux yeux de celui que Nous reconnaissons pour chef de l'Eglise. Nous attendons sa décision, qu'il parle, qu'il ordonne et Nous voilà prêt à Nous conformer à sa voix. Nous accepterons avec reconnaissance ce qu'il lui plaira de Nous accorder, et Nous refuserons avec soumission, ce qu'il Nous ordonnera de refuser. En parlant ainsi Nous ne faisons que Nous conformer aux sentimens et à l'avis que Nous avons reçu de la bouche même de l'envoyé extraordinaire du Saint Siège.

Nous venons de vous parler des Saints canons de l'Eglise; Nous Nous permettons de vous faire observer que se sont eux encore qui déterminent les

modes par lesquels un bénéfice devient vacant; ils n'en assignent que deux, ce sont: la libre résignation du titulaire faite entre les mains de l'Evêque ou de l'Ordinaire du lieu, et la légitime destitution du bénéficiaire; mais pour que celle ci soit valide, il est requis qu'elle soit basée sur des raisons spécifiées dans le droit canon, accompagnée des formalités prescrites et prononcée par l'Evêque ou le juge ecclésiastique. Ce sont là des prescriptions qu'il n'est pas permis à l'Evêque d'outrepasser: or il n'est pas en Notre connaissance que M. Biselx ait librement résigné le bénéfice cure d'Orsières dans lequel il a été canoniquement institué par le R^me Evêque Notre prédécesseur d'heureuse mémoire¹⁰. Aucune destitution, non plus, n'a été prononcée par Nous, qui n'avons jamais reçu aucune plainte contre le dit curé de la part de ses ouailles, dont le beaucoup plus grand nombre au contraire, l'entourent de leur vénération, de leur estime et de leur confiance. C'est pourquoi ils nous ont supplié de ne pas leur enlever un si digne pasteur, comme il conste par des actes que Nous avons en main¹¹. Aussi Nous ne pouvons Nous cacher la surprise et la peine que Nous éprouvâmes en lisant dans votre missive du 7 courant, qu'il s'agissait de remplacer le dit curé dans son bénéfice, tandis que celui ci n'est pas vacant; car si le Conseil d'Etat l'ignore, Nous devons l'informer que la vacance de droit d'un bénéfice est une condition nécessairement requise pour pouvoir procéder valablement à sa repourvue; et qu'il ne Nous est pas donné de la changer ni de la modifier.

C'est pourquoi Nous ne pouvons reconnaître le R^d Etienne Métrailler, recteur actuel de Salins, comme administrateur de la paroisse d'Orsières; et s'il présomait de s'immiscer, contre le gré du pasteur légitime, dans l'administration de la paroisse, Nous devons le regarder comme un intrus, dont les actes seront frappés de nullité, parce qu'il n'aurait pas été nommé ni approuvé par l'ordinaire, de qui seul émane la juridiction spirituelle nécessaire pour administrer une cure devenue vacante. Car il est à observer que le droit de collation ne donne pas celui de nommer un administrateur, droit qui appartient exclusivement à l'Evêque, et que Nos prédécesseurs ainsi que Nous, avons constamment exercé, même relativement aux bénéfices-cures dont la collation n'appartient pas au Siège épiscopal de Sion.

Le Conseil d'Etat ne prendra, sans doute, pas en mauvaise part, si Nous Nous intéressons pour la conservation des droits inhérents à la charge dont Nous sommes revêtus, parce qu'il sait que Nous ne faisons que remplir une obligation que Nous imposent les lois divines et celles de l'Eglise.

¹⁰ Mgr Maurice-Fabien Roten (1783-1843), évêque de Sion de 1830 à sa mort.

¹¹ Ces actes que l'évêque mentionne sont certainement la pétition réclamant le maintien de Biselx comme curé et qui se trouve aux APO.

Vous rappelez encore à Notre souvenir votre office du 18 mars, relatif à l'agitation que causerait dans quelques localités le refus d'absolution de la part de quelques prêtres. Nous avons à cet égard l'honneur de vous répéter ce que Nous vous avons dit verbalement lors de la visite dont vous avez bien voulu Nous honorer: que, répondant à quelques ecclésiastiques qui Nous avaient consulté, Nous leur avons donné une décision simplement doctrinale, décision qu'ils auraient trouvée dans les livres qui doivent être entre les mains de tout prêtre employé dans les fonctions du Saint ministère.

Nous vous dirons encore, que Nous venons de transmettre à Notre clergé les pouvoirs les plus étendus qu'il Nous était possible, pour lui faciliter l'exercice du ministère et aux fidèles la participation aux Sts mystères de la religion. Mais il ne faut pas ignorer que le pouvoir des évêques, lui aussi, a ses limites posées par la loi de Dieu, par les canons de l'Eglise et par les constitutions des Souverains Pontifes; et si l'on voulait forcer les évêques de franchir ces limites, ils seraient obligés de répondre: non possumus. De même, l'exercice du St ministère a ses règles, dont le prêtre qui en est chargé doit craindre l'infraction, parce qu'elle le rendrait coupable d'un crime horrible aux yeux de Dieu, dont il doit être le digne ministre, et à qui seul il est responsable des sentences qu'il prononce dans le tribunal de la pénitence.

Espérant que le Conseil d'Etat appréciera ce que Nous venons de lui exposer et qu'il sera prêt à donner à la religion de l'Etat l'appui que lui assure la constitution du pays, Nous saisissons cette occasion, Monsieur le Président, pour vous offrir l'assurance de Notre considération très distinguée.

Pierre Joseph, évêque de Sion

Annexe 7: lettre du prévôt Filliez au président du Conseil d'Etat sur son refus d'ordonner à Biselx de quitter Orsières

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Ecclesiastica, 2.15, n°30

Martigny, le 10 avril 1848

Le prévôt du Grand St Bernard et du Simplon

à Monsieur le Président du Conseil d'Etat du canton du Valais à Sion

Monsieur le Président,

Monsieur le conseiller d'Etat Alexandre de Torrenté, m'a fait l'honneur de m'inviter, sous date de 7 courant, de donner des ordres afin que M. Biselx, curé d'Orsières évacue dans la huitaine la dite commune, ou en d'autres termes sa paroisse!

Pour étayer cette invitation d'une apparence de fondement, Monsieur le conseiller d'Etat de Torrenté avance, sans en fournir aucune preuve, scavoir:

Que 1° "La conduite peu chrétienne de M. Biselx d'Orsières a obligé les autorités communales du dit lieu à solliciter sa révocation comme curé de cette paroisse".

Que 2° "Le Conseil d'Etat a fait droit à cette demande, mais qu'il vient d'apprendre avec peine que M. Biselx dont la présence à Orsières donnerait infailliblement lieu à de funestes collisions, et serait ainsi incompatible avec l'ordre et la tranquillité publique, continue à séjourner dans cette commune dans la quelle il entretient le trouble et l'agitation."

Dans ces quelques lignes, il y a trois accusations graves contre un curé investi canoniquement depuis nombre d'années de son bénéfice dont aucune autorité ne peut le priver, sans lui faire un procès en dues formes, et sans un jugement qui émane de l'autorité ecclésiastique, seul juge compétent en dites matières.

Avant tout, il faut qu'il soit prouvé à cette autorité que, comme l'avance Monsieur de Torrenté, M. Biselx curé d'Orsières soit d'une conduite peu chrétienne; qu'il donne lieu volontairement à de funestes collisions et entretienne le trouble et l'agitation dans sa paroisse, au point de compromettre la tranquillité publique. Heureusement, j'ai la certitude qu'il n'y a rien, absolument rien, là dessus, qui puisse être mis à la charge de M. Biselx. Sa conduite n'a point obligé aucune autorité dévouée au bien public, de demander, ni de concéder la révocation de ce pasteur des ames, outre que le Conseil d'Etat est sans mission légitime pour décider d'office, sur cette matière.

Jusqu'à production de preuves convaincantes sur cette triple accusation, M. Biselx est et demeure seul curé d'Orsières, lui seul a mission et charge d'ames dans cette paroisse. Tout autre prêtre qui aurait la faiblesse ou la prétention d'accepter la place de curé, ou même d'exercer le ministère pastoral à Orsières ne serait qu'un intrus et un schismatique dont le ministère loin de profiter au salut des ames, en entrainerait inévitablement la perte avec la sienne propre. Ce sont là des règles invariables dans l'Eglise catholique, règles, partant, qu'il n'appartient ni au Conseil d'Etat, ni aux autorités communales, ni aux assemblées populaires, ni à moi de violer en aucun point.

C'est pourquoi, bien loin de pouvoir accéder à l'invitation qui m'a été faite par Monsieur le conseiller d'Etat de Torrenté, je viens, au contraire, protester formellement contre toutes les usurpations des droits de notre Prévôté, de ceux de la Maison du Grand St Bernard soit dans ses avoirs, soit dans ses bénéfices paroissiaux, de ceux de ses bénéficiers comme de ceux de l'Ordinaire du Diocèse: Usurpations exercées par le Pouvoir temporel dans les saisies de fonds, ou dans les inventaires qu'il a dressés des meubles et des immeubles de nos Maisons et de nos bénéfices réguliers, et notamment dans l'expulsion de M. le curé Biselx de son presbitère.

Monsieur Biselx possède, à juste titre, la confiance de ses paroissiens en général, autant qu'un curé catholique attaché à ses devoirs peut la posséder aujourd'hui. Si, en ce moment, la grande majorité de la paroisse d'Orsières s'alarme, la cause unique en est l'expulsion injuste, violente et inouïe dans ses formes, d'un curé qu'elle estime et qu'elle veut conserver. Cette cause de trouble et d'agitation ne peut et ne doit être attribuée qu'aux quelques conseillers qui ont expulsé leur pasteur légitime de son presbitère, et non au pasteur lui même qui, d'ailleurs, s'est constamment efforcé, comme il s'efforce encore de calmer les esprits, et d'empêcher le désordre; son départ eut pu avoir des résultats fâcheux: En conséquence je viens au nom de la Justice, et du bon ordre même, réclamer du Conseil d'Etat la rehabilitation de M. le curé Biselx dans son presbitère et dans la jouissance de ses droits, étant le seul curé légitime de la paroisse d'Orsières.

Après cet acte de Justice rigoureuse en tous pays civilisés, si les détracteurs de M. Biselx désirent lui intenter procès, sur sa moralité, sa doctrine, et sa conduite, ils doivent s'adresser aux Juges compétents en matière ecclésiastique; Ils peuvent être assurés que droit sera fait à leur demande si elle est fondée.

Veuillez agréer l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Votre très humble serviteur

Le prévôt du Grand St Bernard, Benjamin Filliez

Archives du Grand-St-Bernard 3706/11

Orsières, le 24 avril 1848

Mon Seigneur,

Si j'ai tardé à faire réponse à la lettre dont vous m'avez honoré sous la date du 31 mars dernier, ne veuillez point en attribuer la cause à un défaut de volonté ni d'oubli de ma part, le seul motif en est que votre lettre se trouvant chiffonnée et déchirée en partie, je n'ai pu d'abord en lire le contenu, et dans ce moment, quoique je n'aie pu en faire la lecture que d'une partie, j'en ai cependant compris le tons, et je m'empresse d'y répondre.

Vous vous plaignez de l'ordre que j'ai donné à M. le chanoine Biselx de cesser son ministère pastoral dans cette commune, et de quitter la cure, et cela sans votre participation. Je me permets de vous observer à cet égard qu'il n'était point de mon devoir de vous en faire part, je n'avais au contraire qu'à exécuter les ordres du gouvernement puisque l'autorité eclesiastique s'est refusé d'obtempérer à l'invitation qui lui a été faite pour la nomination d'un pasteur en remplacement de M. Biselx. Si cette démarche afflige profondément Votre Grandeur je puis vous assurer qu'elle m'a affligé plus profondément encore, surtout en voyant quelle a été provoqué par un système d'opposition du vénérable clergé en général, de contrevenir tout ce que ne satisfait pas ses vues et son absolutisme.

Je suis en conséquence mortifié et de n'avoir pu adhérer à votre demande et de vous participer que M. Biselx a dû quitter la cure le deux du courant. Je désire ardemment que la conscience des personnes qui ont provoqué les malheurs dont notre commune patrie a été la victime depuis trois a quatre ans ne soit pas plus gravement compromise que la misère pour un acte obligatoire et nécessaire au repos public. Je suis d'autan plus surpris que vous me menassé des canons, je crois pourtant pas de m'être troublé avec M. le colonel Dufour¹².

Permettez en même temps que j'aie l'honneur de me dire avec une considération très distingué

Etienne Joseph Delarze, président

¹² Casimir Dufour, commandant de l'artillerie de la Jeune Suisse, exilé en 1844, député et colonel après la chute du Sonderbund.

Archives paroissiales d'Orsières

Jugement rendu par le tribunal au correctionnel du district d'Entremont siégeant à Sembrancher au domicile de M. le notaire Voutaz, le quatre août dix huit cent quarante huit, composé de MM. Maurice Gaillard, président, Daniel Ribordy, juge, Etienne Joseph Voutaz, François Besse et François Joseph Pellaud, suppléants, les autres juges empêchés, assisté du greffier soussigné, au sujet de la procédure correctionnelle, instruite d'office contre M. le curé François Biselx, domicilié à Orsières.

Faits. Sous date du quatre avril proche écoulé, le Département de Justice et Police du canton, dénonça dit M. Biselx comme prévenu d'outrage envers l'autorité législative, pour avoir dit le quatorze mars dernier, jour où il fut procédé à l'inventaire des avoirs mobiliers de la cure d'Orsières, que le décret du onze janvier dernier, n'était que l'expression du voeu émis en assemblée du deux décembre 1847 par sept cents à huit cents mauvais sujets. Citation fut faite à M. le curé Biselx pour comparaître par devant la commission d'enquête de ce district, en audience du quatre mai dernier, mais l'intimé méconnaissant la compétence du tribunal ne comparu pas. Contumace fut ainsi requise contre lui et nouvelles assignations lui furent dûment notifiées, pour paraître aux audiences du trois et dix neuf juin dernier, auxquelles il ne fit non plus droit, déclinant iterativement la compétence du for.

La commission d'enquête passa outre sur les observations de l'intimé qu'il communiqua par lettres au président du tribunal, et une procédure s'instruisit, de laquelle il résulte que M. le curé Biselx a réellement proféré les paroles dont il est accusé. Il résulte aussi de l'enquête que M. le curé Biselx a tenu d'autres discours propres à maintenir l'agitation et à jeter de l'inquiétude parmi les populations, touchant l'ordre public existant en Valais. Il résulte de plus que le même M. Biselx, le dix octobre dix huit cent quarante sept, jour de la votation du peuple sur la prise d'armes de l'automne dernier, vota deux fois pour ce même objet, savoir à Orsières et à Etiez, rière Vollèges, au mépris de la loi et de la constitution.

Sur quoi le tribunal,

Considérant qu'en matière civile et politique il ne peut y avoir d'autres tribunaux que ceux prévus par la constitution; vu l'article trois de cet acte fondamental qui dit: Tous les Valaisans sont égaux devant la loi; Il n'y a en Valais aucun privilège; vu les lois du 11 décembre 1828 et 28 mai 1845; considérant que trois contumaces ont été légalement requises et notifiées; vu aussi la quatrième assignation pour faire valoir ses moyens de défense en audience de ce jour, à laquelle le prévenu fit aussi défaut;

Juge et prononce, par sentence contumacielle,

M. le curé François Biselx d'Orsières est condamné:

1° à cent soixante francs d'amende

2° Aux frais de sa procédure et de son jugement

3° En cas de non payement de l'amende et des frais à un mois de détention à Sion, dans une maison de l'Etat et à la publication de son jugement à Orsières au lieu ordinaire des criées.

Ainsi jugé et sentencié l'an, jour et lieu que sus.

En foi de quoi ont signé au protocole:

Etienne Michellod, greffier ad hoc.

Gaillard, président

Notifié le présent jugement à M. le curé François Biselx en son domicile à Orsières le sept octobre dix huit cent quarante huit à neuf heures du matin par remise de la présente copie à Dame l'épouse de M. le notaire Rausis, M. le curé absent, par Etienne Michellod, greffier ad hoc.

Annexe 10: lettre du conseiller d'Etat de Torrenté au préfet Crettex sur la nécessité de dénoncer Biselx au tribunal

Archives paroissiales d'Orsières

Sion, le 7 décembre 1848

Le département de l'intérieur du canton du Valais,
à M. le préfet du district d'Entremont

Monsieur,

Par votre honorée du 29 dernier vous portez à notre connaissance le refus de part M. le curé Biselx de livrer les titres constituant la fortune du bénéfice paroissial d'Orsières, dont il est le détenteur, et nous informez aussi de divers détournemens qui auraient eu lieu de ses avoirs.

Vous nous demandez en même tems des directions sur les moyens à prendre pour obtenir le but désiré en exprimant le voeu que le Conseil d'Etat vienne en aide à la commune d'Orsières en cette circonstance par des mesures administratives.

L'encombrement des affaires nous a empêché jusqu'à ce jour de répondre à votre office.

Les directions que le Conseil d'Etat nous charge de vous communiquer par décision prise en séance d'aujourd'hui vous convaincront, Monsieur, de l'intérêt que prend le Gouvernement à la position difficile des autorités d'Orsières.

Le Conseil d'Etat estime que les actes très graves que vous avez signalés en dit office doivent être déférés sans autre aux tribunaux pour être punis selon toute la rigueur des lois.

Non seulement il est certain que la commune d'Orsières en sa qualité de propriétaire du bénéfice paroissial ne peut rester indifférente en présence de la spoliation de ses avoirs, mais il est du devoir de ses autorités à dénoncer ces faits au ministère public du district d'Entremont qui sera avisé d'imprimer à cette affaire la plus grande activité.

En vous invitant, M. le préfet, de communiquer ces directions au conseil d'Orsières, nous vous présentons l'assurance de notre parfaite considération.

Le conseiller d'Etat chargé du département
Alexandre de Torrenté

Annexe 11: lettre du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté sur l'échec d'une conciliation entre Biselx et le conseil communal d'Orsières

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Parochiana, 7.33 Orsières, n°7

Orsières, le 11 décembre 1848

Monsieur le conseiller d'Etat,

Je dois vous informer d'un colloque qui a eu lieu le 9 courant entre le conseil municipal et le curé Biselx, relatif aux avoirs du bénéfice d'Orsières.

Monsieur Biselx réclame sa pension et la mieux value des biens qu'il a amélioré pendant son administration, etc.

Le conseil a répondu qu'il n'entrerait en négociation qu'après le dépôt des titres constatant les avoirs de la cure.

M. Biselx a déclaré ne pouvoir faire le dépôt demandé, vû que Monseigneur le lui avait défendu, mais que en attendant le Concordat de Rome il aurait donné de suffisantes garanties, par actes notariés que rien ne se détournerait de son véritable but. Je goutais quelques-peu cette proposition attendu que la commune aurait su à qui demander quelques choses si le curé disparaît, mais le président n'en veut rien.

Je suis pourant parvenu à faire retarder les mandats jusqu'à la réponse de l'évêque. Le curé écrit aujourd'hui à celui-ci. Oserai-je vous prier, Monsieur le conseiller d'Etat, de vous transporter chez Monseigneur pour vous édifier s'il existe effectivement la défense.

Je viens vous consulter aussi sur la garantie dont il est parlé plus haut, en cas que cela puisse suffire en attendant le Concordat, je vous prierai, en conformité de l'art.33 du décret du 29 janvier de désigner une commission pour gérer les avoirs du bénéfice, pour le motif que le président municipal, homme entier et ignorans, croit qu'il est seul responsable et que tout doit marcher d'après ses idées. Pour enlever toute jalousie et pouvoir absolu du président, la commission pourrait être comme suit: le préfet du district, le président de la commune et M. le grand chatelain Gaillard.

Agréez, Monsieur le conseiller d'Etat, l'assurance du profond respect de votre serviteur

Crettex

Annexe 12: lettre du prévôt Filliez à Biselx pour lui permettre de quitter Orsières pour éviter la prison

Archives paroissiales d'Orsières

Saint-Oyen, le 15 décembre 1848

Très cher confrère,

Je ne suis pas plus curieux que personne de voir incarcérer aucun de mes religieux: Je sais que l'on ne peut faire aucun bien dans une prison sauf celui de sa sanctification par la souffrance. Pour remplir nos devoirs, il vaut bien mieux conserver notre liberté personnelle avec la liberté d'action. C'est pourquoi, si vraiment vous courez danger prochain d'être incarcéré, il vaut mieux vous cacher en pourvoyant d'avance aux besoins du ministère par la présence d'un confrère auquel vous déléguez vos pouvoirs pour l'administration spirituelle et temporelle (le livre des obligations excepté!). Toutefois, quant à la délégation pour le spirituel vous devez en conférer d'avance avec Monseigneur l'ordinaire du diocèse. Toutes ces conditions essentielles remplies, je consens que M. Marquis reçoive cette délégation de votre part en qualité de curé d'Orsières.

Agréez mes amitiés

Filliez, prévôt

P.S. Il n'est guère douteux qu'étant absent de votre paroisse après avoir caché le livre vous serez poursuivi devant les tribunaux avec plus de sévérité encore, comme spoliateur des fonds de votre bénéfice. Pour écarter cet injuste prétexte avant de partir, il vous faudrait peut-être laisser une déclaration qui fasse mention qu'étant poursuivi pour remettre à l'autorité laïque le livre des avoirs du bénéfice régulier dont vous étiez pourvu, ce que vous ne pouviez faire sans violer vos serments, vous avez remis ces livres à la disposition de votre supérieur: on clabaudera contre moi tant que l'on voudra, peu m'importe, vous serez au moins ménagé. Mais faites bien attention que vos comptes soient en règle. Je vois avec plaisir que le gouvernement refuse les mesures administratives à votre égard sollicitées par votre honorable préfet. Ceci laisse du tems devant soi: car les tribunaux ne peuvent pas toujours galoper.

Adieu

Annexe 13: lettre de Delarze et Crettex au rapporteur Maurice-Eugène Filliez, dénonçant le curé Biselx

Archives du tribunal du district d'Entremont: Orsières 1848-1850 c/ curé Biselx

Orsières, le 24 décembre 1848

Monsieur le rapporteur,

Les soussignés chargés par le conseil municipal de soigner les intérêts du bénéfice de la cure d'Orsières, viennent vous porter plainte contre M. le curé Biselx, en l'accusant de retenir frauduleusement et contre droit les titres constatants les avoirs du dit bénéfice, montant à environ trente cinq mille florins d'obligations.

En vous priant, Monsieur le rapporteur, de mettre toute la célérité possible à cette importante affaire, nous vous déclarons que nous sommes autorisés par l'unanimité du conseil municipal de recourir à votre ministère, vû que toutes les démarches amicales ont échoués, depuis bientôt un an.

Veillez agréer, Monsieur le rapporteur, l'assurance du profond respect de vos dévoués serviteurs,

Délarze, président

Crettex, secrétaire municipal

Annexe 14: procuration donnée le 9 novembre 1849 au notaire Rausis par le prieur Hubert pour représenter Biselx au tribunal

Archives du tribunal du district d'Entremont: Orsières 1848-1850 c/curé Biselx

Nous Jean Nicolas Hubert, prieur claustral et en absence du Révérendissime Prévôt administrateur général de la Maison du Grand St Bernard

Ayant pris connaissance de l'exploit du 25 octobre 1849, signé Ribordy vice-président, contre M. François Joseph Biselx curé d'Orsières cité devant le tribunal du district d'Entremont pour le 6 décembre courant,

Vu que M. le curé Biselx est allé lui-même en personne porter devant le juge compétent la difficulté que lui a suscitée le conseil actuel de la commune d'Orsières,

Vu que M. le curé Biselx ne pourrait remettre les titres et le livre des obligations concernant son bénéfice, sans violer les serments qu'il a faits en en prenant possession, le conseil a attenté à ses droits en violant son domicile,

Vu que les capitaux sont biens du bénéfice et en cette qualité biens de l'Eglise soumis à des lois spéciales,

Vu aussi la transaction du 29 octobre 1843¹³, passée entre la maison du Grand St Bernard et la commune d'Orsières,

Vu que M. le curé Biselx ne pourrait comparaître et reconnaître par là même la compétence du tribunal devant lequel il est appelé, sans encourir les peines portées par les lois de l'Eglise aujourd'hui en vigueur dans notre pays,

Vu que la Constitution déclare la religion catholique religion de l'Etat et qu'ainsi tout tribunal du canton est obligé de respecter les lois de l'Eglise catholique jusqu'à ce qu'il y ait été dérogé par un concordat;

Nous nommons et députons par les présentes M. le notaire Jean Joseph Rausis d'Orsières, pour aller, au nom de son oncle M. le curé François Joseph Biselx, décliner la compétence du tribunal du district d'Entremont.

Pour foi, donné à Orsières, sous le sceau de la maison du Grand St Bernard, le 9 novembre 1849.

Jean Nicolas Hubert, prieur claustral et administrateur général de la Maison du Grand St Bernard.

¹³ APO P486, convention pour le rachat de la dîme, 29 octobre 1843.

Archives du tribunal du district d'Entremont: Orsières 1848-1850 c/ curé Biselx
Bulletin officiel du canton du Valais, vendredi 1 février 1850, n°5

Jugement

Le tribunal au correctionnel et au criminel du district d'Entremont, siégeant à Sembrancher, chez le juge Voutaz, le 2 janvier 1850, composé de Gaspard-Daniel Ribordy, vice-président, en remplacement de Gaillard, président, intéressé; des juges Benjamin Filliez et François Massard; des suppléants François Besse et Joseph Pellaud, assisté du greffier soussigné et servi par l'huissier Nicolas Tissières, a porté le jugement suivant, contre François-Joseph Biselx, ancien curé d'Orsières, actuellement absent.

Faits. Par verbal du 24 décembre 1848, le président et le secrétaire du conseil communal d'Orsières, au nom d'icelui, portèrent plainte contre M. Biselx en l'accusant de retenir frauduleusement et contre droit, les titres constatans les avoirs du bénéfice paroissial d'Orsières, s'élevant à environ trente cinq mille florins d'obligations, que toutes les démarches amicales étaient restées infructueuses et n'avaient amené à aucun résultat et que par le refus de remettre ces titres entre les mains de l'autorité administrative, tant les capitaux que les intérêts étaient en périlclitation.

Sur quoi le tribunal après avoir pris connaissance de la procédure;

Considérant que par décret du 29 janvier 1848, tous les avoirs mobiliers et immobiliers composant les bénéfices pastoraux des paroisses dont la collature ou la repourvue a jusqu'ici appartenu au Grand St-Bernard, ou à l'abbaye de St-Maurice, sont devenus propriétés des communes respectives; considérant que la paroisse d'Orsières est de la catégorie de celles dont il est parlé ci-dessus; considérant qu'en vertu du décret précité, l'ex-curé Biselx n'était plus en droit de retenir le livre qui renferme les titres obligatoires du bénéfice d'Orsières, puisqu'ils étaient devenus la propriété exclusive de cette commune; considérant que par le refus obstiné de remettre ce livre entre les mains de l'autorité administrative d'Orsières, M. Biselx est la cause que tant les intérêts que les capitaux sont en périlclitation; vu la plainte du 24 décembre 1848, faite au nom du conseil municipal par le président Deslarzes et le secrétaire Crettex; vu le départ et l'absence prolongée de M. Biselx; vu la procédure éditale instruite contre lui par mandat du 12 février 1849, inséré au bulletin n°9; vu les contumaces des 13 et 27 février et 12 mars derniers; vu l'exploit de citation au 6 décembre proche écoulé, inséré au bulletin n°44, où M. Biselx fit encore défaut; vu le réquisitoire du ministère public et les moyens de défense fournis pour la justification du dit Biselx; et considérant tout ce qui est à considérer; vu aussi qu'il existe déjà un jugement à sa charge pour injures contre

les pouvoirs publics de l'Etat; considérant qu'il a toujours méconnu la compétence du tribunal et les lois régissant la matière; vu l'article 3 de la constitution qui abolit les privilèges et soumet tous les valaisans à la même loi;

Juge et prononce,

François-Joseph Biselx, ex-curé d'Orsières, est condamné:

1° à remettre entre les mains du conseil municipal d'Orsières, les titres constatant les avoirs du bénéfice paroissial, à leur défaut à payer la somme de treize mille cent vingt-quatre francs, selon actes produits, formant le montant connu de la somme des obligations du bénéfice, sauf preuve contraire. Il sera admis en compensation la plus value des réparations majeures faites sur les avoirs du dit bénéfice, à taxer par les tribunaux civils, si les parties en conviennent.

2° A une détention jusqu'à payement ou garantie de payement, laquelle ne pourra cependant excéder le terme d'un an.

3° A une amende de cinquante francs, envers le trésor public.

4° A tous les frais de la procédure et à ceux du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé l'an, jour et lieu indiqués ci-dessus

Le président récusé, Ribordy, vice-président

Terettaz, greffier

Rome, S Pietro in vinctuli, 28 janvier 1850

Votre Révérence,

Ayant fait part à M. le prieur du St Bernard de ma situation, il a eu la touchante bonté de m'écrire pour m'engager vivement à rejoindre le plutôt possible mes chers confrères. Parmi les nombreuses raisons qu'il apporte à cet effet se trouve la suivante: "M. le Prévôt, dit-il, croit que vous avez reçu des lettres qui vous ont effrayé et que ce motif vous a fait prendre la résolution de rester loin de vos parens et de vos confrères. Il en est très peiné, et s'il eut pu prudemment faire autrement, il ne vous aurait jamais laissé libre à cet égard. M. le Prévôt n'est point mal disposé à votre égard." Je dois me persuader que ces paroles ont été recueillies de votre bouche par M. le prieur qui s'est fait un doux plaisir de me les communiquer: Vous savez que je vous ai demandé plusieurs fois, que je vous l'ai fait demander par Mgr l'abbé d'ici¹⁴, s'il vous ferait de la peine que je restasse ici? que dans ce cas je vous suivrai sans doute, que je n'ai pas été assez heureux pour recevoir une réponse quelconque ad hoc.

J'étais loin de soupçonner que vous étiez peiné de me laisser ici. La lettre que vous écrivîtes à Dom Gatti est venue enlever le reste de soupçon s'il y en avait eu; elle a été reçue et lue à table, notre premier sentiment a été celui de la satisfaction très vive que vous avez fait bon voyage jusqu'à Turin, mais chacun a remarqué que j'avais été oublié expressément. J'en ai tiré la conséquence que j'avais le malheur de ne pas vous agréer, comme j'en avais l'idée que je vous ai manifestée ici de vive voix, et c'est en cela seul que consiste le motif que je reste ici. Si donc vous avez trouvé de la peine depuis votre arrivée à St Oyen de m'avoir laissé, il suffit que vous me le fassiez connaître et je me rendrai aux sollicitations si pressantes que M. le Prieur me fait. Si je reste sans réponse de votre part, permettez moi de considérer votre silence comme une preuve que je ne m'étais pas trompé, et de profiter de la liberté que vous m'avez accordée. Tout dépend de vous maintenant comme précédemment; ce n'est point une question de prudence, c'est purement une question d'affection.

Recevez, Votre Révérence, l'assurance de la profonde vénération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et obéissant religieux Biselx

¹⁴ Il s'agit de l'abbé Agostino Barduani. Avec le chanoine Gatti, dont il est fait mention plus bas, ils ont connu Filliez et Biselx lors de leurs séjours à Naples.

Annexe 17: lettre du prévôt Filliez à Biselx, en réponse à la lettre du 28 janvier (annexe 16)

Archives du Grand-St-Bernard: 3706/27b

St Oyen, le 13 février 1850

Très cher confrère,

La lettre que vous m'avez écrite le 28 janvier m'est arrivée le 9 courant, je m'empresse d'y répondre.

Monsieur le Prieur du St Bernard ainsi que M. le Procureur qui seuls, parmi les confrères, connaissent les motifs qui vous ont déterminé à ne pas revenir avec moi, en ont été peiné comme moi. Après des autres religieux, ainsi qu'après des personnes étrangères à notre Maison, je me suis contenté de leur dire que vous désiriez voir la rentrée du Saint Père à Rome, annoncée depuis si longtemps comme prochaine, ce qui ne manquerait pas d'influencer avantageusement la politique des pays où la persécution contre des ecclésiastiques avait sévi. Aucun, ni chez nous, ni hors de chez nous, pas plus que moi, a eu en aucun tems l'idée que notre extradition eût été projetée, et surtout qu'elle fut accordée si on avait pensé à la demander. Un illusionnaire seul a pu rêver cet épouvantail. Au surplus, je vous avais proposé de venir avec moi en Lombardie, pour être en sureté contre vos craintes, et plus près de notre pays et de nos confrères, attendant la solution de nos affaires. Vous avez repoussé cette proposition, vous m'avez accusé de malveillance à votre égard, de vous avoir constamment boudé sauf quelques jours à Ischia, enfin que vous m'aviez été imposé, malgré moi, en qualité de socius en voyage, qu'en vous séparant de moi et de la Maison du St Bernard vous m'enleviez une épine (ce sont vos propres expressions.) De telles extravagances ne pouvaient mériter que pitié de ma part, assuré comme je l'étais, et que je vous le dis, que c'étaient des calomnies contre votre supérieur. J'ajoutai que vous étiez curé, que le Chapitre même vous avait destiné à un voyage éventuel, et que vous vous deviez comme moi au bien de la Maison; que le moment d'accepter des démissions de curés était éloigné, inopportun, dangereux, c'eût été fournir à nos ennemis l'occasion de faire chasser d'autres religieux de nos cures. Que me dites vous à tout cela? Vous me dites que vous ne pourriez rester dans votre cure, alors même que les affaires s'arrangeraient, vu que vos ennemis vous auront tellement discrédité à Orsières que vous ne pourriez plus y faire le bien, que vous aviez, depuis un an, perdu l'habitude de la chaire; qu'enfin, quant au voyage vous aviez assez couru. Je vous fit l'observation que ce n'était pas aimer la Maison que de ne vouloir pas la servir en tous tems, qu'il y avait de la lacheté de l'abandonner dans la détresse, et que

serait-elle devenue si tous les religieux s'étaient comme vous assuré un autre séjour en pays étranger afin d'y être plus en repos? Vous me répondîtes que vous aimiez plus la Maison du St Bernard que moi; mais que vous voyez bien qu'il n'y avait plus de place pour vous dans son sein; que vous aviez été constamment vu de mauvais oeil à St Oyen et que vous n'auriez pu y tenir si le prieur du St Bernard n'était pas venu adoucir votre sort. A ces réponses je ne pouvais qu'être très affligé!

Je savais bien à Rome, je sais mieux encore qu'il y a bien des privations ici; la Religion seule et l'amour du devoir sont assez puissants pour les adoucir et les rendre supportables. Ce que je repousse comme calomnieuse sur ce point est la prétention où vous êtes d'y avoir été moins bien traité que vos confrères. Certes vous étiez logé dans la même maison, vous mangiez à la même table où logeaient et mangeaient vos confrères et votre supérieur. Rien ne vous y a été refusé, pas plus qu'à quiconque, du nécessaire qu'il a été possible de s'y procurer. Vu le peu de cas que vous fîtes de toutes mes observations, l'idée fixe que vous aviez injustement de mes dispositions disiez vous défavorables pour vous, malgré qu'aucun religieux du St Bernard n'aie jamais reçu de ma part autant de preuves et de témoignages d'amitié que vous en avez reçus vous même, depuis que j'ai eu le malheur d'être supérieur; vu l'idée encore que vous aviez d'une extradition et d'une incarcération infamante, que pouvais je, que devais je répondre à votre demande de rester à Rome, bien que je fusse intimement persuadé de la futilité de vos motifs? Non, je ne pouvais, je ne devais point vous répondre autrement que ce que je vous répondis après un jour de chagrin et de réflexion. C'est à dire que, puisque vous ne vouliez pas vivre avec moi, en attendant meilleur séjour de la part des événements, j'étais obligé de vous laisser libre. La prudence ne m'imposait-elle pas cette réponse? Et si je vous avais ordonné de me suivre ne m'auriez vous pas soupçonné de vouloir compromettre votre sureté? Ce qu'à Dieu ne plaise! Ne m'auriez vous pas accusé de trop de sévérité? Hélas! les accusations que vous me fites en dernière analyse, étaient bien propres à me confirmer dans mes craintes; et quoi qu'il m'en eut coûté de revenir seul auprès de mes religieux, il fallait bien m'y résoudre. Et qu'elle que fut la peine et le chagrin dont mon coeur était obsédé, la prudence ne m'imposait-elle pas l'obligation de voiler ma douleur et de répondre à Monseigneur l'abbé Barduani comme je lui répondis: scavoir que je ne pouvais vous dispenser de vos obligations; que vous étiez curé; que le chapitre avait des droits sur vous; qu'il vous avait même désigné à un emploi éventuel; enfin que je ne croyais pas qu'un chanoine régulier du Gd St Bernard puisse passer chez les chanoines réguliers dit de Latran sans une dispense, attendu que les devoirs qu'ont à remplir les religieux du Gd St Bernard sont bien autrement pénibles que ceux qui sont imposés à ceux de Latran. Je terminai en remerciant le R^{me} abbé pour l'extrême bonté qu'il a eue de nous accueillir dans sa maison, et que je me

recommandais à sa bienveillance, dans le cas que nous ne pourrions demeurer chez nous, mais qu'avant tout, nous devons faire tous nos efforts pour sauver notre congrégation.

Les expressions dont s'est servi M. le prieur, et que vous me rapportez dans votre lettre sont exactes. Ma peine a été très vive à Rome surtout et pendant mon voyage. Vous n'avez guère pu en douter par le retard que j'ai mis à vous dire que j'étais bien obligé de vous laisser libre, vu que mes observations n'avaient pas crédit sur le plan que vous aviez formé de ne pas me faire compagnie à mon retour en Piémont. Vous étiez dans l'erreur quand vous prétendez que ma peine a commencé ici: cela n'est pas, elle a commencé à Rome et elle a continué depuis lors, toutefois avec un peu moins de rigueur depuis que j'ai eu le bonheur d'embrasser mes religieux qui auraient bien voulu pouvoir vous embrasser aussi... Ainsi, si vous aimez la maison du St Bernard que fut le berceau de notre vocation religieuse, si vous aimez vos confrères, si vous aimez vos paroissiens, nul doute que vous devez vous hâter de vous rapprocher d'eux et partager leur sort. Vous n'avez absolument rien de plus à craindre d'une extradition que le procureur et que moi-même. Dieu pourvoira à notre sureté et les nombreux amis que nous avons encore s'estimeront heureux de nous soustraire au besoin. Mais ce besoin ne se présentera pas. Votre présence est nécessaire pour bien des explications touchant le livre des obligations surtout et aussi touchant la manière d'agir du religieux qui vous remplace pendant votre absence. Tout bien pesé, votre conscience doit vous dire que vous devez nous rejoindre, et vous dépouiller de vos préventions contre votre supérieur et contre le danger d'une extradition.

Delarze et Crettex sont hors du conseil d'Orsières! Sur 13 membres, 9 sont ristoux décidés et de nos amis, le président n'est pas nommé encore, l'on parle du père de M. Tissières des Arlaches, ou du procureur Lovay de Ville. Joris chatelain (Ambroise) fonctionne déjà depuis 15 jours. Gaillard n'a eu que 3 voix, l'on dit qu'il noie sa honte dans le vin. Les journaux de France, d'Allemagne et de Suisse même sont plein de menaces contre la Suisse actuelle, qu'ils menacent d'une occupation étrangère. Aura-t-elle lieu? Je l'ignore. Saluez bien de ma part le R^{me} abbé Barduani, le P. Gatti et tous ces Messieurs de la Communauté de St Pierre aux liens; Mgr de Curtins¹⁵, et tous amis qui nous ont porté intérêt à Rome, et agréez vous même mes amitiés.

Fr. B. Filliez, prévôt du Gd St Bernard

¹⁵ Mgr de Curtins, aumônier de la Garde suisse et guide du prévôt et de Biselx dans les dédales administratifs de la cour pontificale.

Annexe 18: lettre du préfet Crettex au conseiller d'Etat de Torrenté, sur une émeute évitée de justesse à Orsières au moment de la publication du jugement contre Biselx

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Rapport des préfets: 146.12 Entremont, n°13

Orsières, le 18 février 1850

Monsieur le conseiller d'Etat,

Je m'empresse de vous informer que la commune d'Orsières a faillit être à feu et à sang, hier dimanche 17 courant. Voici comment: Le tribunal du district a fait publier le jugement rendu contre le curé Biselx, au sujet des avoirs qu'il refuse de déposer. Après cette publication, son neveu M. le notaire Rausis a publié la défense de son oncle, telle qu'elle avait été faite devant le tribunal le jour que le jugement a été rendu. Le public d'Orsières, dont une grande partie sont très dévoués au curé Biselx, prêtait une attention passionnée à cette lecture, qui n'était rien autre que le pamphlet des pamphlets contre l'autorité locale et le tribunal du district. Lorsque M. Rausis eut fini la défense de son oncle, le Président Delarze monta à la banque et dit quelques mots qui furent couverts de désapprobations; un tumulte s'organisa et des cris, foutons-le en bas, il en a assez fait, ont été entendus; l'on se groupait à l'entour de lui pour le cerner et peut-être pour l'étouffer. Heureusement qu'il vint une idée au grand agitateur Rausis, de faire signe de la main de se tranquiliser et la chose fut apaisée. Le président put achever ses publications. Il n'a pas été à mon pouvoir d'empêcher cette publication, attendu que je n'étais pas présent et que j'en ai été prévenu que trop tard.

Monsieur le président du tribunal et celui de la commune d'Orsières, vous adresseront leurs rapports détaillés et circonstanciés sur les personnes compromises dans cette affaire. En attendant je crois de mon devoir de prendre le premier pas pour vous signaler les désordres qui se sont passés à cause d'un perturbateur et d'un calomniateur.

Je crains pour dimanche, vû qu'il n'a pas achevé son mémoire. Le président Delarze, qui s'amuse à faire les criées, depuis quelques temps, répondra; il est impossible de prévoir les suites de cette irritante affaire. Veuillez je vous prie, Monsieur le conseiller d'Etat, prendre les mesures nécessaires contre monsieur Rausis, qui représente très bien son digne oncle Biselx et est la cause principale de la grande agitation qui règne dans la commune. En un mot, il est le seul agitateur.

Agréez, Monsieur le conseiller d'Etat, l'assurance de mon dévouement et du profond respect de votre serviteur

Crettex, préfet

Annexe 19: lettre du chanoine Barman à son confrère Deléglise au Simplon, sur le retour d'Italie du prévôt et sur l'absence de Biselx

Archives du Grand-St-Bernard: 643

St. Bernard, 5 mars 50

Mon cher confrère,

[...] M. le prévôt n'a que très peu séjourné à Rome, mais il y a encore trop séjourné pour la pauvre idée qu'il s'est faite du clergé romain, car il nous l'a dépeint sous les plus tristes couleurs. Le pape, nous a-t-il dit, est un homme sans force et sans caractère; il est sous l'impression de ministres sans expérience et sans talents administratifs. Les seules personnes qui pourraient le servir par leurs lumières et leur savoir faire, sont les ex-ambassadeurs, auxquels on peut joindre le cardinal Lambruschini et quelques prélats français qui se trouvaient à Gaète, mais l'ambition sans borne du clergé romain éloigne du pape les personnes qui pourraient mieux le servir. L'entourage du pape à Gaète a souverainement déplu au roi de Naples, qui préfère, a-t-il dit, son clergé à celui de Rome. M. le prévôt est aussi de ce sentiment, car la comparaison qu'il nous a fait du personnel de ces deux églises est toute à l'avantage du clergé napolitain. Il ne croit pas que le gouvernement papale puisse marcher avec de pareils administrateurs, qui sont impuissants, ou plutôt incapables de diriger leurs propres maisons. Le pape est l'ennemi le plus avoué des ordres religieux: aussi seront-ils supprimés dans ses Etats, sinon par un décret, du moins par les entraves et les dispositions temporelles auxquelles on les a assujettis. Autant M. le prévôt hait les Romains en général, autant il aime et respecte le clergé et le peuple napolitain. Son séjour à l'île d'Ischia lui fournit les épisodes les plus agréables de tout son voyage: il ne tarit point lorsqu'il raconte les usages et les mœurs de ces braves insulaires. [...]

Vous saurez sans doute que M. Biselx n'est pas encore revenu de Rome. Nous ne connaissons pas le véritable motif de ce retard; le prévôt nous a dit que sur les instances de Biselx, qui témoignait le désir de voir les fêtes qu'on préparait pour le retour du pape, il lui avait permis de prolonger son absence, et de séjourner dans cette capitale. Voilà bien de furieuses raisons qui doivent autoriser un séjour à l'étranger et qui peuvent légitimer de grandes dépenses... Nous donner de pareilles billevesées pour des raisons solides, c'est bien le cas de dire que la poule a pris le renard. Nous jugeons différamment des motifs qui ont engagé notre confrère à différer son retour; c'est qu'il se soucie fort peu, pas du tout même, de revenir à St Oyen. Vous connaissez la sensibilité de ce bon confrère, dès lors il est facile de croire, et de croire d'une foi robuste, qu'il ne saurait guères aimer un

séjour où les égards et les petits soins n'apparaissent que de fort loin. Nous n'avons jamais eu la prétention de croire que ce bon confrère n'ait jamais commis de fautes d'administration. Nous avons cru au contraire, et nous en sommes persuadés, qu'il aurait pu s'éviter certaines dépenses qui tenaient plutôt de la fantaisie que de la nécessité, mais nous ne sommes pas de ces gens qui profitent de l'adversité pour faire ressortir les fautes qu'on a pu commettre fort innocemment. Voilà précisément le cas où se trouve Biselx, car je crois que les incommodités de l'habitation grangiale lui seraient moins pénible que l'oubli et la froideur qu'il peut y trouver, et dont il a déjà fait, à ce qu'on m'a dit, la triste expérience. N'en doutez pas, M. Biselx est bien tombé de la bonne opinion qu'on a eue de lui; plus ou moins délaissé par ceux-là mêmes dont il défendait si chaudement les intérêts, il sera pour les autres un sujet de méfiance. Je plains de tout mon coeur ce bon confrère, qui doit éprouver de bien grands chagrins dans son exil. [...]

Votre tout dévoué et fidèle confrère

Barman P.M.

Annexe 20: lettre du conseil communal d'Orsières au curé Biselx pour l'encourager à revenir dans sa paroisse

Archives paroissiales d'Orsières

Orsières, le 1 septembre 1850

Monsieur le curé,

Si nous avons attendu si longtemps pour venir vous témoigner nos sentimens d'affection filiale, d'estime et d'attachement, ce n'est pas que ces sentimens aient été éteints jusqu'à ce jour dans nos coeurs. Nous avons gémi, ainsi que vos paroissiens, lorsque des hommes revêtus de l'autorité et se disant agir en son nom, osèrent entrer dans votre presbytère, pour en sortir, sans forme de procès, sans jugement aucun, mais bien par l'arbitraire et la violence, un pasteur chéri de son troupeau. Du jour où les suffrages de nos concitoyens nous ont appelés à gérer les affaires de la commune, notre unique pensée a été de suivre l'impulsion de nos coeurs, et de chercher à réparer, autant qu'il dépendait de nous, les outrages que vous avez essuyés. Ces outrages que nous déplorons, et qui nous inspirent les plus vifs regrets, quoique nous n'y ayons nullement participé, nous avons l'espoir que vous ne les avez attribués ni à vos paroissiens, ni à l'autorité comme représentant vos paroissiens, mais à quelques hommes isolés agissant sous le manteau de l'autorité. Le peuple d'Orsières vous porte toujours le même respect et vous témoigne la même confiance. Le conseil de la commune se fait un plaisir et un devoir de s'en rendre l'organe et l'interprète auprès de vous. Il vient aujourd'hui vous exprimer les vœux qu'il forme de vous voir revenir au milieu de vos paroissiens qui vous recevront comme des enfans reçoivent un père rendu à sa famille après des jours d'adversité et d'exil. Ces vœux, nous les formons sincèrement, parce que nous avons la conviction que votre rentrée, outre qu'elle est une juste réparation, aura un grand avantage pour la paroisse: vos paroles de charité évangélique, de résignation et de pardon contribueront à cicatriser bien des plaies, et feront rentrer en eux-mêmes, le petit nombre de ceux qui redoutent votre présence, parce que leurs consciences les accusent et qu'ils vous supposent des intentions qui, certes, vous furent toujours étrangères. Les sentimens que nous vous manifestons, Monsieur le curé, sont ceux de l'immense majorité de la paroisse. Chacun attend avec impatience le moment où il vous verra remplir de nouveau les fonctions pastorales avec le zèle tout apostolique, les talens éminens et les vertus dont le souvenir est toujours gravé dans le coeur de vos ouailles. Des hommes qui ne connaissent pas la charité et le dévouement du prêtre de Jésus Christ et qui sont habitués à juger de tout d'après des idées purement humaines,

pourraient croire qu'elle est insurmontable la répugnance que vous devez éprouver pour rentrer dans une paroisse d'où l'on a voulu vous renvoyer avec ignominie; mais nous qui vous connaissons comme un vrai et digne ministre de Jésus Christ, nous sommes convaincus que les sentimens religieux n'ont point à lutter chez vous contre les sentimens humains, que devant Dieu, vous avez fait le sacrifice des outrages que vous avez reçus et que vous êtes prêt, si la gloire de Dieu et le salut des âmes l'exigent, à recommencer une vie de dévouement et de résignation. Ce n'est pas que nous voulions vous faire entendre par là que, si vous vous rendiez à nos vœux, vous seriez exposé à subir encore de nouvelles humiliations, non, Monsieur le curé, le conseil croit pouvoir vous assurer qu'il ne vous arrivera rien de fâcheux, et il vous promet son appui, sa protection aussi efficace que son autorité le comporte. S'il ne nous est pas permis de faire tout ce que nos coeurs nous dicteraient dans une pareille circonstance, et si nous bornons toutes nos démarches à l'invitation la plus pressante, nous vous prions de croire, Monsieur le curé, que nous agissons ainsi, autant pour nous conformer à l'intention de vos supérieurs que pour vous laisser tout le mérite du sacrifice.

Vous nous permettrez, Monsieur le curé, de saisir cette occasion pour vous rappeler qu'il nous serait bien agréable, nécessaire même, de régler au plus tôt les comptes du bénéfice d'Orsières, afin que nous puissions faire à temps les inscriptions des hypothèques.

Dans l'espoir où nous sommes que nous pourrions bientôt vous donner verbalement un témoignage de nos sentimens, nous vous présentons, en attendant, Monsieur le curé, l'assurance de notre profond respect, de notre attachement filial et de notre entier dévouement.

Les membres du conseil d'Orsières

Fidèle Joris, président; Louis Samuel Copt, Pierre Antoine Hubert, Jean Joseph Thétaz, Pierre Joseph Tissières, Jean Pierre Tornay, Zacharie Pellouchoud, Isidore Tornay, Etienne Droz, Pierre Nicolas Biselx, Maurice Joris, Joseph Nicolas Biselx, Laurent Tissières a fait sa marque domestique.

Annexe 21: lettre du rapporteur Maurice-Eugène Filliez au conseiller d'Etat Rey, pour expliquer son attitude à l'occasion du retour de Biselx dans sa paroisse

Archives de l'Etat du Valais

Département de Justice et Police II: Correspondance reçue: 5030-2, vol.2, 1850

Bagnes, le 10 septembre 1850

Au département de Justice et Police

Monsieur le conseiller d'Etat,

Ayant appris hier que M. l'ex-curé Biselx était à Orsières depuis quelques jours sans que le président du Tribunal ait fait procéder à son arrestation, j'ai aussitôt envoyé le gendarme Coquoz de station à Sembrancher auprès du président du Tribunal à Orsières pour faire respecter les jugements portés par le Tribunal contre M. Biselx. Déjà hier soir à 11 1/2 heures de la nuit, cette opération a eu lieu, mais sur l'intervention du président et du juge d'Orsières et de plusieurs autres personnes, qui répondirent pour le curé et s'engagèrent de payer pour lui tout ce qu'il y aurait à payer, le président du Tribunal crût devoir suspendre cette opération.

L'amende et les frais des deux jugements s'élèvent à fr. 427.95 rap., dont le paiement doit s'effectuer demain.

Il me semble que le gouvernement doit en outre intervenir pour la reconnaissance des avoirs de la cure et les autres mesures de police qu'il y aurait peut-être à prendre contre M. Biselx.

Maurice Filliez, rapporteur

Annexe 22: pétition de 396 citoyens d'Orsières pour réclamer le retour parmi eux du chanoine Marquis

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Contentieux: 3040 Orsières 137/45, n°1-5

Orsières, le 9 novembre 1850

Au département de l'Intérieur du Canton du Valais

Monsieur le conseiller d'Etat,

Les soussignés, citoyens de la commune d'Orsières, prennent la liberté de porter à votre connaissance un fait qui cause un deuil général dans cette commune, ils espèrent que leurs voix seront entendues et que vous vous empresserez de faire droit à leur juste demande.

M. le prévôt du St Bernard vient d'ordonner l'éloignement de M. Marquis et son remplacement par M. Biselx comme curé de cette paroisse. Ce changement inattendu et que nulle cause ne peut légitimer, nous plonge dans la plus grande consternation. Nous venons donc en toute confiance, vous redemander M. Marquis, notre pasteur bien aimé, le prêtre de paix, de charité, d'égalité pour tous et envers tous, l'ami du pauvre, le vrai protecteur de l'orphelin, le consolateur des malades. En présence d'un tel ministre du Christ, si pénétré des vrais préceptes de son divin maître, la religion ne peut être que belle et florissante, la société ne peut que jouir d'un bienfait et vivre dans le plus grand calme de la plus parfaite union. Nous tenons à jouir de ces bienfaits, c'est pourquoi nous vous prions de nous accorder celui qui peut seul nous les procurer.

Nous espérons, Monsieur le conseiller d'Etat que, du reste, vous donnerez main forte pour faire exécuter vos actes et vos décisions de 1848.

En attendant la réinstallation de M. Marquis, nous vous prions de vouloir bien mettre immédiatement à exécution le décret concernant les bénéfices paroissiaux, attendu que le conseil municipal a décidé que la jouissance des biens composant le bénéfice de la cure d'Orsières n'était cédé que provisoirement et personnellement à M. le curé Marquis.

Suivent 396 signatures

Annexe 23: rapport fait au Conseil d'Etat par Rey, Amacker et Zermatten à l'occasion de leur mission à Orsières (vérifier d'une pétition, annexe 22)

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Parochiana: 7.33 Orsières, n°11

Sion, le 26 novembre 1850

Au département de l'Intérieur

Monsieur le conseiller d'Etat,

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent rapport sur le résultat de notre mission à Orsières.

Arrivés à Orsières le 23 courant, nous avons d'abord cherché à nous assurer, autant que cela nous était possible, de l'exactitude des signatures dont est revêtue la pétition qui vous a été adressée par un grand nombre de citoyens d'Orsières, demandant le retour au milieu d'eux de M. le chanoine Marquis en qualité d'administrateur ou de curé. Les renseignemens que nous avons puisés à bonnes sources nous ayant fait connaître que quelques-unes de ces signatures ont été apposées par une autre main que celle du pétitionnaire qu'elles désignent, nous avons cru, conformément à vos instructions, devoir recourir à une votation régulière, afin de constater les voix de la population.

En conséquence le lendemain 24 au sortir des offices de paroisse, nous fîmes publier sur la place des criées, l'invitation aux votans d'Orsières de se rendre immédiatement à la maison de Ville, afin de déclarer par forme de votation s'ils demandaient, oui ou non, le retour de M. Marquis en qualité d'administrateur de leur paroisse.

Le bureau fut composé de nous trois commissaires.

392 votans prirent part au scrutin; 256 demandèrent le rappel de M. Marquis comme administrateur ou curé, 136 réclamèrent le maintien de M. Biselx.

De la votation qui précède, et de ce que nous avons pu remarquer d'ailleurs dans l'esprit de cette population, nous avons dû conclure que le retour de M. Marquis au milieu de ce peuple d'ailleurs si calme, serait un puissant moyen d'apaiser l'agitation toujours croissante qui s'est fait jour dans cette commune.

Une pièce ci-jointe vous fera connaître les mesures que le Conseil municipal d'Orsières a prises, concernant l'administration des avoirs du bénéfice pastoral.

Veuillez agréer, Monsieur le conseiller d'Etat les assurances de notre considération très distinguée.

Rey, conseiller d'Etat
Zermatten, Amacker

Annexe 24: lettre du chanoine Dallèves au prieur Deléglise au sujet du rôle de certains confrères dans les tensions qui règnent à Orsières

Archives du Grand-St-Bernard: 643

Sion, le 5 décembre 1850

Monsieur le prieur,

[...] Vous connaissez, sans doute, les malheureuses affaires qui se passent à Orsières; elles sont d'autant plus regrettables que nos propres confrères n'y sont pas étrangers, parce qu'ils y ont plus ou moins donné lieu, les uns par une impardonnable bêtise, les autres par une malice bien calculée. Cette fâcheuse affaire nous fait un très grand tort. Tout le monde accuse M. Marquis et M. Rossier d'avoir travaillé contre M. le curé d'Orsières. Cela a été dit à Mgr qui est très mécontent de ces messieurs. Malheureusement, il n'y a que trop de faits pour appuyer les accusations contre ces deux messieurs et contre d'autres confrères. Presque tous ceux qui viennent à l'évêché me disent comment faites vous pour vous brouiller et travailler à vous supplanter les uns les autres dans les cures, etc, etc. Vous comprendrez combien ces questions m'ennuyent. Pour de misérables et méprisables susceptibilités, nous écrivons une triste page dans l'histoire de notre maison. Mgr qui s'attend à avoir de graves désagréments avec le Conseil d'Etat à l'occasion de l'affaire d'Orsières est de bien mauvaise humeur, contre celui qui se regarde comme curé à Orsières et qui s'est laissé complaisamment traité comme tel tandis qu'il ne l'était pas. En 1848, Mgr répondit à l'avis que le gouvernement lui donna que M. Métrailler était nommé curé d'Orsières, qu'il ne reconnaîtrait jamais d'autre curé d'Orsières que M. Biselx et que le premier prêtre qui irait à Orsières en qualité de curé serait frappé de suspension, etc.

Je crois que M. Hubert devrait quitter Orsières, on ne l'y aime pas, sa présence dans l'endroit fait du mal à M. Biselx, qui sera obligé de se retirer devant les persécutions dont il va être l'objet. MM. Vernay et Gaillard ont dit aux membres de la commission qui a été envoyé à Orsières, que lors même que M. Biselx aurait eu la majorité, il serait également obligé de quitter Orsières, qu'ils n'avaient pour cela qu'à laisser agir les gens qui voulaient lui faire des insultes, qu'ils avaient retenus jusqu'alors. Mon avis serait que M. Biselx, sans donner sa démission, se retire pendant quelque temps, et que M. le prévôt envoie à Orsières quelqu'un qui plaise à la paroisse et qui ne travaille pas contre M. Biselx mais qui lui prépare la voie au retour. Il est utile de savoir quelquefois reculer pour mieux sauter. Nos misères finiront un jour, peut-être plus rapproché que nous ne pensons, alors M. Biselx reprendrait sa cure. Mais pour cela, il ne faut pas envoyer un Marquis à Orsières.

Une conséquence bien fâcheuse aussi, c'est que les gens qui ont voté pour M. Marquis, s'unissent aux radicaux et que la majorité conservatrice se perd à Orsières, et si l'on ne détourne ce mal, en 1852 l'Entremont n'aura de nouveau que des députés rouges au Grand Conseil. M. le président Joris m'a assuré que la majorité est maintenant contre le conseil qui a rappelé M. le curé, et que si les élections étaient à faire en ce moment Delarze serait nommé président et qu'il n'y aurait que des radicaux au conseil. Il est très affligé de tout ce qui se passe dans sa commune, et il pense presque à donner sa démission de président. Il regrette beaucoup que M. Marquis ne se soit pas comporté de manière à rester avec M. le curé et que ces deux messieurs n'aient pas su s'entendre, et surtout que M. le prévôt ait été inexorable. Voilà de bien grandes misères que nous nous créons par notre propre faute, et qui nous couvrent de honte. [...]

Recevez l'assurance de mon parfait dévouement

Votre confrère A. Dallèves, chancelier épiscopal

Annexe 25: lettre du Conseil d'Etat informant l'évêque du rapport de la commission envoyée à Orsières (annexe 23)

Archives de l'évêché de Sion: Relationes cum gubernio 343.195

Sion, le 10 décembre 1850

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais, à Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Sion

Monseigneur,

Nous croyons devoir porter à votre connaissance qu'il se manifeste à Orsières, depuis quelque tems, une agitation qui peut de jour en jour acquérir plus de gravité.

La rentrée de M. le chanoine Biselx, comme curé de la paroisse, paraît en être la cause.

Après son départ, M. Marquis, vicaire à Vouvry, avait été appelé pour exercer le saint ministère; il sut, dès son arrivée, captiver la confiance et l'affection de ses nombreuses ouailles. Telle fut sa conduite pleine de mansuétude et d'un véritable zèle chrétien, que bientôt tous les citoyens d'Orsières, sans distinction d'opinions, ne formèrent plus qu'un vœu, celui de pouvoir conserver M. Marquis en qualité de curé.

Sur ces entrefaites, M. le prévôt du Grand St Bernard, qui n'ignorait point ces dispositions, fit rentrer à Orsières M. Biselx et retourner à Vouvry M. Marquis.

Cette mesure irritante eut les résultats qu'on pouvait naturellement en attendre: elle causa un mécontentement à peu près général que trahirent bientôt des propos, des menaces sourdes et enfin l'envoi d'une pétition couverte de plus de 400 signatures, par laquelle on nous demandait le rappel de M. Marquis.

Une votation, ouverte sous les auspices d'une commission d'Etat, constata qu'en effet, c'était bien là le vœu de la grande majorité de la population.

Telle est, Monseigneur, la situation actuelle de la commune d'Orsières. Elle est de nature à fixer votre attention et provoquer votre sollicitude. Des incidents fâcheux peuvent en surgir. Déjà, et malgré les recommandations de la commission envoyée à Orsières, des scènes très regrettables ont eu lieu, notamment un des derniers jours. Nous avons tout lieu de craindre que l'agitation ne s'accroisse de plus en plus et qu'elle ne se résolve en actes de violence qu'on pourrait certainement punir, mais qu'il est bien plus important de prévenir dans l'intérêt de la religion, du bon ordre, et du desservant lui-même.

Il vous appartient, Monseigneur, comme représentant de l'autorité ecclésiastique, de voir si un curé repoussé par la presque unanimité de ses

paroissiens, et dont la présence est presque partout une occasion de troubles, peut encore faire le bien, et s'il remplit les conditions que doit offrir celui qui est préposé au salut des âmes.

Nous ne doutons nullement, Monseigneur, qu'à la suite des faits que nous venons de vous exposer, Votre Grandeur ne soit convaincue qu'il y aurait danger à ce que cet état de choses se prolongeât et qu'Elle ne s'arrête au parti le plus sage et le plus opportun dans des circonstances semblables. L'autorité ecclésiastique, comme le pouvoir civil, doit avoir à coeur le maintien de la tranquillité, et l'union des citoyens.

En vous priant, Monseigneur, de nous faire part des mesures que vous croirez devoir adopter, nous saisissons cette occasion, pour vous présenter les assurances de notre haute considération.

Le Président du Conseil d'Etat, Dr Claivaz

Le Secrétaire d'Etat, de Bons

Annexe 26: lettre de l'évêque au président du Conseil d'Etat, en réponse à la lettre du 10 décembre 1850 (annexe 25)

Archives de l'Etat du Valais

Département de l'Intérieur: Parochiana: 7.33 Orsières, n°12

L'évêque de Sion à Monsieur le Président du Conseil d'Etat du canton du Valais

Sion, le 15 décembre 1850

Monsieur le Président,

Nous venons vous accuser réception de votre office du 12 de ce mois, par lequel vous nous avez donné connaissance de l'agitation qui se serait manifestée dans la paroisse d'Orsières, depuis le retour de M. le curé Biselx au milieu de ses ouailles, et menacerait la tranquillité et le bon ordre dans la dite commune.

Nous déplorons sincèrement, avec vous, cet état de chose, non seulement parce qu'il est un obstacle au bien que le ministère pastoral a mission d'opérer, mais encore parce qu'il est un indice de l'esprit qui anime une partie de la population d'Orsières et un symptôme des maux qui pourraient y survenir. Nous désirons de tout notre coeur remédier à cette situation; Nous prendrons, dans les limites de Notre pouvoir, les moyens propres à la faire cesser. Mais pour adopter les mesures que la prudence suggère et que la justice approuve, il est nécessaire que nous soyons plus instruit sur ce qui est relatif aux troubles que vous Nous signalez. A cet effet, Nous allons prendre des renseignements sur les véritables auteurs de l'agitation dans laquelle se trouve la paroisse d'Orsières, sur la valeur des causes qui Nous sont indiquées, ainsi que sur la conduite de l'ecclésiastique contre lequel ces manifestations semblent être dirigées. Pendant que Nous recueillerons ces renseignements, le Gouvernement ne manquera pas d'user des moyens dont il dispose pour prévenir toute cause de désordre matériel et moral. Nous implorons et Nous réclavons, à cet effet, son appui; Nous avons toute raison de croire qu'il ne Nous faillira pas.

Nous croyons devoir vous manifester la pénible surprise que Nous a causée la conduite des signataires de l'adresse au Conseil d'Etat, dont il est fait mention dans votre office. Le devoir des plaignants était de s'adresser directement à l'autorité dont le Conseil d'Etat lui-même dans son office s'est plu à reconnaître la compétence dans l'affaire en question, pour lui faire valoir les griefs allégués contre leur pasteur et en solliciter le redressement. Au lieu de montrer la déférence due à la première autorité du diocèse, les pétitionnaires n'ont pas craint de fatiguer par leur demande insolite le gouvernement, sans prendre en

considération que le nombre et l'importance des travaux de son ressort, réclament tout son temps et toute sa sollicitude.

Vous permettrez, Monsieur le Président, que Nous vous fassions encore respectueusement, mais avec franchise, Nos observations sur la votation qui a eu lieu à Orsières sous les auspices d'une commission d'Etat; Nous appréhendons trop les funestes conséquences de cette votation pour omettre de le signaler. Loin de diminuer le mal, elle l'augmentera, car c'est une satisfaction donnée à des exigences non justifiées jusqu'à présent; elle entretiendra chez les paroissiens cette idée erronée, où ils paraissent être, sur le droit qu'ils s'arrogent de repousser un curé institué et de s'en donner un autre, actes formellement contraires aux lois de l'Eglise. Cette votation tend encore à établir un antécédent propre à ébranler et à bouleverser le gouvernement ecclésiastique, et à affaiblir la soumission et le respect des ouailles envers les pasteurs; enfin elle entrave la liberté du ministère sacerdotal, dont le fidèle accomplissement a souvent pour résultat de provoquer la haine, l'innimité et la persécution, parce qu'il a la pénible mais indispensable mission de combattre les passions, qui s'irritent si facilement et sont si avides de vengeance.

Nous sommes persuadé, Monsieur le Président, que vous trouverez justes les observations, que Nous venons de vous présenter dans le seul intérêt du bien et des droits de l'Eglise, que Nous sommes obligé de sauvegarder, et que vous désirez vous-même voir respecter.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de Notre considération très distinguée.

Pierre Joseph, évêque de Sion

Biselsx en décembre 1850

AGSB 3706/25

	noms	cartons	vaux cours p ^r	francs suis
Champs.	G ^d champ Forney	25 a	60 =	3000
	petit ch: id	2 1/2 a	50 =	250
Jardins	Chablé	8 a	55 =	480
	Senaire	5 1/4 a	45 =	236
	Vaux toutale	10 a	00 =	000
	Jardin à la Troy	1 a	70	120
	Jardins vers la cur.	2 a	50	200
	Somet du Bourg	1 1/4 a	50	112
	Gaie	8 a	80	1280
	Goves	4 a	70	560
	Revis	3 2/3 a	25	182
	Pris du Clos	6 2/3 a	55	426
	Le Clos	16 1/2 a	55	2016
	Salwan	1 1/2 a	50	180
	Petit ch Perrai	31 a	40	2480
	H Lucibe	2 3/4 a	55	304
	Barayne	3 3/4 a	30	226
	L'autre Salwan	0 3/4 a	32	48
	Croup Plat	4 2/3 a	50	460
	Somet de la Troy	7 7/10 a	70	1088
	id - - -	3 1/2 a	60 =	420
	Marais - -	8 1/2 a	30	510

15176

Vignes	Colombaine	55 1/2 a	2 1/2	500
	Vaux Pissaley	525 a	2 1/4	2572
	Epailin	50 a	2 1/4	225
	Segnealey	100 a	2 1/2	500

14573 a 2 1/2 p^r 0/0 produit - - - 464.57.

Vignes Leckire 6400. Improductif peut aller à 1 1/2 p^r 0/0 = 96 fr.
 obligations annuelles - - - 4560 au 4 p^r 0/0 donne 182.40
 les nouvelles devraient être de 4444.4. 29555 742.97
 mais une partie a été consacrée à des constructions et réparations.

Reçut

fonds.

produit.

29533. frs. sais.

fr. sais: 722. 97.

Les obligations nouvelles etant

de — — — 82.24

il a été sur cela dépensé

pour le mayot en plus de

l'ancien vendu et de ce que

la commune a fournis 836.

pour la construction à l'aspe 1.40

pour réparation à un curais 1.40

au jardin réparation 1.60

à la cure id — 56

à la grange — 25

1557

6891 — ~~6891~~ — au 1.0/0 — ~~275.62~~

à déduire encore un

poiré à Veasoy acquis. — 124

donc le produit 6747

6747 — — au 1.0/0 269.44.

au 2 et 1/2 pour 0/0 donne

1012.85

2.86

Fonds total — 36280

revenu total 1016.41

Le bénéfice possède encore

pour l'entretien de deux prêtres

Une cure

Une grange

Une grange à blé

Un mayot à Fully.

Une cabane à la Lichene

deux petites granges au même lieu.

Sur ces biens il y a des fondations

de messes. Le curé est obligé de

blanchir le linge de l'église en

partie. Les rigues sont grevées

de 15 francs 1/2 de maise pour la

commune de Fully.

Les messes fondées sur le bénéfice sont
au nombre de ~~12~~²⁰ avec deux offices
pour les morts.

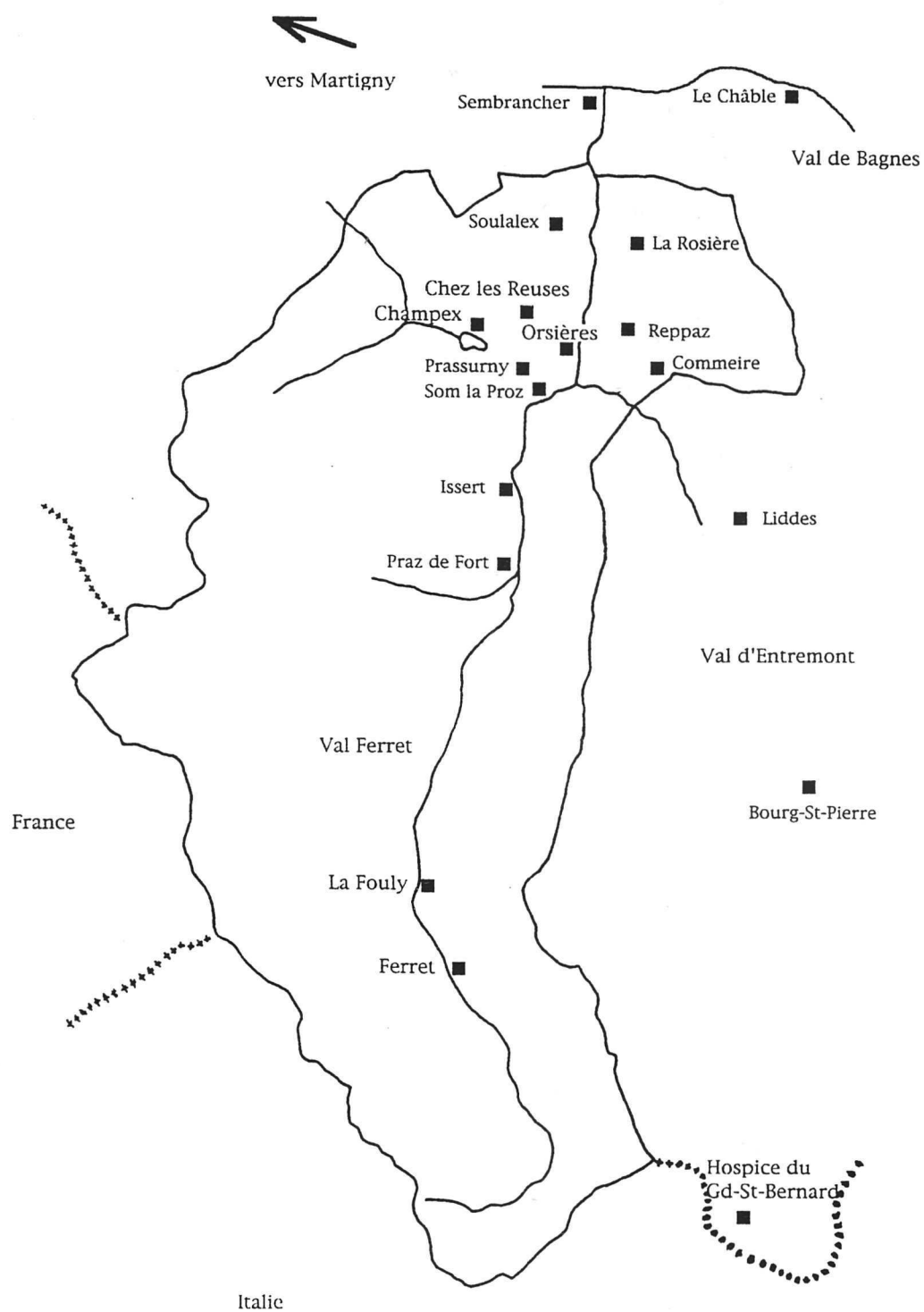


Illustration n°2:

Portrait du chanoine Biselx

[vers 1865, photographe H. Brauns, Sion]

AGSB photographies, 11 A 96.



Illustration n°3:

Portrait du prévôt Filliez

[1862, photographe A. Ottino, Aoste]

AGSB photographies, 11 A 55.



Illustration n°4:



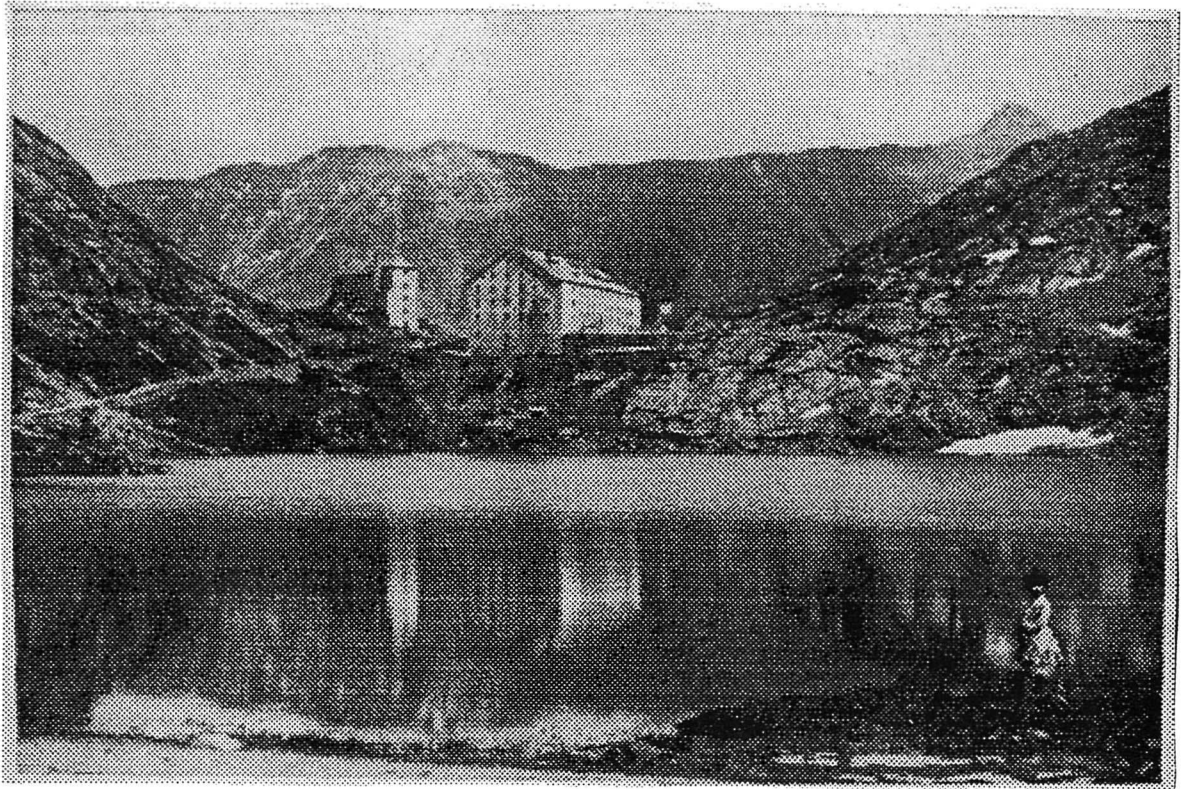
"Couvent on the Grand St. Bernard, Sept. 9th 1819"

Dessin du peintre anglais A. N. Havill

(Dimensions originales 327x224 mm.)

AGSB, non classé [donation Walter et Margrit Drack-Schneider, 1998]

Illustration n°5:



Hospice et lac du Grand-St-Bernard, vus depuis le côté italien
AGSB photographies, 2 B 7.